# Atlas Mondial des Flux Illicites



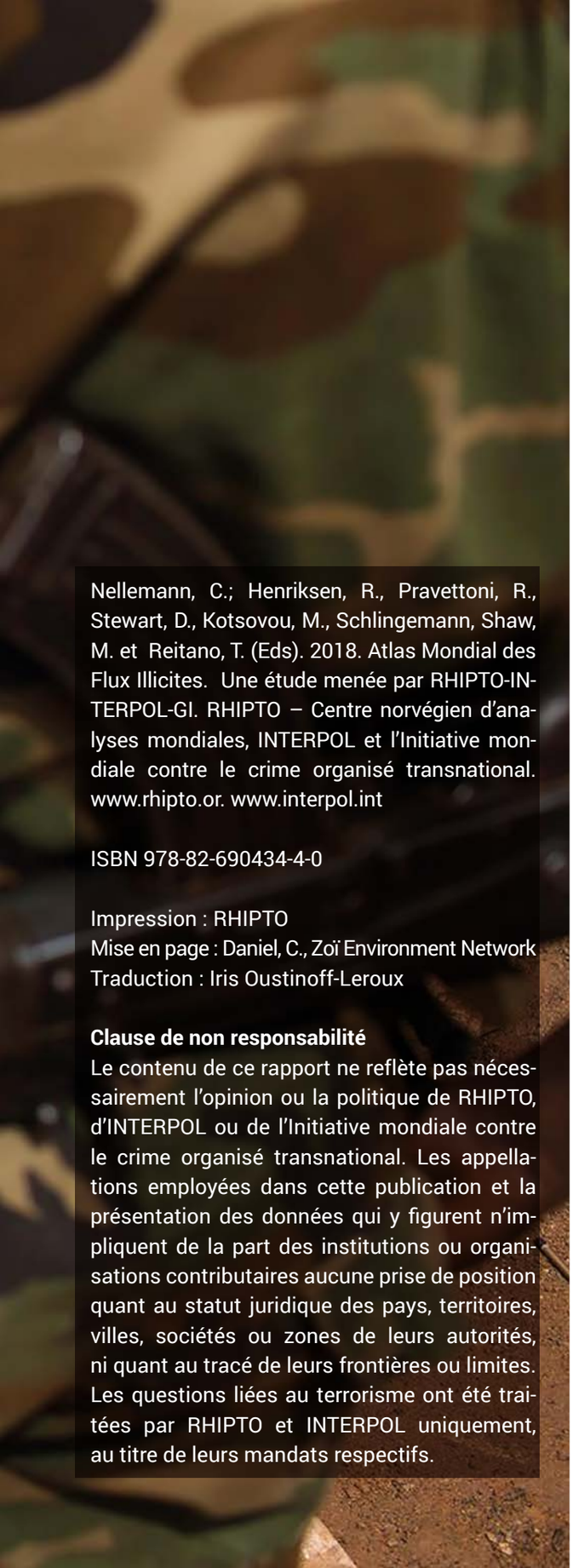
INTERPOL

RHIPTO

THE GLOBAL INITIATIVE
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE – Un ancien soldat de la Séléka surveille une femme lavant à la battée de la terre et des cailloux en quête d'or à côté d'une fosse à ciel ouvert de la mine aurifère de Ndassima située près de Djoubissi, au nord de Bambari. 9 mai 2014. © REUTERS / Siegfried Modola



Nellemann, C.; Henriksen, R., Pravettoni, R., Stewart, D., Kotsovou, M., Schlingemann, Shaw, M. et Reitano, T. (Eds). 2018. Atlas Mondial des Flux Illicites. Une étude menée par RHIPTO-INTERPOL-GI. RHIPTO – Centre norvégien d'analyses mondiales, INTERPOL et l'Initiative mondiale contre le crime organisé transnational. www.rhipto.or. www.interpol.int

ISBN 978-82-690434-4-0

Impression : RHIPTO
Mise en page : Daniel, C., Zoï Environment Network
Traduction : Iris Oustinoff-Leroux

**Clause de non responsabilité**
Le contenu de ce rapport ne reflète pas nécessairement l'opinion ou la politique de RHIPTO, d'INTERPOL ou de l'Initiative mondiale contre le crime organisé transnational. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part des institutions ou organisations contributaires aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes, sociétés ou zones de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les questions liées au terrorisme ont été traitées par RHIPTO et INTERPOL uniquement, au titre de leurs mandats respectifs.

# Contents

01 6
Introduction : le crime environnemental est devenu le plus grand moteur financier des conflits

02 12
Crime environnemental : la plus importante source de financements de conflits

03 18
Commerce illégal et exploitation des réserves de combustibles : pétrole et charbon

04 42
Exploitation minière illégale en contexte de conflit

05 54
Exploitation forestière illégale : le secteur le plus vaste, le plus lucratif et le moins risqué de l'industrie du crime environnemental

06 60
Criminalité liée aux espèces sauvages et au trafic de déchets

07 76
Région transsaharienne : migrants, drogues et armes

08 90
Le trafic illégal de migrants et la traite d'êtres humains

09 102
Combattants étrangers : des itinéraires recoupant ceux des réseaux de passeurs

10 108
Drogues et financement des menaces

11 132
Financement du terrorisme et des groupes rebelles: taxations illégales, drogues, contrefaçons, ressources naturelles et migrants

12 140
Conclusion : le coût de la guerre – le crime environnemental, menace financière en expansion pour les profiteurs de guerre

# Abréviations et acronymes

| | |
|---|---|
| **AQMI** | Al-Qaïda au Maghreb islamique |
| **bl/j** | Baril par jour |
| **CIA** | Agence centrale de renseignements |
| **Coltan** | Columbite-tantalite |
| **FARC** | Forces armées révolutionnaires de Colombie |
| **FDLR** | Forces démocratiques de libération du Rwanda |
| **GSIM** | Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans |
| **HTS** | Hay'at Tahrir al-Sham |
| **INN** | Pêche illicite, non déclarée et non réglementée |
| **INTERPOL** | Organisation internationale de police criminelle |
| **KDF** | Forces de défense du Kenya |
| **ONUDC** | Office des Nations unies contre la drogue et le crime |
| **OMC** | Organisation mondiale du commerce |
| **PIB** | Produit intérieur brut |
| **RDC** | République démocratique du Congo |

# Préface

Pour tout pays, la paix, le développement et la sécurité constituent les préoccupations les plus cruciales. Néanmoins, les efforts entrepris à l'échelle nationale et internationale se trouvent de plus en plus compromis par les réseaux criminels : le crime organisé transnational s'est infiltré dans les moindres recoins de la société et son champ d'action ne cesse de s'étendre.

Particulièrement inquiétantes sont le développement et la convergence des réseaux criminels qui exploitent les faiblesses de gouvernance dans le cadre des conflits locaux tout en soutenant les groupes armés non étatiques et les terroristes.

Le présent atlas identifie plus de 1 000 itinéraires utilisés pour la contrebande de drogue, de ressources naturelles et d'êtres humains. Ce rapport constitue le premier aperçu global consolidé de ces flux illicites et de leur importance au regard des conflits à travers le monde. Il pose également les fondations d'un développement ultérieur de renseignements pouvant être suivis d'effet.
Le rapport révèle que les sources de revenu des groupes armés non étatiques et terroristes se diversifient et reposent de plus en plus sur les activités de la criminalité organisée, alimentant ainsi les conflits à travers le monde. L'exploitation et la taxation illégales de l'or, du pétrole et d'autres ressources naturelles sont en train de dépasser en importance les secteurs financiers des menaces traditionnelles telles que l'enlèvement contre rançon et le trafic de drogues.

Ces groupes armés non étatiques ne représentent cependant qu'une fraction, environ 4%, de l'ensemble des flux financiers générés par le crime organisé, que ce soit à l'intérieur des zones de conflit ou à proximité de celles-ci. La lutte contre le crime organisé doit par conséquent être considéré comme facteur important dans la prévention et la résolution des conflits.

Ce rapport apporte une impulsion nouvelle à nos efforts soutenus pour endiguer ces flux financiers illicites et lutter contre la menace que représente le crime organisé transnational en matière de paix, de développement et de sécurité.



**Jürgen Stock**
Secrétaire Général
d'INTERPOL



**Christian Nellemann**
RHIPTO Centre norvégien
d'analyses mondiales



**Mark Shaw**
Initiative mondiale contre
le crime organisé transnational



KENYA, Nairobi – Des bénévoles emportent des défenses d'éléphants vers un bûcher le 22 avril 2016 en vue d'une destruction historique d'ivoire et de cornes de rhinocéros détenues illégalement, confisquées principalement à des braconniers dans le Parc national de Nairobi. Le 30 avril 2016, le Kenya a brûlé environ 105 tonnes d'ivoire braconné, presque l'équivalent de la réserve totale du pays. Plusieurs Chefs d'État africains, experts en protection de l'environnement, mécènes et célébrités de premier plan ont assisté à l'événement, un signal fort pour la lutte contre le braconnage.
© Photo par AFP / Tony Karumba

# 01 Introduction

## le crime environnemental est devenu le plus grand moteur financier des conflits



# Introduction: le crime environnemental est devenu le plus grand moteur financier des conflits

Cet atlas des flux illicites fait apparaître plus d'un millier d'itinéraires qui sont utilisés à travers le monde dans la contrebande de biens et de services en lien avec le crime environnemental, ainsi que pour le trafic de la drogue et des êtres humains. Les conflits les plus divers et le terrorisme sont aujourd'hui financés à une échelle sans précédent par le crime organisé transnational et les revenus illicites provenant de l'exploitation des ressources naturelles. Alors que l'on ne saurait établir avec certitude le montant exact des bénéfices engrangés par les groupes criminels et les groupes armés non étatiques, il est en revanche possible d'en dresser un aperçu sommaire à partir des principaux groupes armés non étatiques.

Les recettes du crime environnemental – qui englobe non seulement la criminalité contre les espèces sauvages mais également la contrebande de carburant et l'extraction illégale d'or, de diamants et d'autres minerais et ressources précieuses – sont devenues la plus importante source de profit des groupes armés non étatiques et d'organisations terroristes. L'ensemble des crimes environnementaux, tous types confondus y compris ceux qui visent à la vente ou à la taxation illégale des ressources naturelles, équivaut à 38% du financement des conflits et des groupes armés non étatiques et terroristes. Viennent ensuite la drogue (28%), d'autres formes de taxation illégale, l'extorsion, les saisies et pillages (26%), les donations externes (3%)[1] et l'argent extorqué dans les enlèvements contre rançon (3%) . Ce rapport, qui s'appuie sur les faits, a pour but de quantifier ce que représentent ces flux illicites dans le financement des principaux groupes armés non étatiques.

De manière générale, le crime environnemental représente à lui seul actuellement la plus grande partie du financement des menaces génératrices de conflits. Le manque d'enquêtes policières, d'efforts réalisés dans l'application de la loi ou encore d'attention de la part de la communauté internationale aura permis au crime organisé de donner « carte blanche » aux groupes criminels armés et aux profiteurs de guerre, et connaît un regain d'intérêt en tant que source de financement parmi les insurgés, les groupes de terroristes et les cartels du crime, venant ainsi s'ajouter aux sources de financement traditionnelles du trafic de drogues et de l'enlèvement contre rançon. L'intérêt pour les ressources naturelles, plus particulièrement l'or et d'autres minerais ainsi que le bois, est croissant au sein d'un grand nombre de groupes criminels et armés. On observe notamment cette tendance dans la région des Grands Lacs en Afrique, en Colombie, au Pérou, en Amérique centrale, ainsi qu'en Asie du Sud-Est.

La plus grande source de revenus – autrement dit issus d'une seule catégorie de produits illicites – pour les groupes armés non étatiques impliqués dans les conflits est la drogue qui, comme il a été signalé plus haut, représente 28% de leur financement. La majeure partie de ces revenus provient de la taxation de la drogue par des groupes tels que les FARC et les Talibans. Le pétrole, le gaz, l'essence et le gazole obtenus illégalement fournissent 20% de leurs revenus (c'était d'ailleurs la principale source de financement du groupe État Islamique en 2014 et 2015). Les revenus illégaux provenant du pétrole, y compris pour financer le crime organisé dans les zones de conflits, sont également cruciaux pour les organisations en dehors des sept principaux groupes d'insurgés et de terroristes qui feront l'objet d'une analyse détaillée dans cette étude. La contrebande d'essence et de gazole sont une source clé du financement des réseaux criminels, et particulièrement dans certaines parties d'Amérique latine, en Lybie et au Nigéria.

Après la drogue et le pétrole, viennent la taxation illégale et l'extorsion, suivis par l'extraction illégale de minerais qui représente 17% à eux deux. On retrouve ensuite l'enlèvement contre rançon, les sources de financements extérieurs et les donations, représentant chacun 3% du total. Le charbon et les objets d'art comptent chacun pour 1%, mais ces catégories de financement, particulièrement le charbon de bois, se retrouvent plus souvent dans des régions spécifiques. L'ensemble de ces flux illicites financent directement quelque 96 000 combattants permanents, ainsi qu'un nombre inconnu de combattants temporaires, associés aux sept principaux groupes d'insurgés et de terroristes non étatiques, sans oublier la multitude des groupes armés non étatiques actifs dans le nord-est de la DRC.

De récentes études sur les pays membres menées par INTERPOL ont montré que plus de 84% d'entre eux observent des convergences entre le crime environnemental et d'autres formes de crimes graves. De la même manière, EUROPOL a révélé en 2017 que 45% des groupes criminels en Europe étaient impliqués dans plusieurs types de crime ; une forte augmentation comparée aux chiffres de 2013[2].

Environ 40 000 Talibans ont perçu une somme annuelle estimée entre 75 et 95 millions de dollars de taxations illégales, provenant principalement de la drogue et de l'agriculture ainsi que des donations extérieures. Au milieu de l'année 2017, le groupe État Islamique avait amassé environ 10 millions de dollars par mois[3]. Aujourd'hui, du fait de considérables pertes de territoire, ce groupe ne dispose probablement plus que d'un quart de cette somme provenant en grande partie de saisies et de taxations illégales. Selon toute vraisemblance, l'organisation doit également disposer de réserves notables, dont la valeur demeure inconnue. Ces estimations représentent une baisse de 98% comparé aux 549 à 1 693 millions de dollars comptabilisés en 2014[4]. La fusion des groupuscules d'Al-Qaïda Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) en Syrie, et de Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans - GSIM) dans la région du Sahel, cumule des gains s'élevant entre 18 et 35 millions de dollars pour l'un et 5 et 35 millions de dollars pour l'autre, grâce à la taxation illégale, aux donations, aux enlèvements contre rançon, à l'extorsion, mais également à la contrebande de cigarettes et de drogue.

La moitié des sommes perçues par les Chabab (estimées à 20 millions de dollars) provient du commerce illicite de charbon, le reste étant tiré d'autres formes de taxations illégales[5], alors que Boko Haram, lui, cumule entre 5 et 10 millions de dollars issus en grande partie de taxations illégales, de braquages de banques, de donations faites par d'autres groupes

terroristes et d'enlèvements contre rançon. Plus de 8 000 rebelles[6] en RDC ne récoltent pas moins de 13 millions de dollars par an grâce à l'exploitation et la taxation illégale des ressources naturelles. Ce chiffre ne représente qu'une portion de la valeur totale, estimée à plus de 770 millions de dollars par an, des ressources exploités illégalement dans la région est du pays.

La contrebande et la facilitation du passage de migrants le long des routes transsahariennes se sont transformées en une industrie extrêmement lucrative pour les groupes armés, rapportant des bénéfices annuels estimés entre 450 et 765 millions de dollars (dont 89 à 236 millions comptabilisés pour la Libye seule)[8]. Les groupes de criminels organisés ont recours aux réseaux de contrebande qui sont de plus en plus en mesure d'offrir aux combattants étrangers une certaine mobilité transfrontalière vers des zones plus sûres, et de stocker ou d'expédier des ressources via des réseaux formels et informels de flux financiers. Plus de 2 600 combattants étrangers (principalement issus de l'État Islamique) introuvables à ce jour sont partis de Syrie et d'Irak, ainsi qu'un nombre inconnu d'entre eux de Libye, grâce à ces réseaux illicites de contrebande, qu'ils utilisent également pour obtenir de faux papiers et rejoindre des itinéraires menant à des lieux de refuge.

Si l'on regroupe les sept principaux groupes extrémistes d'insurgés et de terroristes auxquels il a été fait référence au début de ce rapport ; Al-Chabab, Boko Haram, les FARC, HTS, le GSIM, le groupe État Islamique et les Talibans, en plus des combattants en RDC, on obtient un financement annuel compris entre 1 et 1,39 milliard de dollars par an. La taxation des ressources naturelles et des drogues s'avère être la source de revenus la plus importante mais également la plus facile d'accès. Dans cette catégorie, On retrouve la taxation des véhicules aux frontières jusqu'aux produits issus de l'agriculture, en passant par les revenus de l'extorsion à l'encontre des activités commerciales et les taxes religieuses. Les 96 900 combattants qui forment ces sept groupes extrémistes (ainsi que les combattants de RDC) gagnent chacun en moyenne 12 342 dollars par an. Bien que ce chiffre dépasse largement le « salaire » traditionnel d'un combattant (qui peut descendre jusqu'à 100 dollars par mois) il tient compte du financement de leurs campagnes, du coût de leurs armes, de la logistique, des pots-de-vin et autres interventions, ainsi que les dépenses relatives aux dépenses relatives à la gouvernance. Dans certains cas, comme ceux des Talibans et des FARC et une grande partie du groupe État Islamique, des sommes importantes sont sauvegardées dans un souci de gestion future.

Parallèlement aux groupes désignés comme organisations terroristes, et en comprenant également les groupes de criminels organisés habituellement impliqués dans les zones de conflits ou en périphérie, le montant des revenus générés par les activités criminelles est de l'ordre de 24 à 39 milliards de dollars (bien que les profits soient bien inférieurs).

Ces chiffres démontrent que les revenus de la menace financière liée au terrorisme et aux principaux contingents d'insurgés représentent environ 4% du total du financement illicite du crime organisé dans les zones de conflit ou en périphérie[9].

Il en résulte que les groupes de criminels organisés transnationaux qui font des ressources naturelles et de la criminalité environnementale leur cible de choix, dans les zones de conflit ou à proximité, obtiennent de loin la majeure partie de leurs revenus dans les zones de conflit, à quoi sont souvent associées la corruption, et de puissantes élites politiques et militaires.

Le prix à payer pour l'environnement naturel et humain, la paix, le développement durable et la sécurité est rude, sans compter les répercussions sur les perspectives de développement de près de deux milliards de personnes, dont 535 millions sont des enfants[10], le déplacement forcé de 65 millions de personnes[11], et la mort de 127 000 autres victimes de conflits selon les estimations (ce chiffre correspond à l'année 2017)[12]. La fragilisation des États, les conflits et la violence sont des défis au développement majeurs qui mettent en péril les efforts pour combattre l'extrême pauvreté. On prévoit que la proportion des personnes en situation d'extrême pauvreté vivant dans des zones exposées aux conflits atteindra les 60% d'ici 2030[13]. En comparaison, le pourcentage de celles vivant avec seulement 1,9 dollars par jour dans le monde a chuté de 44% en 1980 pour s'établir à 9,6% en 2015[14]. Selon la Banque Mondiale, les conflits sont également à la source de 80% des besoins humanitaires, tout en réduisant la croissance du produit intérieur brut (PIB) de deux points de pourcentage par an en moyenne[15].

Les crimes environnementaux et la criminalité organisée transnationale associée, souvent profondément ancrés dans les forces armées étatiques comme non étatiques et l'élite politique, sont par conséquent directement stimulés par les conflit permanents ou récurrents dans un grand nombre des contextes mondiaux les plus meurtriers. Les conflits et l'impact dévastateur sur les vies d'un nombre toujours plus élevé de personnes dû au manque de développement qui en résulte, vont vraisemblablement se multiplier jusqu'à ce que le rôle des profiteurs du crime organisé dans les conflits soit considéré comme étant la principale menace à la paix, au développement et à la stabilité.

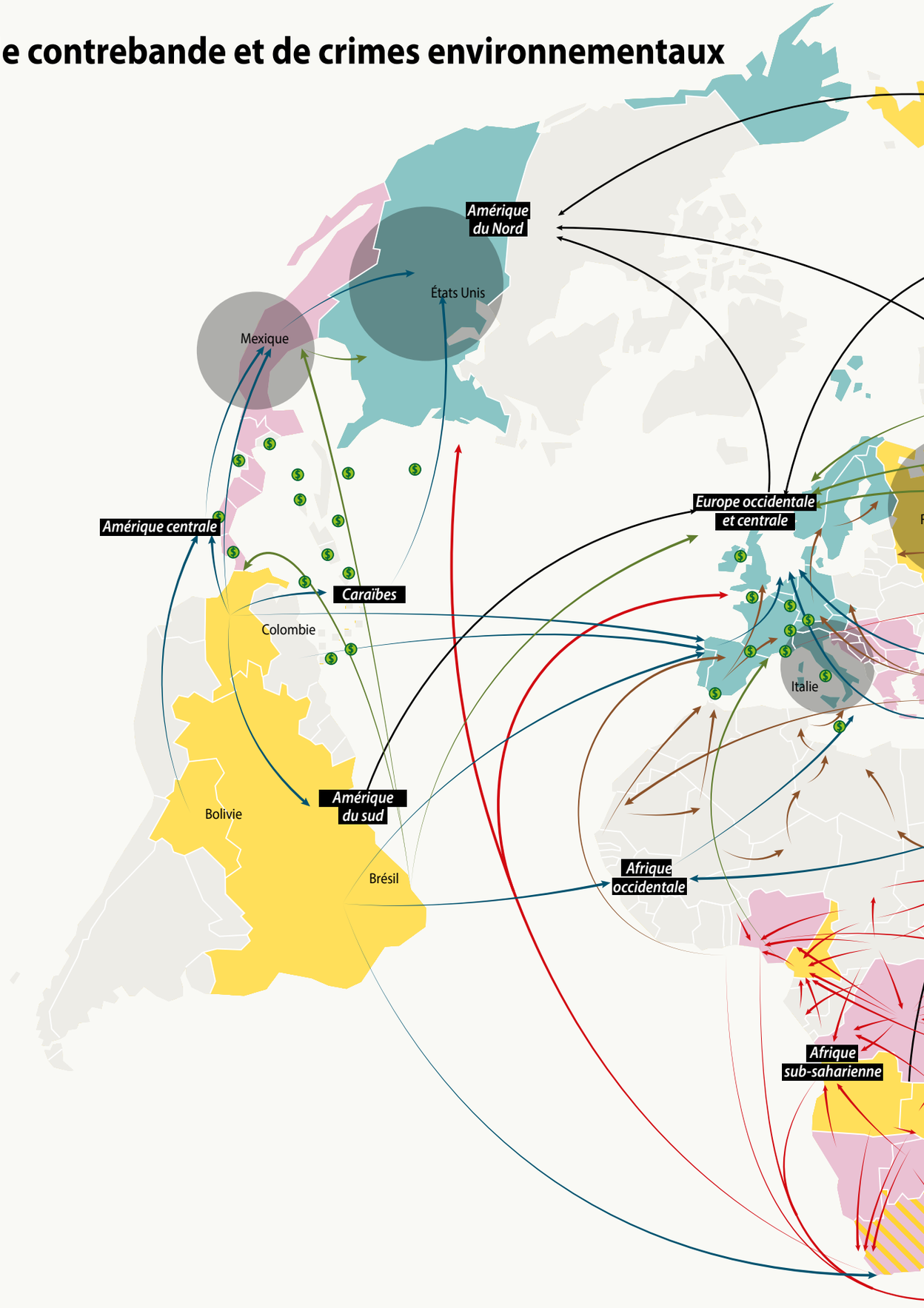
La criminalité environnementale s'est étendue, au point de financer le crime organisé à hauteur de 64%, soit entre 22,8 et 34 milliards de dollars de l'économie criminelle des États vulnérables ou proches de zones de conflits. Cette menace doit être prise en compte dans les missions de maintien de la paix, d'application de la loi et de prévention, sans quoi le crime continuera de croître et de représenter un danger au développement et à la sécurité dans les décennies à venir.

Des élites puissantes impliquées dans le crime organisé tirent profit des conflits qu'elles entretiennent et financent les groupes armés non étatiques, ce qui représente une menace pour l'État de droit et la bonne gouvernance. Ce processus permet à son tour aux élites de profiter de l'instabilité, de la violence et du manque de maintien de l'ordre, d'où le fait qu'elles exploitent ensuite les flux illicites provoqués par les conflits.

Renforcer l'information et l'analyse est essentiel afin d'empêcher d'agir, de désorganiser et de vaincre aussi bien les groupes armés que les acteurs de la criminalité organisée qui offrent à ces groupes armés (et à eux-mêmes) un environnement d'impunité et d'instabilité.

Dans le but d'assurer une prévention et une intervention précoce lors de conflits, il est par conséquent impératif de se pencher plus vigoureusement sur le rôle joué par le crime organisé et les flux illicites qui bénéficient aux groupes armés non étatiques et aux puissantes élites impliquées dans des activités criminelles.

# Les réseaux transnationaux de contrebande et de crimes environnementaux




**Réseaux internationaux du crime organisé**

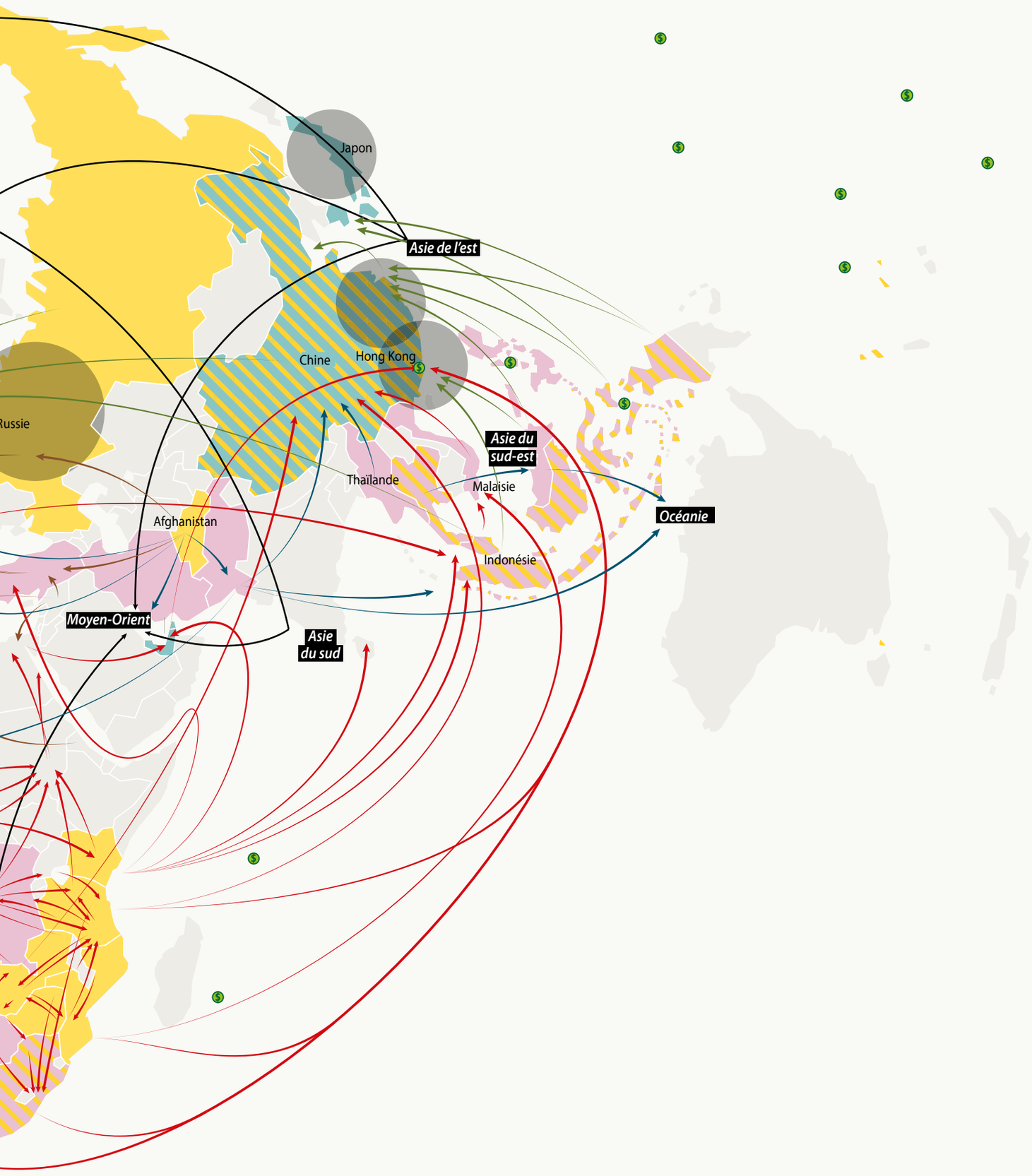
- Ivoire et cornes de rhinocéros
- Bois et produits issus du bois
- Héroïne et cocaïne
- Trafic de migrants
- Trafic d'êtres humains

**Principaux acteurs**

- *Région* Région d'origine ou destination
- Pays d'origine
- Pays de transit
- Pays de destination / Marché
- Paradis fiscal
- Organisation criminelle active à l'international

Sources: UNODC annual report questionnaire and individual drug seizure database, and The Afghan Opiate Trade and Africa, 2016; CITES; The Global Initiative Against Transnational crimes, The Illegal Fishing and Organized Crime Nexus, 2016, and Organized Crime: a Cross-cutting Threat to Sustainable Development, 2015; INTERPOL, Vessel Tracking for Analysis of Timber and Fisheries Crime, 2015; RHIPTO investigation, 2015 and 2016.

**RHIPTO 2016**


Japon
Asie de l'est
Chine
Hong Kong
Russie
Asie du sud-est
Thaïlande
Malaisie
Océanie
Afghanistan
Indonésie
Moyen-Orient
Asie du sud



PÉROU – Vue aérienne d'une zone d'orpaillage illégal dans La Pampa, Madre de Dios, au sud de la jungle péruvienne le 14 juillet 2015. Lors d'une opération sans précédent menée à la mi-juillet, le Pérou a réussi à éliminer 55 camps destinés à l'orpaillage illégal dans la zone de La Pampa, dans la région de Madre de Dios, où 60 000 hectares de forêts ont été détruits à cause de cette activité.
© Photo par AFP / Ernesto Benavides



# 02 Crime environnemental

## la plus importante source de financements de conflits



BURKINA FASO, Poura – 3 janvier 2008 : Les chercheurs d'or viennent de partout dans l'espoir de trouver un peu du précieux métal dans la mine aurifère de Poura. Des femmes, des enfants et des hommes de tous âges se trouvent là dans un monde de poussière sous un soleil de plomb. Au Burkina Faso, pour certains, l'orpaillage illégal représente l'unique activité permettant d'éviter la misère.
© iStock / Gilles Paire

# Crime environnemental : la plus importante source de financements de conflits

Le terme « crime environnemental » est souvent utilisé pour décrire un ensemble d'activités illégales portant atteinte à l'environnement et qui profitent à certains individus, groupes ou entreprises grâce à l'exploitation et le vol ou le commerce de ressources naturelles. Ce terme regroupe les infractions graves et la criminalité organisée transnationale, souvent liée à d'autres formes de crime, la fraude fiscale, la corruption et le financement des menaces. Dans tous ces cas de figure, le crime environnemental représente des coûts massifs pour nombre de pays du monde[16].

- Aujourd'hui, on estime que la valeur annuelle du crime environnemental est comprise entre 110 et 281 milliards de dollars (d'après les chiffres de 2018), soit un accroissement d'environ 14% (9-20%) depuis les précédentes estimations en 2016, et 44% au-dessus (35-57%) des premières estimations en 2014, hors inflation. Ceci s'explique principalement par une amélioration des estimations et du renseignement criminel, parallèlement à l'ajout des données sur la contrebande de pétrole (qui représente 9% de la valeur totale).

- Le crime environnemental est devenu un peu plus lucratif que la traite d'êtres humains, et ne se place non plus en quatrième mais en troisième position des activités criminelles les plus conséquentes à l'échelle mondiale, après le trafic de drogue et de contrefaçons.

- Le coût de l'impact du crime environnemental progresse de 5 à 7% tous les ans, soit deux à trois fois le taux de l'économie mondiale.

- La pêche illégale : estimée entre 11 et 24 milliards de dollars.

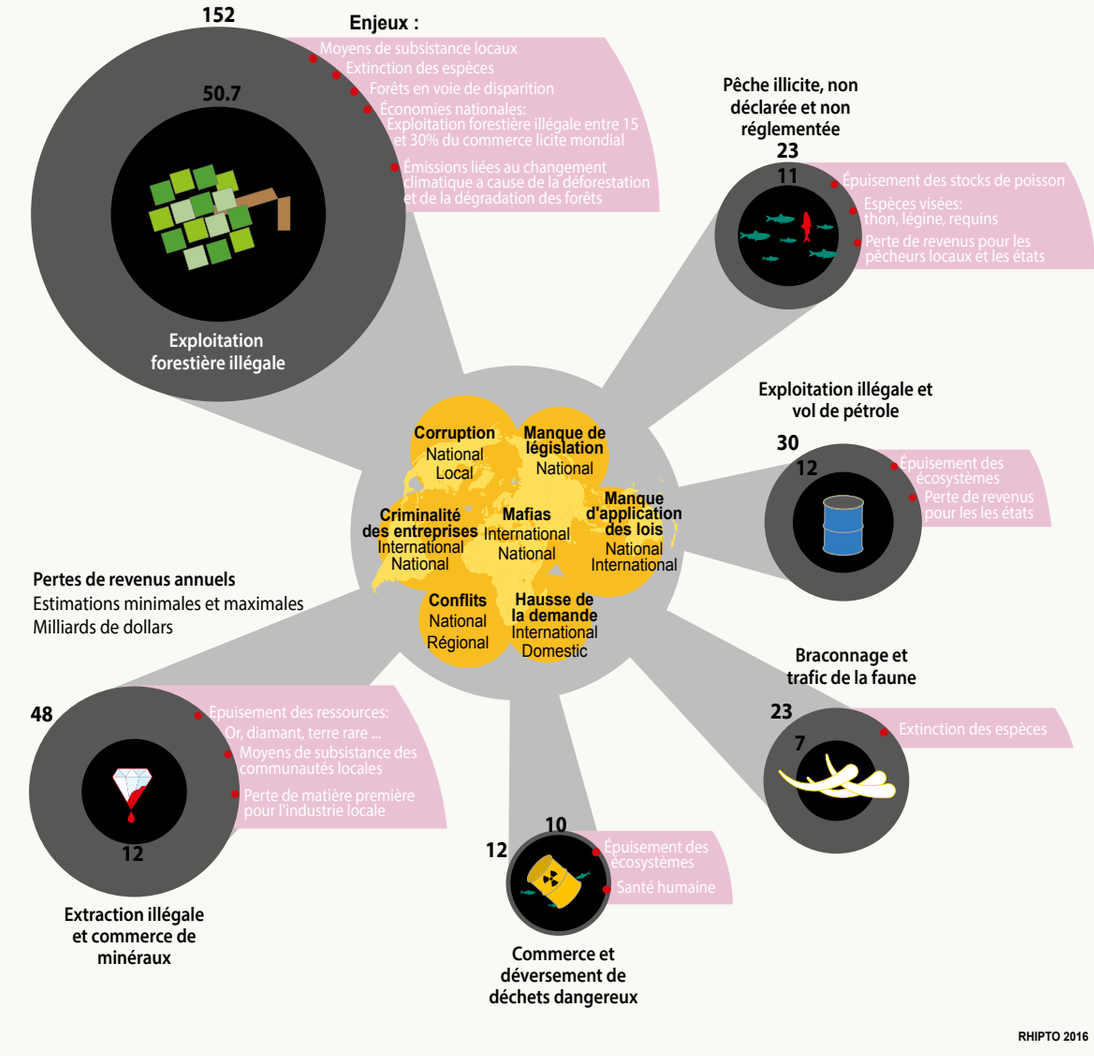
- L'exploitation minière illégale : estimée entre 12 et 48 milliards de dollars.

- Le commerce illégal d'espèces sauvages : estimé entre 7 et 23 milliards de dollars.




**des revenus qui financent les principaux groupes armés proviennent de la criminalité environnementale**

## Principaux crimes environnementaux, facteurs et impacts





SOUDAN – Hommes travaillant dans une mine d'or au nord du Soudan, 1er décembre 2007. © iStock / Maciek67



- L'exploitation forestière illégale, y compris la criminalité des entreprises et le trafic de bois, représente entre 51 et 152 milliards de dollars selon les estimations.

- Le trafic et le rejet illégal de déchets toxiques et électroniques : entre 10 et 20 milliards de dollars.

- L'exploitation illégale et le vol de pétrole – dont l'ampleur était jusqu'alors inconnue faute d'information – rajoute au minimum entre 19 et 23 milliards de dollars au total (soit 9% de l'estimation totale de la valeur de la criminalité environnementale).

- Le déficit des recettes publiques provoqué par la perte des revenus fiscaux du fait de l'exploitation criminelle équivaut à au moins 11 à 28 milliards de dollars par an.

- Le crime environnemental s'allie de plus en plus à d'autres formes du crime organisé telles que le trafic de drogues, la cybercriminalité, la corruption, la fraude fiscale et le blanchiment d'argent.

L'importance des écarts dans les valeurs proposées ci-dessus reflète le manque de données statistiques dans ce domaine, mais ces chiffres sont basés sur les meilleures sources du renseignement criminel d'INTERPOL, entre autres. L'impact des coûts fait du crime environnemental la troisième catégorie des crimes les plus importants au monde après le trafic de drogue (344 milliards de dollars) et les contrefaçons (288 milliards de dollars), le trafic d'êtres humains (157 milliards de dollars) se plaçant en quatrième position selon certaines estimations.

Contrairement à tous les autres types de crimes connus, le crime environnemental est d'autant plus grave du fait de son impact sur l'environnement et, par voie de conséquence, sur les générations futures. La déforestation, le rejet de produits chimiques et la pêche illégale, entre autres, portent atteinte à l'environnement en réduisant l'accès à une eau et un air propres, en poussant les conditions climatiques aux extrêmes, en limitant la sécurité alimentaire et mettant ainsi en péril la santé et le bien-être des sociétés. Ces crimes privent également les gouvernements de ressources financières cruciales et freinent le développement des entreprises licites.



TURQUIE - 23 Fevrier 2003, Camionneurs turcs faisant la queue pour transporter du pétrole brut irakien depuis la ville de Mosul, au nord, vers les raffineries turques, en traversant les territoires sous contrôle kurde.
© Reuters / Caren Firouz



# 03 Commerce illégal et exploitation des réserves de combustibles

## pétrole et charbon



IRAK – Octobre 2015 – De la fumée s'élève alors que les forces de sécurité irakiennes et leurs alliés les Unités de mobilisation populaire, bombardent des positions du groupe État Islamique dans un champ pétrolier en dehors de Beiji, à quelque 250 km (155 miles) au nord de Bagdad, en Irak. Ramadi et la ville de Beiji, foyer de la plus grande raffinerie de pétrole du pays.
© Photo par AP



# Commerce illégal et exploitation des réserves de combustibles : pétrole et charbon

**La vente de pétrole, de gaz, d'essence et de carburant diesel obtenus illégalement représente 20% des revenus des groupes armés non étatiques dans le cadre de conflits, et c'est cette même activité qui fut la principale source de financement du groupe État Islamique en 2014 et en 2015. Le pétrole, tiré du trafic d'essence et de carburant diesel dans certaines parties de l'Amérique latine, de la Libye et du Nigéria, finance également les groupes rebelles et le crime organisé. On estime qu'Al-Chabab gagne environ 20 millions de dollars dont la moitié provient du trafic illégal de charbon de bois, et le reste d'autres taxes.**




**des revenus des principaux groupes armés proviennent du pétrole et du gaz**

## Le delta du Niger

L'ONUDC estimait en 2009 que 55 millions de barils de pétrole (145 000 par jour) passaient en contrebande (ou étaient « soutés ») hors du delta du Niger chaque année. Lorsque l'on sait que le prix d'un baril est estimé à 20 dollars, cela revient à environ 1,1 milliard de dollars[17] pour l'année. Une étude Chatham House plus récente a montré que le déficit du gouvernement nigérian dû au commerce illégal d'hydrocarbures représente entre 3 et 8 milliards de dollars, estimant une perte de 100 000 bl/j au cours du premier trimestre de l'année 2013[18].

Il est difficile de sécuriser les 7 000 kilomètres d'oléoducs (au minimum) présents sur le sol nigérian. Entre 2004 et 2011, des sabotages ont provoqué la perte de 44% de ces installations en moyenne[19]. Quant au vol de pétrole, les méthodes couramment employées sont le piquage sur conduites en charge (qui consiste à connecter des tuyaux entre eux, par exemple sous l'eau) et sur conduites non pressurisées (au cours duquel un oléoduc est détruit afin d'être remplacé par une dérivation). Les barges transportent ensuite le pétrole dérobé jusqu'à des pétroliers en aval, dans le Golfe de Guinée[20] (une partie est transportée par camion dans des barils). La corruption est un autre moyen de dérober le pétrole. Entretemps, les groupes armés non-étatiques comme le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger et les Vengeurs du delta du Niger tirent profit des recettes générées par le vol de pétrole[21].

## Mexique

23 500 bl/j de pétrole brut et raffiné sont volés via l'exploitation illégale des oléoducs Petroleos Mexicanos (Pexmex) appartenant à l'État. Le gouvernement mexicain a estimé les pertes à 1,17 milliard de dollars (donnée de mars 2016). La cause principale se trouve être la complicité des employés de Pexmex, par exemple en facilitant l'identification des robinets et en assistant les criminels à installer du matériel de captage sophistiqué. Le vol s'effectue également furtivement ou sous la contrainte, mais également en détournant les camions-citernes afin de rançonner le pétrole[22] qu'ils transportent. On compte parmi les criminels présents sur le territoire le cartel des Zetas, acteur dominant qui s'est emparé de 38,9%, du marché noir soit 372 millions de dollars, suivi par le cartel de Jalisco Nouvelle Génération (21,4% des parts de marché, soit 212 millions de dollars[23]) et le cartel du Golfe avec 16,3% des parts, ou l'équivalent de 158 millions de dollars.

Le **Ghana** connaît une large variété d'activités illicites liées aux hydrocarbures. On compte parmi celles-ci les transbordements via le champ extracôtier de Saltpond (qui vend d'ordinaire 100 000 barils par an, or 470 000 barils furent expédiés en 2014), le détournement de navires pétroliers, le soutage et le siphonage d'oléoducs, ainsi que la contrebande de carburant provoquée par une remontée de 50% du prix du pétrole à raison de 13 millions de dollars par an, selon les données officielles[24].

Au **Maroc**, l'exploitation illicite d'hydrocarbures est concentrée sur les chaînes d'approvisionnement illégales et la contrebande. Le pétrole brut volé au Nigéria est blanchi dans le circuit licite via le champ Saltpond du Ghana, puis vendu à la raffinerie de la SAMIR au Maroc qui l'exporte. Le subventionnement des prix du pétrole en Algérie favorise également la contrebande par voie terrestre : d'après un rapport officiel, le trafic représentait 1,5 milliards de litres (soit 9,4 millions de barils) en 2013, avec des pertes de l'ordre de 2 milliards de dollars par an[25]. Le montant estimé équivaut à un prix supérieur à 200 dollars par baril, que nous réduirons de moitié dans cette étude, afin d'atteindre une valeur totale estimée à 1 milliard de dollars.

Dans la zone frontalière séparant **l'Iran** et le **Pakistan**, la contrebande de carburant diesel a pris la relève du trafic de drogue pour certaines populations. Les bas prix du pétrole iranien (environ 15 centimes de dollars par litre, comparé à 1,06 dollar en Amérique) donnent lieu au trafic de 100 à 130 camions-citernes par jour, chacun contenant 25 000 à 40 000 litres de pétrole. Cette activité représente un chiffre d'affaire potentiel entre 0,83 et 1,73 milliard de dollars par an[26].

En **Angola**, la compagnie pétrolière publique Sonangol enregistre un taux de production d'environ 1,63 million de bl/j en 2018, faisant de l'Angola le deuxième plus grand producteur de pétrole brut en Afrique. Le bénéfice net de l'entreprise en 2017 était de 224 millions de dollars[27], alors que ses marges bénéficiaires s'élevaient seulement à 0,7%[28]. Human Rights Watch et le Fonds monétaire international expliquent ce phénomène par la non comptabilisation de dizaines de milliards de dollars dans les chiffres officiels[29]. Au bas mot, la corruption ferait perdre entre 5 et 15% de la production totale, soit l'équivalent de 4,8 à 14,5 milliards de dollars annuellement[30].

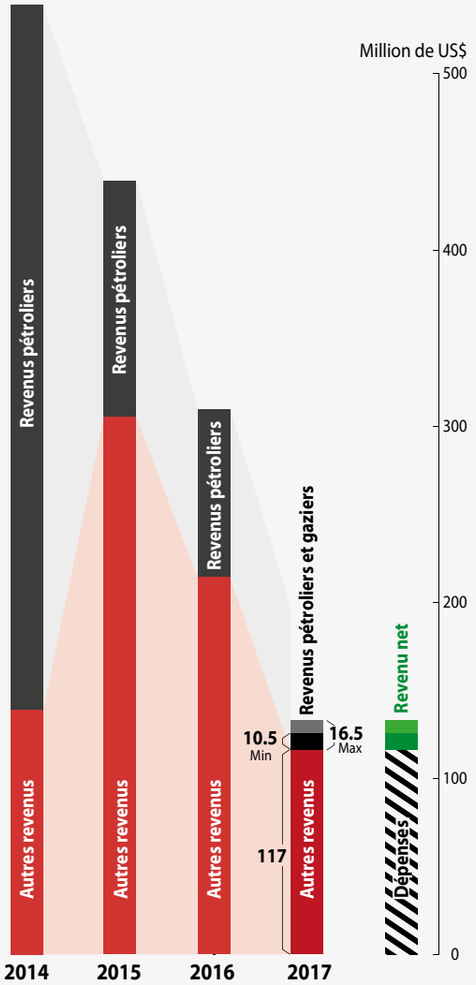
D'après le Projet Daphne et la Compagnie nationale libyenne du pétrole, l'équivalent de 750 millions à 1 milliard de dollars de pétrole **libyen** est transporté de manière illégale vers Malte chaque année[31]. Le pétrole est transféré d'un navire à un autre à environ 12 miles de la côte maltaise[32].

De par sa position stratégique, la **Turquie** est un carrefour clé pour beaucoup de flux illicites, et en particulier celui du pétrole. Le problème majeur du pays, le trafic illégal, est le résultat de la disparité des prix. À son plus haut niveau, le groupe État Islamique a amassé 1,4 milliard de dollars par an grâce aux ventes de pétrole et de gaz, dont une grande partie a été vendue à la Turquie. De même, la contrebande de pétrole à la frontière syrienne qui existe depuis un certain temps s'est vue augmentée de 300% lorsque la guerre civile a éclaté[33]. D'après les chiffres officiels du ministère de l'énergie, le trafic illégal représente jusqu'à 2,7 millions de tonnes par an, soit une perte fiscale de 2,5 milliards de dollars par an[34].

La contrebande d'hydrocarbures est également une pratique courante dans certains autres pays, bien qu'on ne dispose pas d'estimations fiables de l'étendue de ce phénomène. On compte parmi ces pays l'Ouganda (essentiellement à cause d'un trafic mené par d'anciens rebelles de la RDC, les Opec Boys), le Mozambique (dû à la corruption), la Thaïlande (les hydrocarbures y sont amenés illégalement depuis la Malaisie où les prix sont subventionnés) et l'Azerbaïdjan (qui fait de la contrebande avec les pays voisins[35]).

| | **Pétrole -** estimation basse (US$) | **Pétrole -** estimation haute (US$) |
|---|---|---|
| Nigeria / Delta du Niger | 1 100 000 000 | 8 000 000 000 |
| Mexique | 1 170 000 000 | 1 170 000 000 |
| Ghana | 13 000 000 | 13 000 000 |
| Maroc | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| Iran / Pakistan | 830 000 000 | 1 730 000 000 |
| Angola | 4 800 000 000 | 14 500 000 000 |
| Libye | 750 000 000 | 1 000 000 000 |
| Turquie | 2 500 000 000 | 2 500 000 000 |
| **Total** | **12 163 000 000** | **29 013 000 000** |

## Aperçu estimé des finances de l'Etat islamique



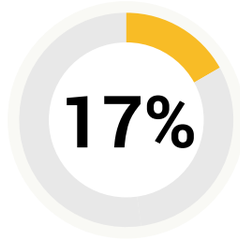







IRAK – Un tireur Sunnite est posté à un point de contrôle sur la route près de la ville de Beiji, au nord de l'Irak. Juin 2014.
© Photo par EAP / STR

## Taxation et extorsion de fonds




**des revenus qui financent les principaux groupes armés proviennent de la taxation illégale et de l'extorsion, en dehors de la taxation des drogues.**

Le groupe État Islamique a généré la plupart de ses revenus lors de son apogée en 2013 et 2014 grâce au pétrole, avant d'être contraint d'avoir recours à des méthodes de financement plus coercitives lorsque le groupe a subi des pressions deux ans plus tard. C'est l'un des groupes terroristes détenant les réserves financières les plus importantes, qui vont très probablement au-delà de la centaine de millions de dollars. Qui plus est, ce groupe a non seulement l'intention mais est également en mesure de recruter des terroristes peu expérimentés tout en démontrant une capacité grandissante à mener des attaques extrêmement dangereuses et sophistiquées, comme celle de novembre 2017 en Égypte qui a tué 305 personnes y compris dans les pays Occidentaux. Les finances du groupe ont chuté fortement après avoir atteint un niveau maximum en 2014.

**Septembre 2014**
1,1 milliard de dollars dont 436 millions de dollars de dépenses

**Février 2015**
670 millions de dollars dont 435 millions de dollars de dépenses

**Février 2016**
285 millions de dollars dont 222 millions de dollars de dépenses

**Juin 2017**
130 millions de dollars dont 117 millions de dollars de dépenses

**Janvier 2018**
6 à 24 millions de dollars de dépenses, dont une moitié a été collectée localement et l'autre provenant de réserves.

En 2017 et 2018, le groupe État Islamique a subi de lourdes pertes financières et militaires, se traduisant par une perte de revenus de 95%. Il est néanmoins probable que le groupe dispose encore d'une réserve de 100 à 200 millions de dollars et reste indépendant du financement expatrié. Il s'est tellement affaibli qu'il n'est plus en mesure de de se lancer dans de grandes campagnes de financement systématiques comme auparavant. Une grande partie de sa richesse aurait toutefois été blanchie, notamment par le biais d'investissements immobiliers. D'autre part, « l'image de marque » du groupe demeure forte, ne serait-ce qu'en raison des menaces bien réelles qu'il représente en terme de résurgence et de leur réputation à recourir la violence extrême, ce qui assure à ces investissements une certaine pérennité. Parallèlement à cela, le groupe tire profit de taxations illégales, d'extorsion et de confiscations locales, méthodes utilisées par la plupart des groupes d'insurgés lorsqu'ils sont la cible de pressions, et envers lesquelles le groupe État Islamique a déjà montré un net penchant.

À l'heure actuelle, il est peu probable que la capacité opérationnelle du groupe État Islamique dépasse les 5 000 combattants en Irak et en Syrie. Reste néanmoins la grande inconnue, à savoir combien sont en fuite tout en entretenant une grande loyauté à l'égard de l'organisation. Il est possible que cette inconnue soit au moins de l'ordre des 5 000 individus, ce qui impliquerait une capacité totale d'environ 10 000 combattants pour l'ensemble du groupe. Il faut y ajouter également les combattants étrangers rentrés au pays, dont environ 20% avaient quitté les territoires du groupe État Islamique à diverses étapes. On estime que 5 600 des combattants étrangers affiliés au groupe État Islamique seraient rentrés dans leur pays d'origine[36].

En matière de financement, si l'on prend en compte un revenu de subsistance minimum relativement basique, le coût de certains transports et de pots-de-vin d'un montant de 100 à 200 dollars par mois pour 5 000 combattants, en plus des coûts de gestion de l'organisation, de dissimulation des cibles de haute valeur, à quoi s'ajoutent environ 200 dollars dépensés par combattant afin de soutenir ses activités de renseignement et de contre-espionnage, les dépenses courantes du groupe État Islamique seraient estimées entre 6 et 24 millions de dollars. L'organisation est probablement en mesure de lever la moitié de cette somme et de financer le reste grâce à ses réserves. Par conséquent, dans son état actuel, le groupe est susceptible de penser moins en termes de salaires qu'en termes de répartition des urgences et de survie du groupe sur le long terme.

## Contrebande d'essence et de gazole au profit de milices dirigées par la mafia

De nombreux groupes de milices criminelles exportent du carburant diesel hors de la Libye. En octobre 2017, la police italienne a démantelé un groupe qui faisait de la contrebande de carburant diesel via un réseau mafieux italien. La mafia était impliquée dans un réseau de contrebande de carburant libyen qui a permis la vente d'au moins 30 millions d'euros (soit 35 millions de dollars) de carburant diesel à des stations-services en Italie et en Europe. Un groupe libyen a utilisé de petites embarcations pour voler du carburant dans la raffinerie de la Compagnie nationale libyenne de pétrole à Zawiya, une ville portuaire à l'ouest de Tripoli. Le carburant a ensuite été transféré sur un navire au large de la côte maltaise puis envoyé vers l'Italie.

La contrebande de carburant est une activité particulièrement intense entre la Colombie et le Venezuela, la Tunisie et la Libye ; l'Iran et l'Afghanistan ; le Nigéria, le Cameroun et le Tchad. Il n'est pas rare que les groupes de militants participent eux-mêmes à la contrebande de carburant, activité à laquelle se livrent également les personnes appauvries par les impôts. Le trafic s'opère à tous les niveaux : des réseaux hautement sophistiqués utilisant des camions-citernes, aux entonnoirs enfouis à la frontière entre la Syrie et la Turquie, en passant par les petites raffineries. Dans certains cas, le carburant est passé illégalement en faibles quantités par voie terrestre dans des bidons pour de petits trafiquants ou revendeurs.

**Etat islamique : revenu estimé (en million de dollars) en Syrie et Irak, en 2014-2017**

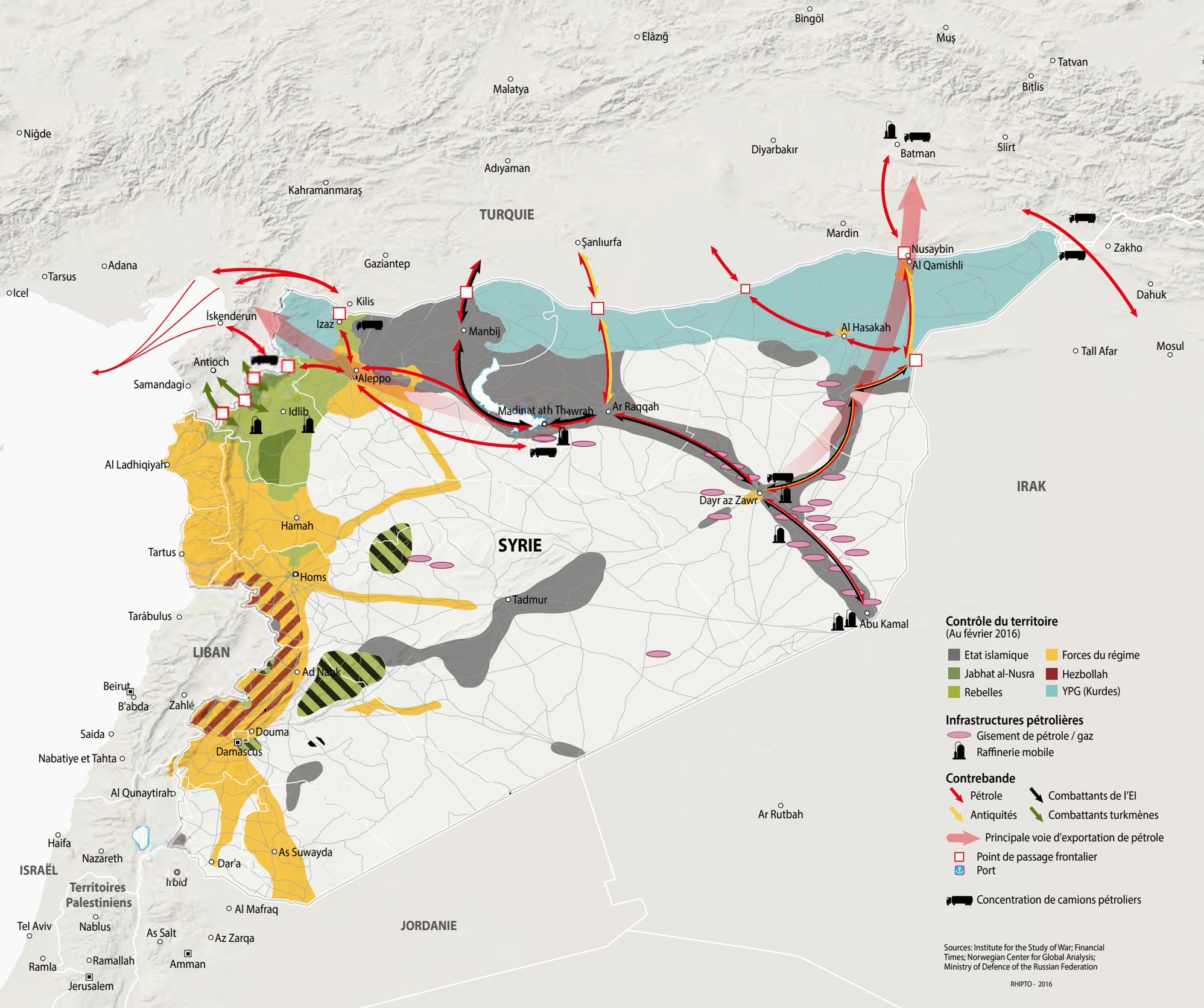
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|
| **Pétrole et gaz** | 150-450 / **400-1,400** | 435-550 / **84-244** | 200-250 / **48-95** | Lacking / **10-17** |
| **Taxes et péages** | 300-400 / **26-170** | 400-800 / **77-258** | 200-400 / **70** | Lacking / **107** |
| **Enlèvement / rançon** | 20-40 /**87** | Lacking / **20** | 10-30 / **20** | Lacking / **10** |
| **Antiquités** | Lacking / **36** | Lacking / **22-55** | Lacking | Lacking |
| **Financement externe et dons** | Unknown | Insignificant/ **40** | Insignificant | Insignificant |
| **Confiscations et pillages** | 500-1,000 / **Included above** | 200-350 / **240** | 110-190 / **138-216** | Lacking / **Included above** |
| **Somme de tous les revenus** | 970-1,890 / **549-1,693** | 1,035-1,650 / **523-815** | 520-870 / **262-309** | Lacking / **127-134** |
| **Dépensed (salaires, armes, transports, services sociaux)** | **285-586** | **285-586** | **221** | **117** |
| **Revenus nets** | **259-1,107** | **229-238** | **40-87** | **10-17** |

Sources: International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, King's College, 2017 and RHIPTO Norwegian Center for Global Analysis 2014-2017 (in bold) [38, 39, 40, 41].
The numbers are generally roughly compatible with estimates from captured Islamic State accounts from Deir-ez-Zor Governorate from January 2015 [42, 43].



SYRIE – Le groupe État Islamique à Palmyre, en Syrie.
© Photographe inconnu.

# Syrie, les routes de contrebande en provenance et vers la Turquie, 2016




**Contrôle du territoire**
(Au février 2016)

- Etat islamique
- Forces du régime
- Jabhat al-Nusra
- Hezbollah
- Rebelles
- YPG (Kurdes)

**Infrastructures pétrolières**

- Gisement de pétrole / gaz
- Raffinerie mobile

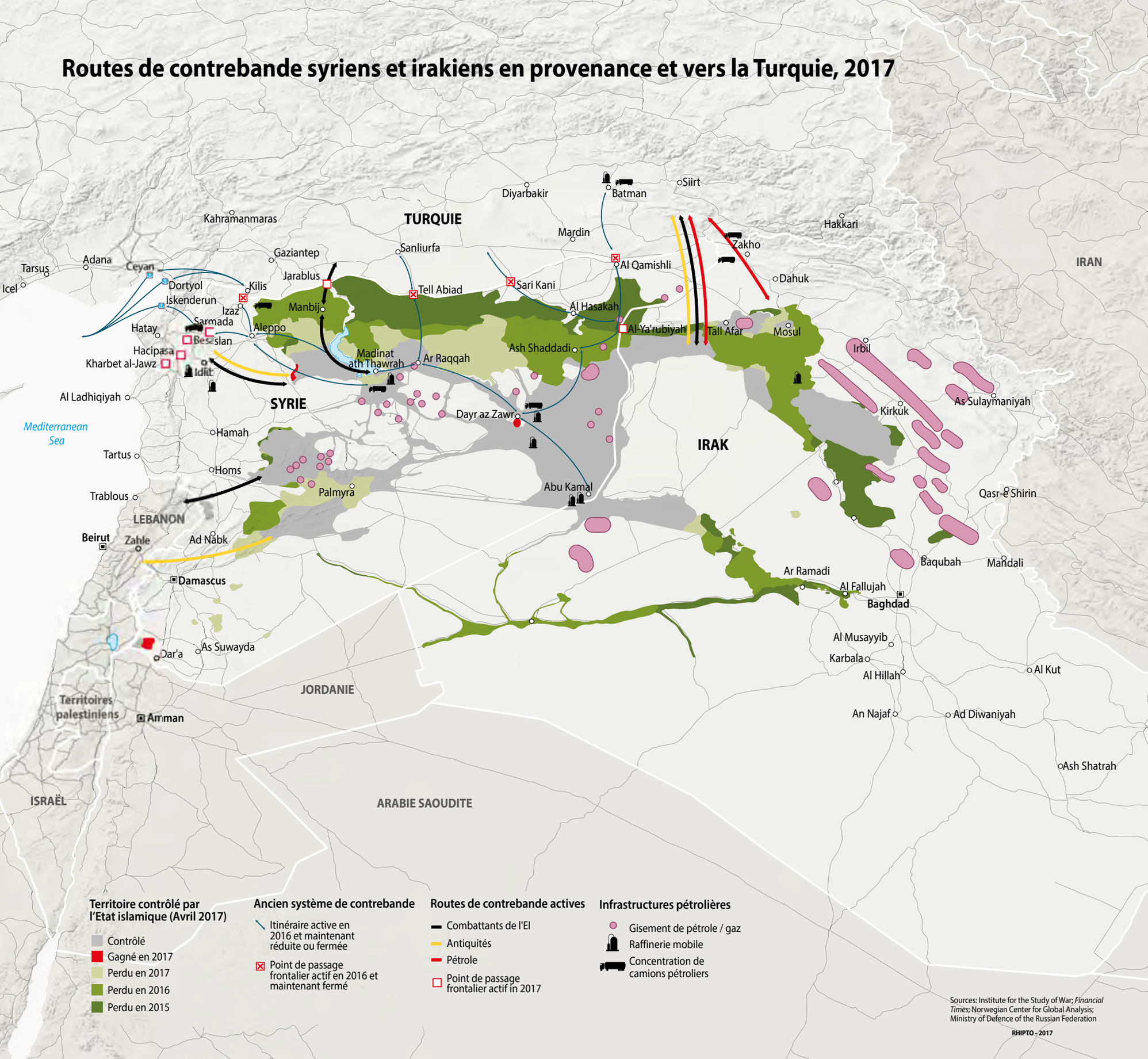
**Contrebande**

- Pétrole
- Combattants de l'EI
- Antiquités
- Combattants turkmènes
- Principale voie d'exportation de pétrole
- Point de passage frontalier
- Port
- Concentration de camions pétroliers

Sources: Institute for the Study of War; Financial Times; Norwegian Center for Global Analysis; Ministry of Defence of the Russian Federation

RHIPTO - 2016

# Routes de contrebande syriens et irakiens en provenance et vers la Turquie, 2017




Sources: Institute for the Study of War; *Financial Times*; Norwegian Center for Global Analysis; Ministry of Defence of the Russian Federation

RHIPTO - 2017



SOMALIE – De nouvelles recrues du groupe rebelle Al-Chabab en Somalie, lié à Al-Qaïda, paradent lors d'un défilé de promotion dans une base d'entraînement militaire à Afgoye, à l'ouest de la capitale, Mogadiscio. 17 février 2011.
© REUTERS / Feisal Omar





HAITI – Des vendeurs de charbon de bois attendant leurs clients au marché de Titanyen, en-dehors de Port-au-Prince, à Haïti, le 20 mars 2018. Ce marché grouille d'acheteurs et de vendeurs les mardis et vendredis.
© Photo par AFP / Hector Retamal


DON POYO
Paris Hat
DIRI BLAN

## Le charbon de bois : l'or noir de l'Afrique

En Afrique, 90% du bois consommé est utilisé comme carburant sous la forme de charbon de bois (la fourchette régionale allant de 49 à 96%). En 2016, la production de charbon de bois a atteint 32,4 millions de tonnes, avec une valeur marchande d'environ 9,7 à 25,9 milliards de dollars. La taxation illégale de charbon de bois, qui s'élève généralement à 30% de la valeur du produit, est régulièrement prélevée par les groupes criminels organisés, les milices et les groupes terroristes à travers l'Afrique. Sachant que le taux d'imposition officiel varie de 5 à 10%, le manque à gagner en raison de la non-imposition du commerce de charbon de bois représente une perte de revenu fiscal comprise entre 0,5 et 2,6 milliards de dollars pour les pays africains.

On estime que les milices en RDC gagnent entre 14 et 50 millions de dollars sur une année grâce aux taxations illicites[44]. La première source de revenus des Chabab provient du prélèvement de taxes informelles aux postes de contrôles de barrages routiers et dans les ports. À une occasion en 2012 dans le district de Badhaadhe, en Somalie, le groupe a réussi à atteindre 50 000 dollars par jour à un point de contrôle particulièrement lucratif en imposant des taxes aux camions transportant du charbon de bois[45]. Ce commerce et la taxation illégale des ports ont généré, à leur niveau le plus élevé, un revenu annuel estimé entre 38 et 56 millions de dollars pour les Chabab en 2012/2013. La valeur globale de l'exportation illégale de charbon de bois depuis la Somalie a été estimée entre 360 et 384 millions de dollars par an en 2012, pour chuter à 120 millions de dollars en 2017[46].

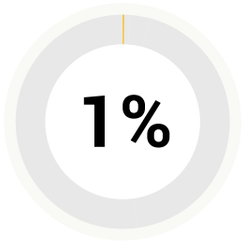
Les réseaux criminels transnationaux exercent un contrôle croissant sur le commerce du charbon de bois somalien. La zone d'approvisionnement à Kismaayo, en Somalie, et les destinataires à Dubaï sont reliés par une certaine compagnie appelée All Star Group qui regroupe des fournisseurs, des trafiquants et des investisseurs dans les deux pays. D'après un informateur du Groupe d'experts (qui a par la suite reçu des menaces de mort de la part d'Amniyat, une unité d'Al-Chabab), il semblerait qu'All Star Group coopère avec le président de l'administration intérimaire de Jubba ainsi qu'avec les Chabab au sujet du partage des profits générés par le trafic de charbon de bois et également sur les conditions d'exportation[47].

## Al-Chabab : baisse et remontée des revenus par le charbon de bois

En 2018, Al-Chabab disposait d'une force d'attaque riche de 5 000 hommes environ. En comparaison, le groupe État Islamique compte approximativement 200 combattants en Somalie[48]. Les Chabab ont été impliqués dans plus de 4 500 décès en 2017[49]. L'attaque du groupe la plus dévastatrice à ce jour a eu lieu en octobre 2017, lorsque plus de 300 personnes furent tuées par un camion piégé à Mogadiscio[50]. La zone de soutien du groupe ainsi que ses champs d'intervention s'étendent à travers la partie sud et au centre du pays, aussi bien à l'intérieur des terres que sur les zones côtières[51].

La principale source de revenus d'Al-Chabab provient du charbon de bois. En 2011 et 2012, le groupe imposait des taxes sur le commerce du charbon de bois dans six ports, les plus importants d'entre eux étant ceux de Kismaayo et de Brava. De l'argent a été prélevé à chaque acteur impliqué dans ce commerce : producteurs, ouvriers, transporteurs, acheteurs, exploitants de petites embarcations et travailleurs portuaires. Tous ont été taxés à hauteur de 2,5%, soit l'équivalent de la taxe religieuse (la zakat). En plus de cela, des frais de mouillages ont été appliqués aux boutres et une taxe à l'exportation fut imposée aux exportateurs[52]. En novembre 2012, les taxes illicites prélevées sur les exportations illégales de charbon de bois procuraient aux Chabab un revenu estimé entre 38 et 56 millions de dollars[53], pour 9 à 10 millions de sacs de charbon de bois exporté pesant 25 à 30 kg chacun. Ce charbon était ensuite transporté par bateau vers les Émirats arabes unis à une cadence de 500 000 à 600 000 sacs par mois, et 200 000 à 300 000 sacs par mois vers l'Arabie saoudite.

Bien qu'il ait été le principal acteur de ce marché illicite Al-Chabab n'a pas profité de la totalité des revenus de ce commerce. Une grande partie du groupe a ultérieurement été évincée par les Forces de défense du Kenya (KDF). Les Chabab tiraient également profit d'un ensemble d'autres activités de taxation illégales, notamment celles sur les importations de sucre à Kismaayo, bien que cela n'ait rapporté que 400 à 800 000 dollars par an[54]. À cette époque, un poste de contrôle aux frontières, à Buulo Xaaji offrait une rentabilité exceptionnelle, rapportant au groupe un revenu journalier de 35 000 dollars (soit 12,8 millions de dollars par an) en taxant



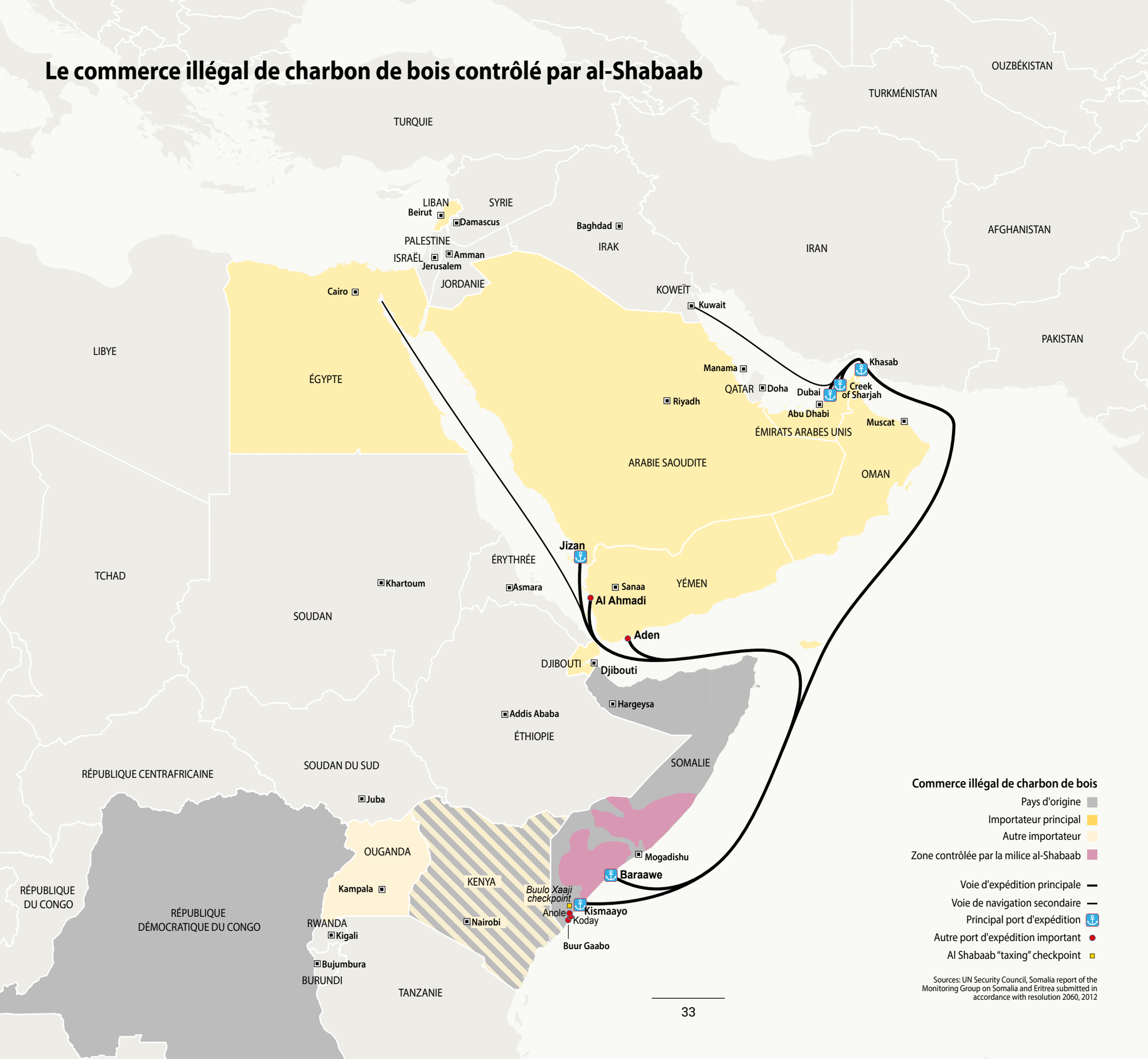

**des revenus des principaux groupes armés provient du charbon de bois**

entre 90 et 100 camions par jour à un tarif de 250 à 500 dollars par véhicule selon sa taille[55].

En 2014, le prix du charbon de bois avait subi une augmentation et Al-Chabab avait perfectionné son système de taxation, générant ainsi environ 7,5 à 15 millions de dollars uniquement grâce aux postes de contrôle aux frontières. Le groupe a également prélevé une part de 30 à 40% sur toutes les exportations de charbon de bois à partir de Kismaayo, où la taxe à l'exportation atteignait les 3,75 dollars par sac. Avec au minimum 6,57 millions de sacs exportés depuis Kismaayo et Brava, les Chabab ont généré au moins 8,2 à 9,8 millions de dollars simplement grâce aux taxations illicites à l'exportation[56]. La même année, le groupe a tiré profit de nombreuses autres formes de taxation intérieure illicite (comme par exemple sur la production, le travail ouvrier, le transport, l'achat et le chargement). Grâce aux revenus générés par la taxation illégale des véhicules aux frontières et des exportations de charbon de bois qui lui rapportent 20 millions de dollars par an, Al-Chabab est probablement parvenu à accumuler une somme proche de celle atteinte en 2012, son année financièrement la plus prospère. Mais la situation allait bientôt changer.

A partir de la fin de l'année 2015, Al-Chabab s'était presque entièrement retiré du trafic de charbon de bois, au point de lui appliquer son propre embargo et d'attaquer ceux prenant part à ce commerce sur leur territoire. Concomitamment, le groupe perdait le contrôle qu'il exerçait jusqu'alors sur les ports de Kismaayo en septembre 2012 (bien qu'il ait conservé une partie des recettes de ce trafic pendant les deux années suivantes) puis de Brava en octobre 2014 ; était interrompu le partage des recettes mis en place avec le président de l'Administration intérimaire de Jubba, Ahmed Mohamed Islam ; et les KDF augmentaient leur part de marché en imposant une taxe à l'exportation de 2 dollars par sac à Kismaayo et en installant une base de l'AMISOM dans le dépôt de charbon de bois à Burgabo. Dans le même temps, la mise en application de l'interdiction à l'exportation a été renforcée à l'échelle internationale[57].

# Le commerce illégal de charbon de bois contrôlé par al-Shabaab




Sources: UN Security Council, Somalia report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea submitted in accordance with resolution 2060, 2012



SOMALIE – Les Forces de défense du Kenya et les soldats du Gouvernement fédéral de transition (GFT) somalien participent à une patrouille commune dans une réserve de charbon de bois auparavant sous le contrôle des militants Chabab à Burgabo, au sud de Kismaayo en Somalie, en décembre 2011. Les militants des Forces armées kenyanes prennent leur part du butin sur le trafic de charbon de bois et de sucre qui leur rapporte environ 50 millions de dollars par an, stimule un commerce illégal et qui contribue au financement des Islamistes, d'après les déclarations d'un groupe de défense des droits, le 12 novembre 2015.
© REUTERS / Noor Khamisl.



Après la perte de ses recettes issues du charbon de bois, Al-Chabab a diversifié ses sources de revenus en doublant la mise sur les taxations imposées à tous les domaines de la sphère privée et commerciale pour tenter de compenser le manque à gagner. Le groupe taxe tout : l'eau potable des puits, renforce la collecte de la zakat, recourt à l'extorsion des commerces en rackettant les personnes ou par SMS, à la taxation des produits agricoles et du bétail, et forme de jeunes cadres, identifiables à leur uniforme, au rôle de percepteur[58]. Al-Chabab a également intensifié la taxation de la distribution de l'aide au développement ainsi que du commerce, par l'intermédiaire des postes de contrôle, entraînant du même coup la montée des prix à l'échelle locale[59].

Cependant, vers la fin de l'année 2016, et début 2017, les Chabab ont relancé leur système de taxation illégale du commerce de charbon de bois utilisant des postes de contrôle sur la route de Burgabo et Kismaayo, tout en restant aux commandes des principales zones de production de Jubbada Hoose et Jubbada Dexhe[60]. De manière générale, le commerce de charbon de bois, et donc les revenus issus des taxations illégales d'Al-Chabab, est cependant moins important[61] comme le montre l'abaissement de la taxe de 3 dollars par sac en 2016[62] à 2,5 dollars aujourd'hui. Les revenus que tire le groupe du charbon de bois sont estimés à environ 10 millions de dollars par an à l'heure actuelle[63]. Ce retour à la taxation illégale du charbon de bois est probablement dû au fait que les sources de revenus alternatives nécessitaient au préalable des ressources considérables, tout en étant moins rentables.

En plus des revenus du charbon de bois, le groupe perçoit environ 10 millions de dollars supplémentaires grâce à d'autres formes de taxation illicite. Par exemple, en contrôlant un seul poste frontière à Lego (qui génère 1,8 million de dollars), les marchés du bétail à Safarnooley et à Wajid (qui génèrent respectivement 1,6 et 0,9 million de dollars) et en recourant au racket de protection sur trois entreprises, Al-Chabab récolte 4,3 millions de dollars[64]. Ces chiffres correspondraient bien à un salaire de 100 dollars par mois pour 4 500 combattants, 500 membres de l'Amniyat ainsi que des dirigeants haut placés recevant quant à eux peut-être 500 dollars par mois[65], ce qui reviendrait à un total de 8,4 millions de dollars de charges salariales et environ 11,5 millions de dollars pour couvrir d'autres frais, comme ceux liés au transport, aux munitions, aux vivres aux camps d'entraînement, à l'éducation religieuse et aux pots-de-vin.

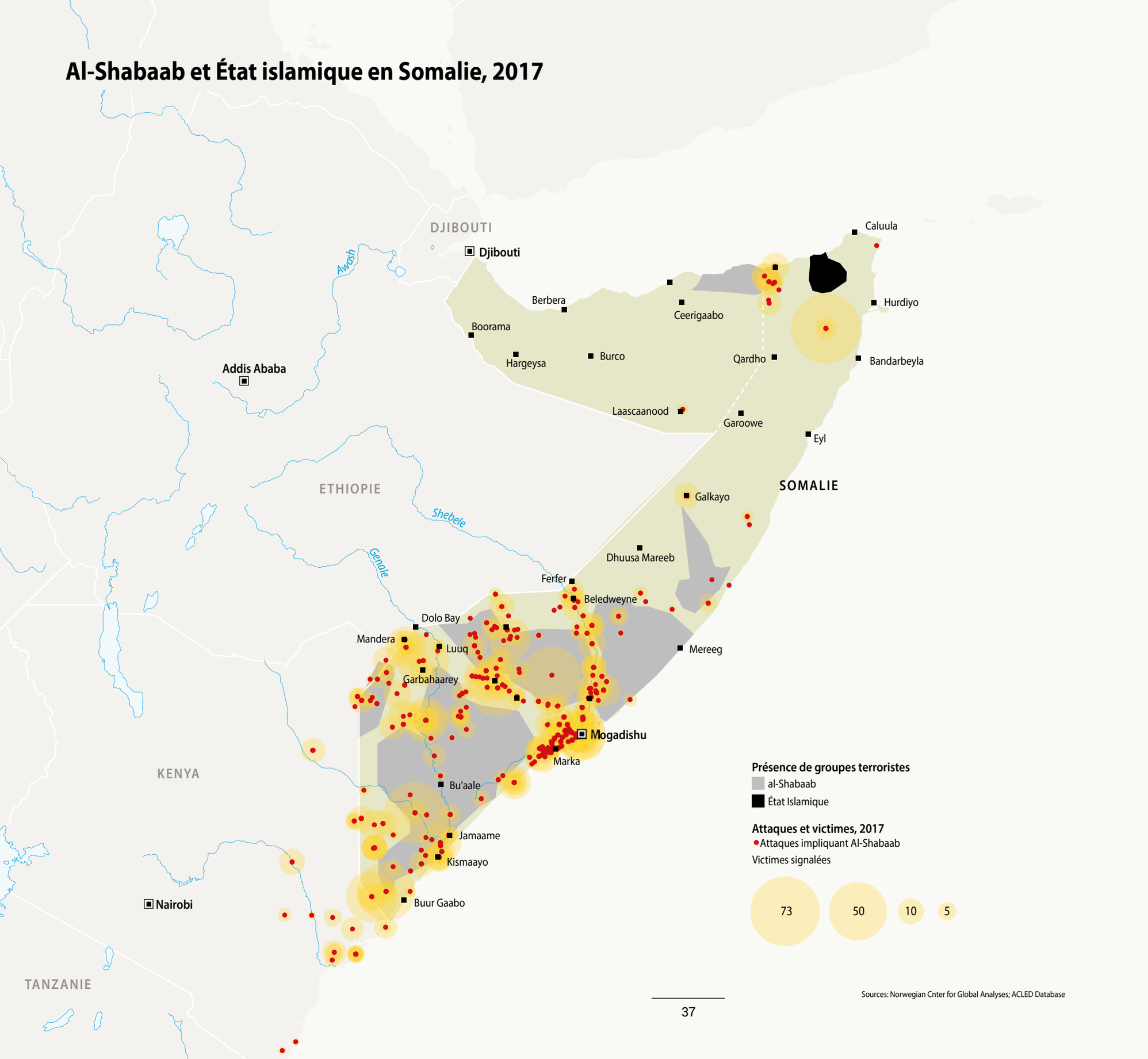
Les rumeurs fréquemment invoquées selon lesquelles le trafic d'ivoire représenterait une source majeure de revenus pour Al-Chabab ont été réfutées[66]. Il n'en va pas de même en ce qui concerne l'implication du groupe dans la route commerciale de l'héroïne en Afrique de l'Est, mais aucune preuve tangible n'a pu en être apportée par le Groupe d'experts à partir de 2015[67]. Al-Chabab demeure une menace pour la stabilité, même si ce n'est qu'à l'échelle principalement de la Somalie et de son voisin le Kenya, notamment en raison des représailles auxquelles le groupe procède en réponse aux réductions temporaires de son territoire et aux désaccords sur la part qui lui revient dans le trafic du charbon de bois, de nature à compromettre l'influence qu'Al-Chabab peut exercer sur les chefs de clan en Somalie.Pour les pays d'Afrique en proie à des conflits en cours, comme le Mali, la République centrafricaine, la RDC, le Soudan et la Somalie, une estimation prudente établit que, globalement, la milice et les groupes terroristes de ces pays pourraient récolter de 111 à 289 millions de dollars par an, selon l'évolution des prix, en prenant part au trafic illicite de charbon de bois et en prélevant des taxes au passage[68].

En raison des tendances à l'urbanisation actuelles et des projections démographiques prévoyant une augmentation d'1,1 milliard d'habitants en Afrique sub-saharienne d'ici à 2050, il faut s'attendre à voir au moins tripler la demande en charbon de bois au cours des trois prochaines décennies. Les répercussions en seront considérables, entraînant une déforestation à grande échelle, un accroissement de la pollution et des problèmes de santé qui en découlent dans les zones des bidonvilles, et qui touchent plus particulièrement les femmes. La demande accrue de charbon de bois aura aussi pour effet d'accélérer les émissions de dioxyde de carbone provoquées à la fois par la déforestation et les émissions de polluants climatiques à courte durée de vie sous forme de charbon de bois.  On estime qu'il y a plus de 1 900 trafiquants de charbon de bois rien qu'en Afrique, dont 300 exporteraient des commandes représentant au minimum entre 10 et 20 tonnes par cargaison[69]. Leurs envois journaliers minimum sont parfois supérieurs au total des exportations annuelles dans certains pays. Pour l'Afrique de l'Est, centrale et de l'Ouest, les bénéfices nets cumulés du trafic et de la taxation du charbon de bois, que ce soit sur le marché non régulé, illicite ou illégal, sont estimés entre 2,9 et 7,8 milliards de dollars[70]. Si l'on compare ces chiffres à la valeur de l'héroïne et de la cocaïne vendue dans la rue dans cette région, d'un montant de 2,65 milliards de dollars, on ne peut qu'être frappé par l'importance du marché illicite de charbon de bois qui apparaît alors dans toute son ampleur.



SOMALIE – Les Forces armées somaliennes en patrouille à l'affût du groupe Al-Chabab en mars 2014.
© Photo des Nations Unies / Flickr

# Al-Shabaab et État islamique en Somalie, 2017

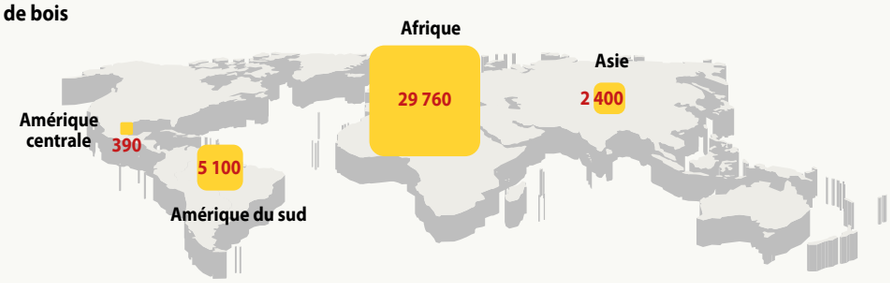



Sources: Norwegian Cnter for Global Analyses; ACLED Database

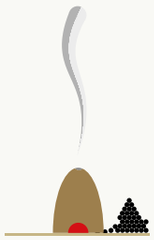
# Les impacts de la production non durable de charbon de bois

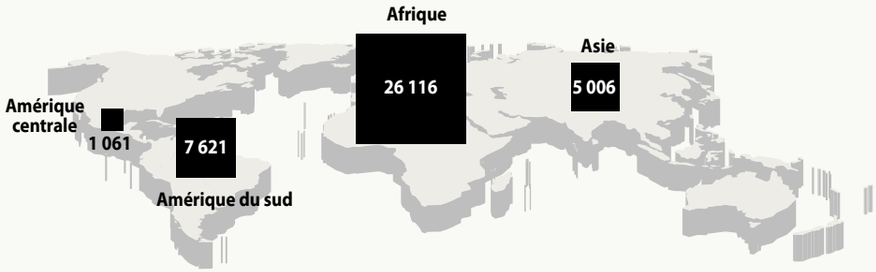
**Taux de déforestation annuels estimés dus à la production de charbon de bois**
Kilomètres carrés, 2009





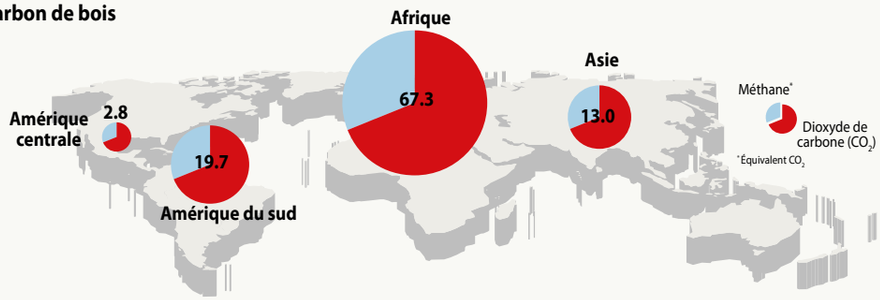

**Production de charbon de bois**
Millions de tonnes, 2009





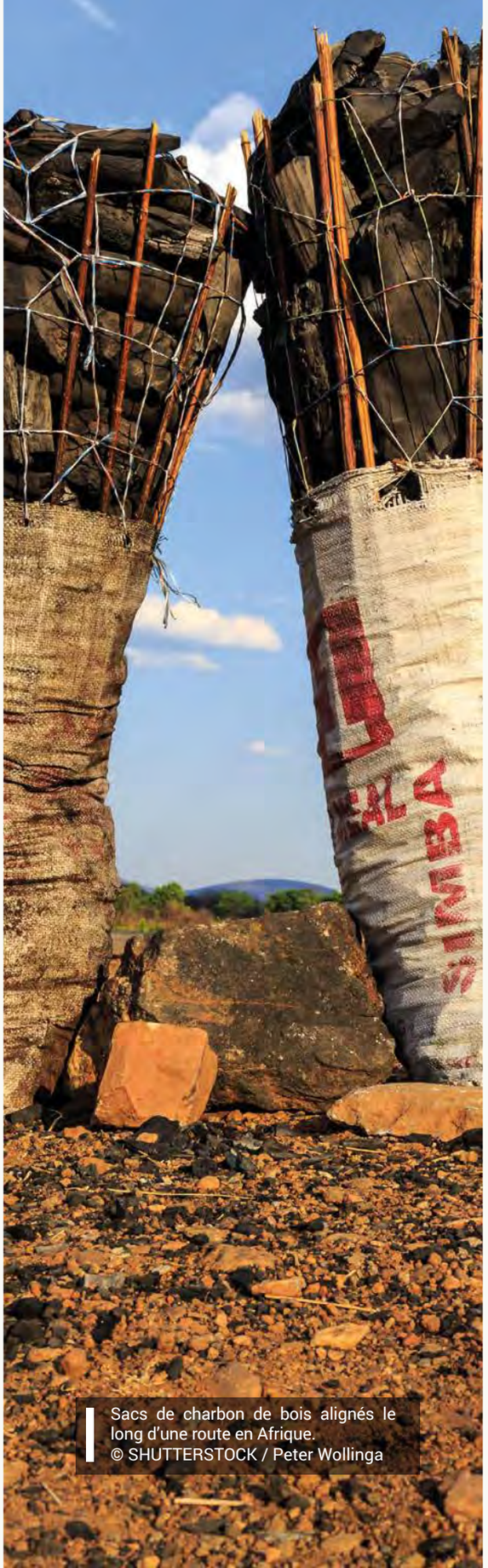

**Émissions de gaz à effet de serre causées par la production de charbon de bois**
Millions de tonnes, 2009






Source: Chidumayo, E., N., Gumbo, D., J., The environmental impacts of charcoal production in tropical ecosystems of the World, 2012

RHIPTO 2016



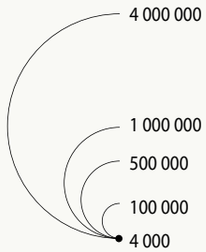
Sacs de charbon de bois alignés le long d'une route en Afrique.
© SHUTTERSTOCK / Peter Wollinga

# Production de charbon de bois en Afrique



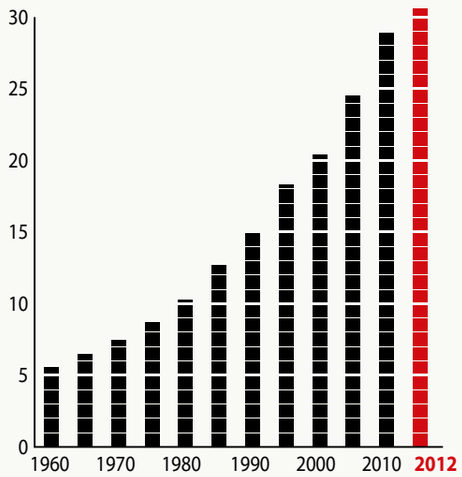

**Charbon de bois produit officiellement par pays**

Tonnes, 2012




**Production totale de charbon de bois en Afrique**

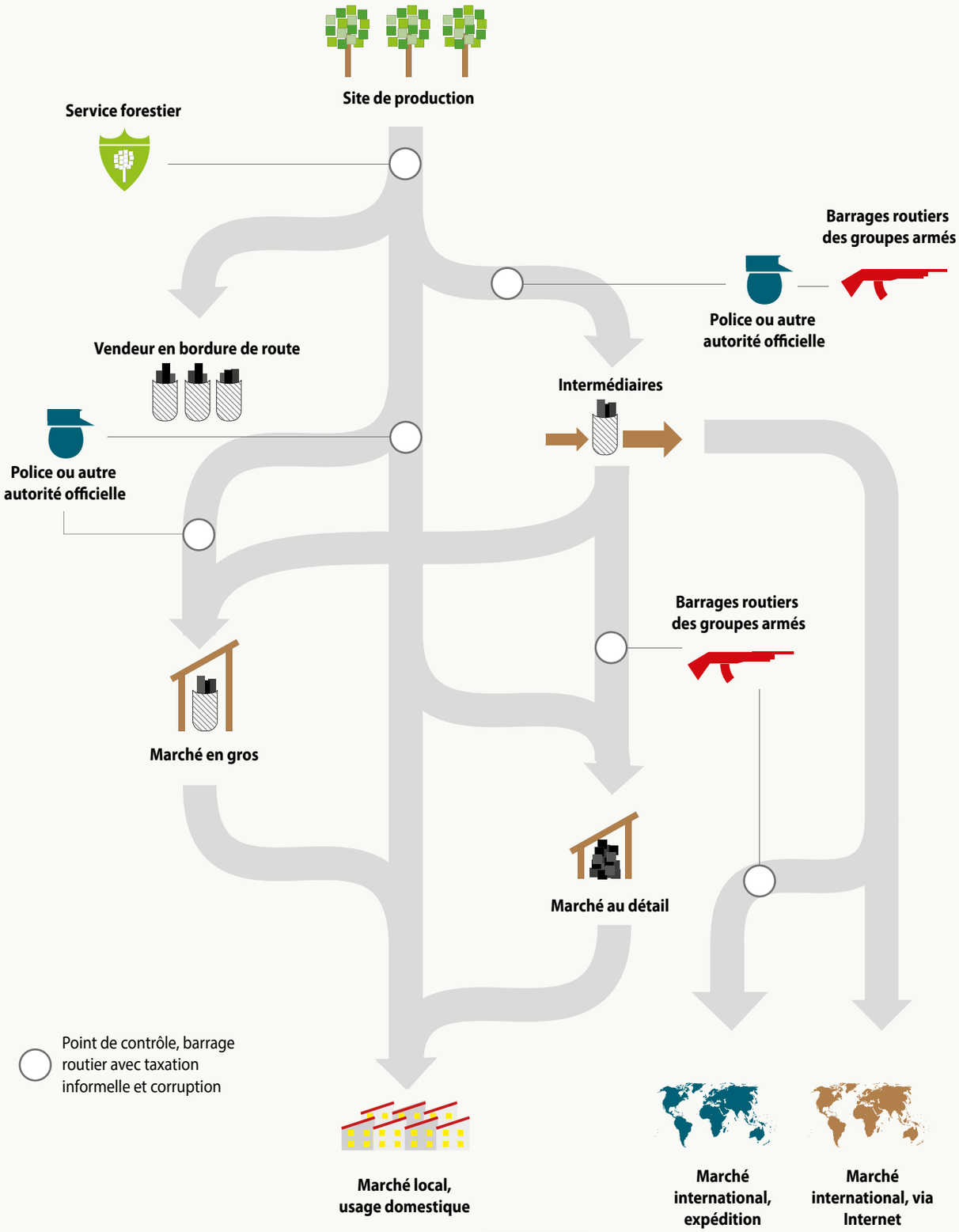
Millions de tonnes






Source: FAOSTAT, Mai 2014

# Chaîne d'approvisionnement du charbon




## Prix d'un sac de charbon de bois au marché au détail

Pourcentage du prix de vente total, Malawi

Producteur

33

6

Emballage

12

Taxes privées et corruption

25

Transport

3

Frais de marché

21

Détaillant

Sources: Kambewa, P., *et al.*, Charcoal: the reality, 2007



SOMALIE – La montagne Naasa Hablood, à Somaliland.
© iStock / Muendo



SOMALIE – De jeunes garçons cherchent de l'or à la batée sur une rive d'Iga Barrière, à 25 kilomètres (15 miles) de Bunia, à l'est du Congo dans la province d'Ituri, riche du précieux métal.
16 février 2009.
© Reuters / Finbarr O'Reilly

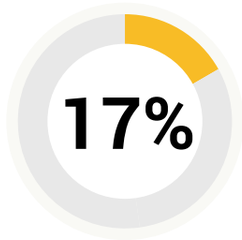


# 04 Exploitation minière illégale en contexte de conflit



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO – Karawa, 24 août 2013. Une route sans revêtement en zone rurale au Congo : de nombreuses personnes empruntent la route qui relie deux villages dans la province de l'Équateur.
© iStock / Guenter Guni

# Exploitation minière illégale en contexte de conflit




**du financement des principaux groupes armés provient de l'exploitation minière illégale.**

## Grands Lacs : l'or et les minerais au cœur du plus violent conflit au monde en matière de crime organisé

L'exploitation illégale de ressources naturelles dans l'Est de la RDC est estimée à plus de 1,25 milliards de dollars par an, et entre 722 et 862 millions de dollars en excluant les diamants de l'ensemble, (qui peuvent également ne pas provenir de la RDC orientale). Environ 10 à 30% de ce dernier chiffre (soit 72 à 426 millions de dollars par an) atterrissent dans les coffres des groupes criminels organisés transnationaux.

Les bénéfices nets annuels accumulés par le crime organisé dans la RDC orientale (estimations conservatrices) proviennent des ressources suivantes :

i) or (40 à 120 millions de dollars)

ii) bois (16 à 48 millions de dollars)

iii) charbon de bois (12 à 35 millions de dollars)

iv) 3T (étain, tantale, tungstène) (7,5 à 22,6 millions de dollars)

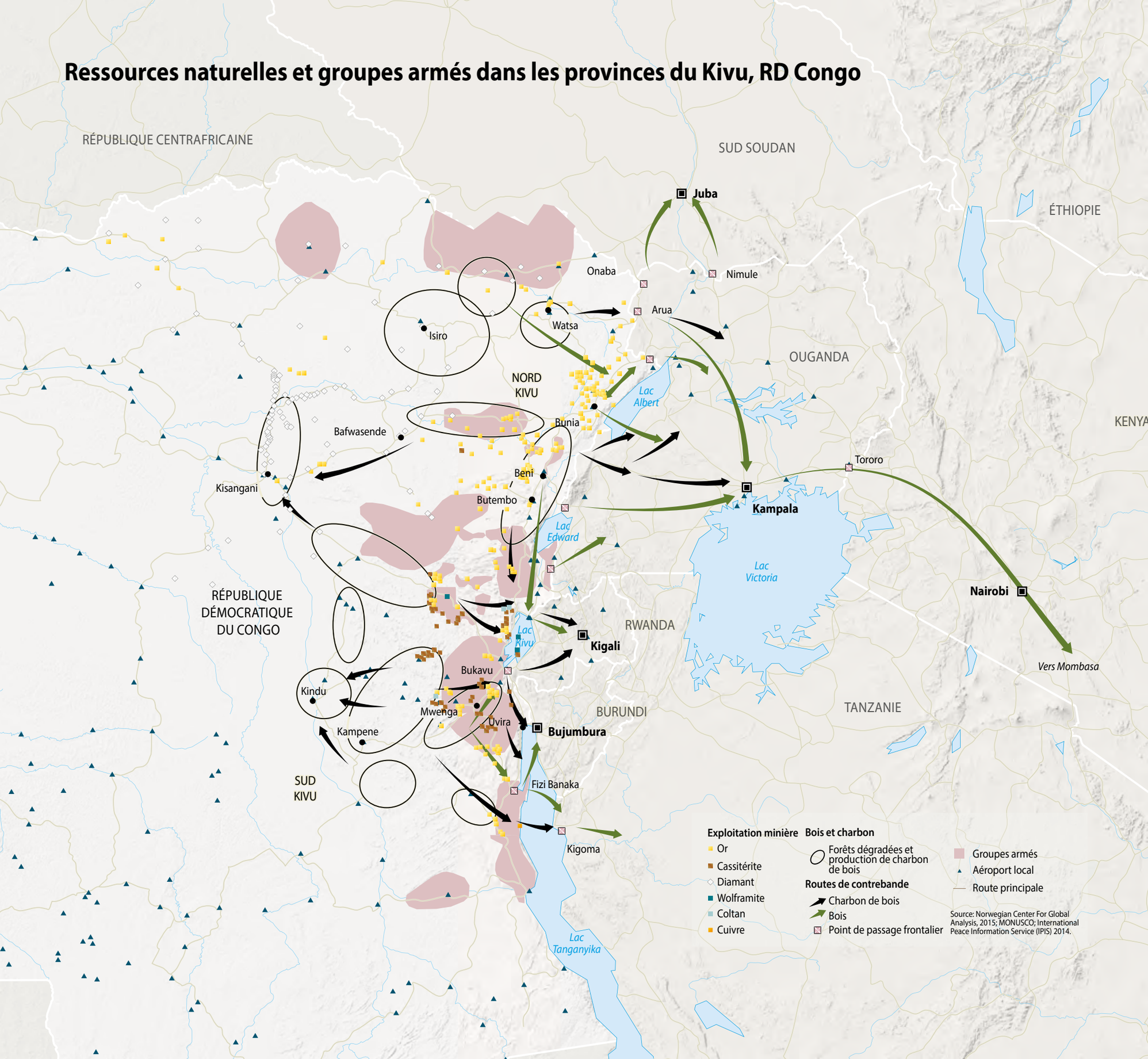
v) diamants obtenus en dehors de la zone de conflit (16 à 48 millions)

vi) autres sources de trafic comme les espèces sauvages (ivoire et pêche), des systèmes de taxation locale, de cannabis ou d'autres ressources (14,3 à 28 millions de dollars).

Environ 98% des bénéfices nets générés par l'exploitation illégale des ressources naturelles, en particulier de l'or, du charbon et du bois, vont à des réseaux criminels organisés transnationaux actifs en RDC mais également en dehors du pays. Le charbon de bois en tant que ressource de conflit ne fera sans doute que gagner en importance au vu de l'augmentation de la demande et du déficit régional en matière d'énergie qui ne fait que croître (voir Chapitre 3 pour davantage d'informations sur le charbon de bois[71]).

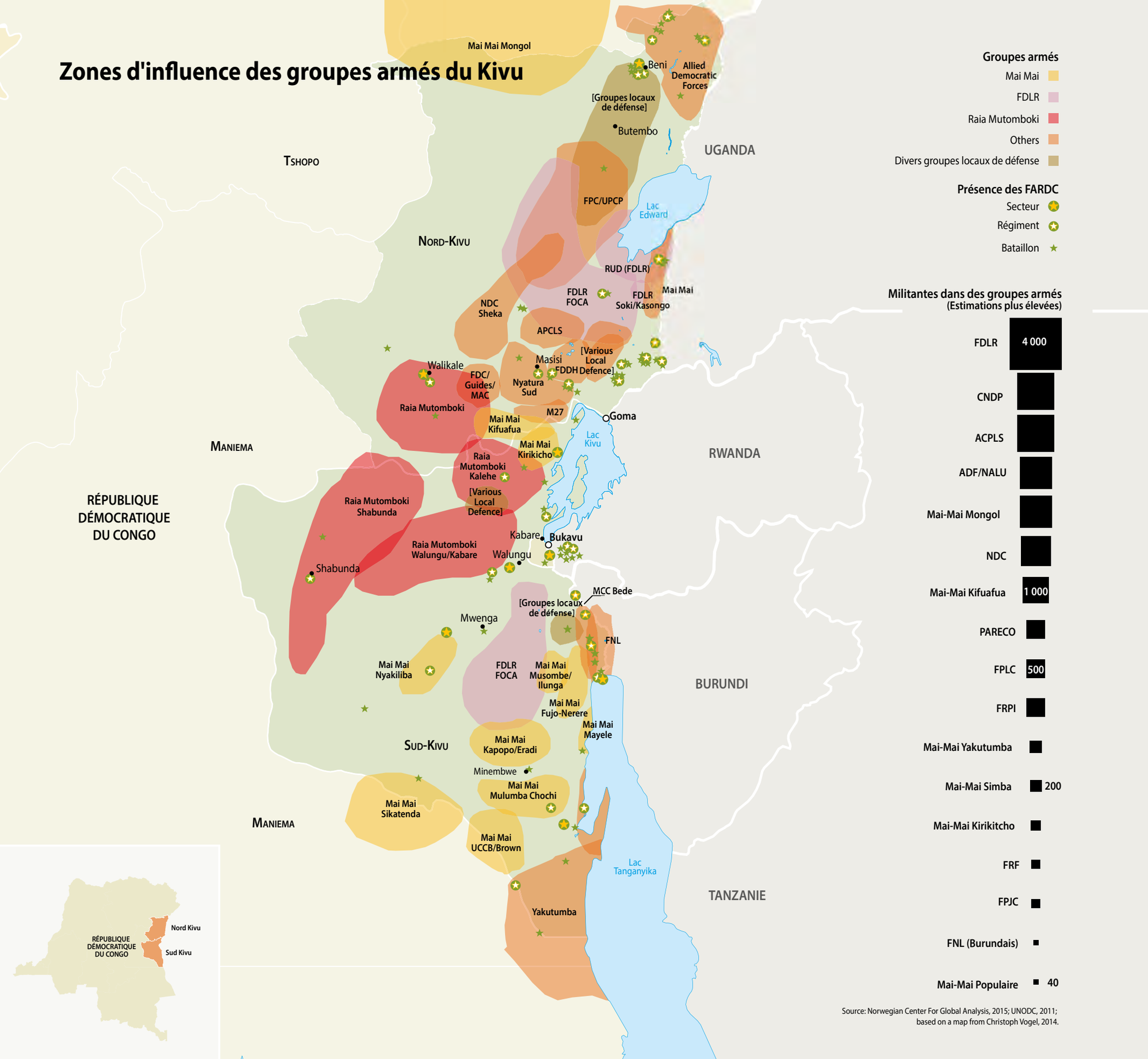
Les groupes armés en RDC s'approprient environ 2% (soit l'équivalent de 13,2 millions de dollars par an) des bénéfices nets issus de la contrebande. Ces rentrées correspondent aux coûts de subsistance de base nécessaires à l'entretien d'au moins 8 000 combattants par an, et permettent aux groupes qui ont été vaincus ou se retrouvent privés de leurs armes de refaire continuellement surface et de déstabiliser la région. Les revenus provenant de l'exploitation illicite des ressources naturelles financent un nombre largement supérieur à 25 groupes armés (jusqu'à 49, d'après certaines estimations) qui continuent de fragiliser la région Est de la RDC. Alors que les groupes armés ont leurs propres stratégies de survie, qui ont fait leurs preuves, les réseaux du crime organisé transnational pourraient tenter de « diviser pour mieux régner » par rapport aux groupes armés de cette région afin d'éviter qu'aucun d'entre eux n'accède à un rôle dominant de nature à représenter une source potentielle d'interférence dans les activités d'exploitation illégale des réseaux de la criminalité organisée transnationale[72].

# Ressources naturelles et groupes armés dans les provinces du Kivu, RD Congo




Source: Norwegian Center For Global Analysis, 2015; MONUSCO; International Peace Information Service (IPIS) 2014.

# Zones d'influence des groupes armés du Kivu




**Groupes armés**

- Mai Mai
- FDLR
- Raia Mutomboki
- Others
- Divers groupes locaux de défense

**Présence des FARDC**

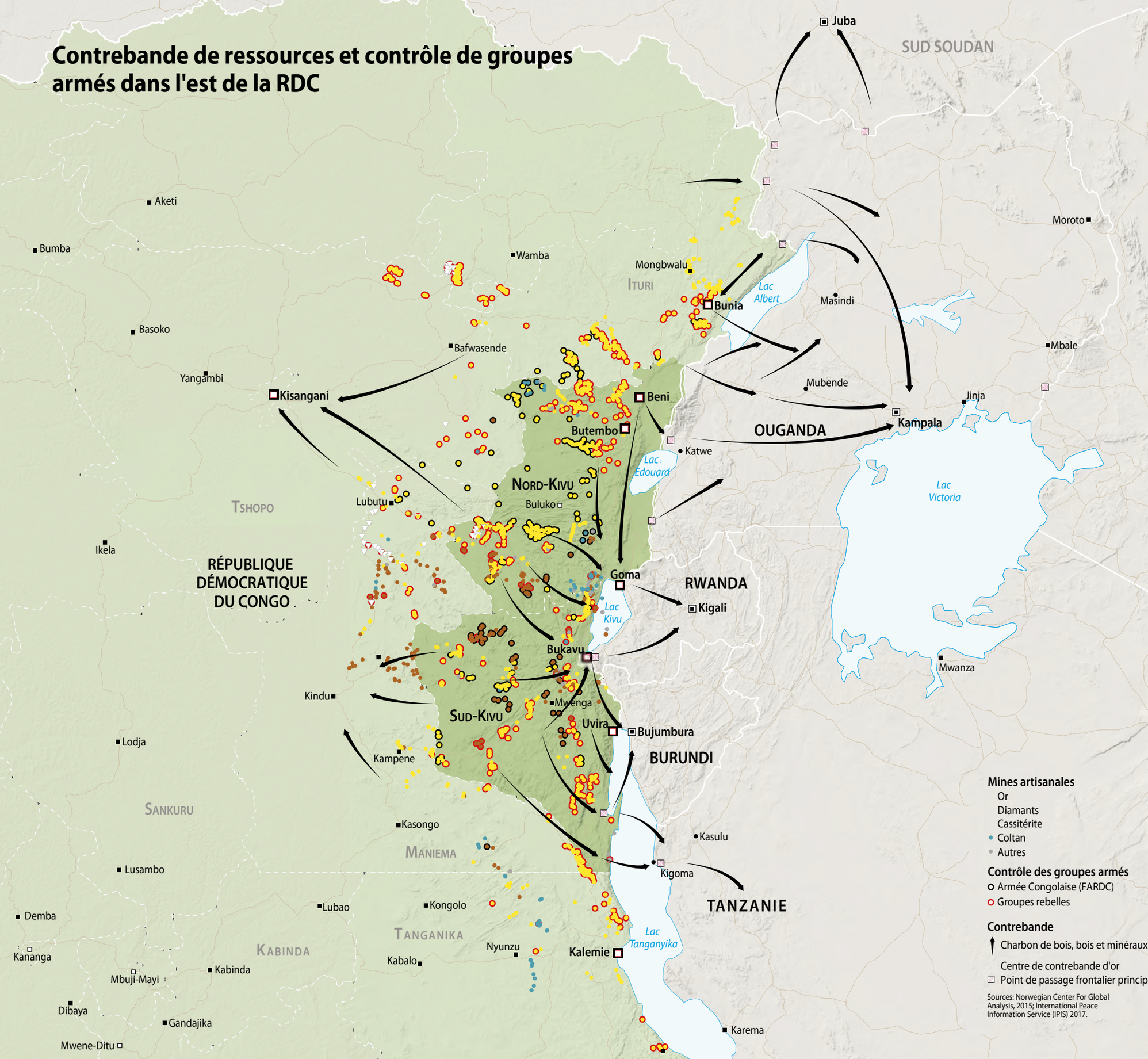
- Secteur
- Régiment
- Bataillon

**Militantes dans des groupes armés**
**(Estimations plus élevées)**

| | |
|---|---|
| FDLR | 4 000 |
| CNDP | |
| ACPLS | |
| ADF/NALU | |
| Mai-Mai Mongol | |
| NDC | |
| Mai-Mai Kifuafua | 1 000 |
| PARECO | |
| FPLC | 500 |
| FRPI | |
| Mai-Mai Yakutumba | |
| Mai-Mai Simba | 200 |
| Mai-Mai Kirikitcho | |
| FRF | |
| FPJC | |
| FNL (Burundais) | |
| Mai-Mai Populaire | 40 |

Source: Norwegian Center For Global Analysis, 2015; UNODC, 2011;
based on a map from Christoph Vogel, 2014.

# Contrebande de ressources et contrôle de groupes armés dans l'est de la RDC




**Mines artisanales**
- Or
- Diamants
- Cassitérite
- Coltan
- Autres

**Contrôle des groupes armés**
- Armée Congolaise (FARDC)
- Groupes rebelles

**Contrebande**
- Charbon de bois, bois et minéraux
- Centre de contrebande d'or
- Point de passage frontalier princip

Sources: Norwegian Center For Global Analysis, 2015; International Peace Information Service (IPIS) 2017.



RDC – Chai, Nord-Kivu, 29 mars 2014 : des soldats des Forces démocratiques de libération du (FDLR) Rwanda rechargent leurs munitions avant que les patrouilles ne commencent à Chai, au Nord-Kivu, RD Congo.
© iStock / Jon Brown

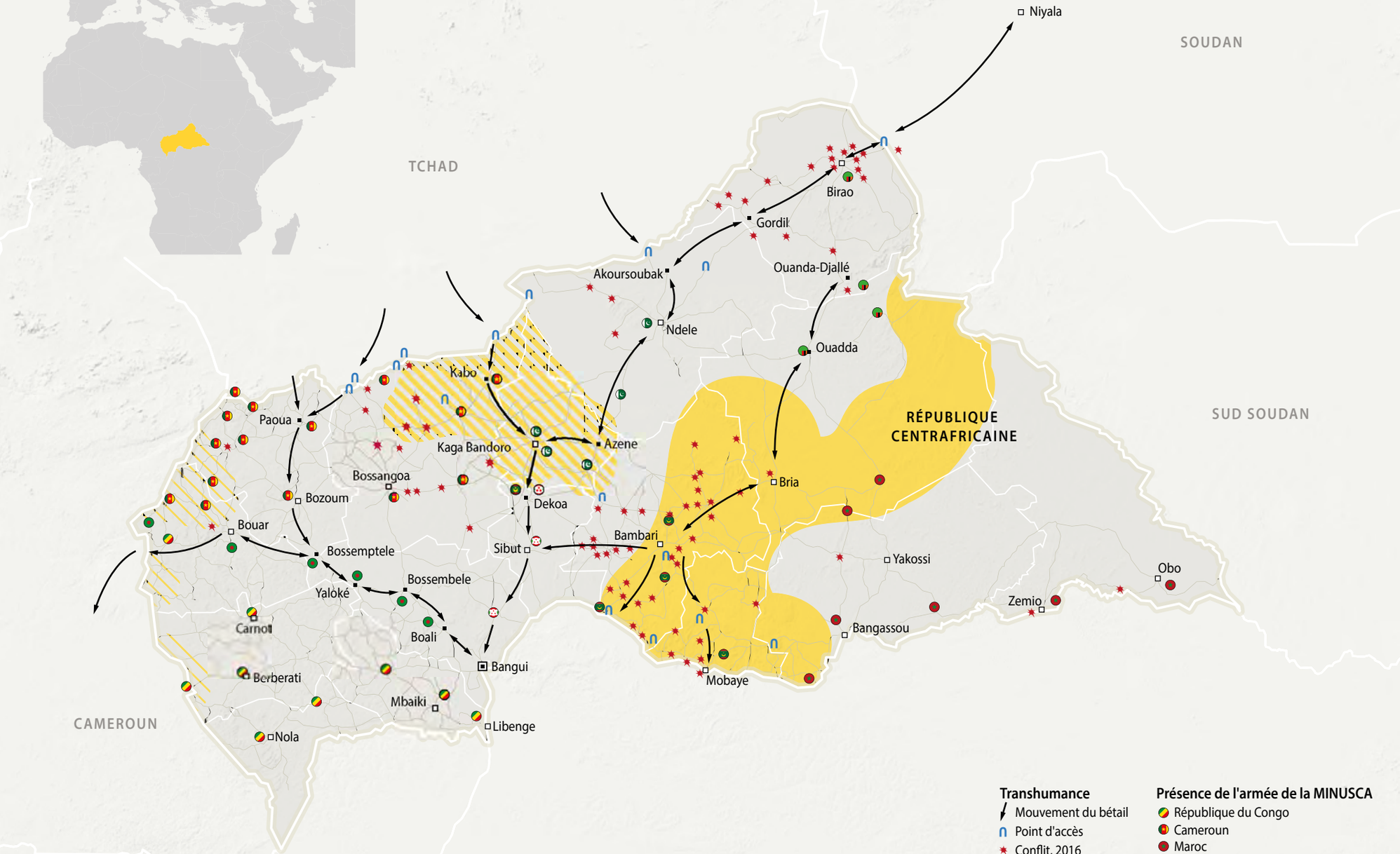




REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE – Des prospecteurs travaillent dans la mine aurifère à ciel ouvert de Ndassima, près de Djoubissi au nord de Bambari. 9 mai 2014.
© Reuters / Siegfried Modola

# Groupes armés, mouvements du bétail, corridors frontaliers et affrontements en RCA






**Transhumance**
- Mouvement du bétail
- Point d'accès
- Conflit, 2016

**Densité du bétail**
- Haute
- Moyenne
- Faible

**Présence de l'armée de la MINUSCA**
- République du Congo
- Cameroun
- Maroc
- Bangladesh
- Pakistan
- Mauritanie
- Zambie
- Burundi



Sources: Norwegian Center for Global Analyses, 2017; IPIS, 2017




RDC – Des casques bleus de l'ONU traversent à bord de leur tank le village déserté de Kibati, près de Goma dans la République Démocratique du Congo oriental lors d'une patrouille. 7 août 2013 .
© Reuters / Thomas Mukoya



## Extraction illégale d'or et de coltan par les FARC et les cartels de la drogue en Amérique latine

L'exploitation minière illégale, plus particulièrement celle de l'or mais également de certains autres minerais, suscite un intérêt croissant des groupes armés non étatiques d'Amérique latine, mais également des cartels traditionnels de la drogue qui trouvent des moyens alternatifs plus sûrs de financement grâce à la taxation ou l'exploitation forestière et minière illégales dans les régions péruviennes, brésiliennes et colombiennes de l'Amazone, ainsi que dans les régions montagneuses de la Colombie. Des tendances semblables s'observent dans certaines parties d'Amérique centrale. Tout comme en Afrique, les ressources naturelles, comme l'or et le bois, sont faciles à blanchir et à vendre en Amérique latine, sans pratiquement aucune intervention des organismes chargés de faire respecter la loi, excepté au Brésil. Les risques encourus sont donc minimes par rapport à ceux du trafic de la drogue.

La plus grande partie du tantale vient du Brésil et de l'Australie (on l'exploite aussi en Chine, en RDC, en Ethiopie, au Mozambique, au Nigéria, en Russie et au Rwanda). Il est également produit en tant que résidu de l'extraction et de la fonte de l'étain en Thaïlande et en Malaisie. Cette matière première est également présente dans un grand nombre d'autres pays, comme le Canada, la Colombie, l'Egypte, la Namibie, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Venezuela et le Zimbabwe. Le niveau de production de ces pays est variable, selon qu'il s'agit d'exploration de gisements, d'exploitation minière active de type artisanal ou de grandes mines inactives. Le tantale est une source notoire et bien documentée de financement des menaces par les groupes de rebelles et les réseaux du crime organisé.

Le coltan, mot-valise pour colombite-tantalite, est raffiné pour produire le tantale. Des membres des FARC, repérés en Amazonie colombienne, sont impliqués dans la taxation illégale du minerai de coltan transporté dans la région, taxation évaluée à environ 7 dollars par kilogramme. Les paramilitaires, a-t-il été soutenu, auraient mené ce trafic avec la complicité de l'armée et des forces de police. Ces taxes auraient parfois été payées avec du crack, une hypothèse tout à fait plausible étant donné la proximité des zones de production de drogue.

Le minerai de coltan a été estimé en moyenne entre 180 et 200 dollars par kilogramme (au cours de la période 2011-2015). Sa valeur commerciale est fonction du taux d'oxyde de tantale qu'il contient : un concentré peut en renfermer entre 10 et 30%. Ceci correspond à un prix maximal de 27 à 60 dollars par kilogramme (probablement beaucoup moins) selon sa pureté et la distance de la mine, qui entraînerait une taxation aux postes de contrôle par voie terrestre ou fluviale comprise entre 11 et 27%.

L'extraction illégale de coltan, parallèlement à l'extraction aurifère, est prétendument associée à certains cartels, vraisemblablement des cartels de la drogue comme par exemple celui de Sinaloa et de la famille Cifuentes Villa, mais ces informations ponctuelles n'ont pas été vérifiées. Une grande partie du coltan est acheminée à travers le Brésil puis exportée et peut également être achetée en ligne comme sur la plate-forme internet Ali Baba.



RDC – La forêt dans la réserve naturelle d'Itombwe au Sud-Kivu.
© Riccardo Pravettoni



# 05 Exploitation forestière illégale

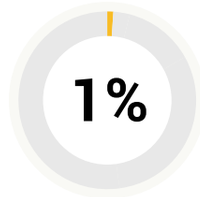
## Le secteur le plus vaste, le plus lucratif et le moins risqué de l'industrie du crime environnemental



MADAGASCAR – Toamasina, 12 avril 2014: du bois de rose est chargé sur des camions au port de Toamasina (Tamatave).
© iStock / Pierre-Yves Babelon



# Exploitation forestière illégale : le secteur le plus vaste, le plus lucratif et le moins risqué de l'industrie du crime environnemental




**Moins d'1% des revenus des principaux groupes armés provient du bois.**

Le Programme des Nations unies pour l'environnement et INTERPOL estiment que 62% du bois exotique qui pénètre aux États-Unis et 86% de celui qui entre dans l'Union européenne arrive sous forme de papier, de pâte à papier ou de copeaux, et non de bois rond, de bois de sciage ou de mobilier, qui ont reçu le plus d'attention par le passé[73].

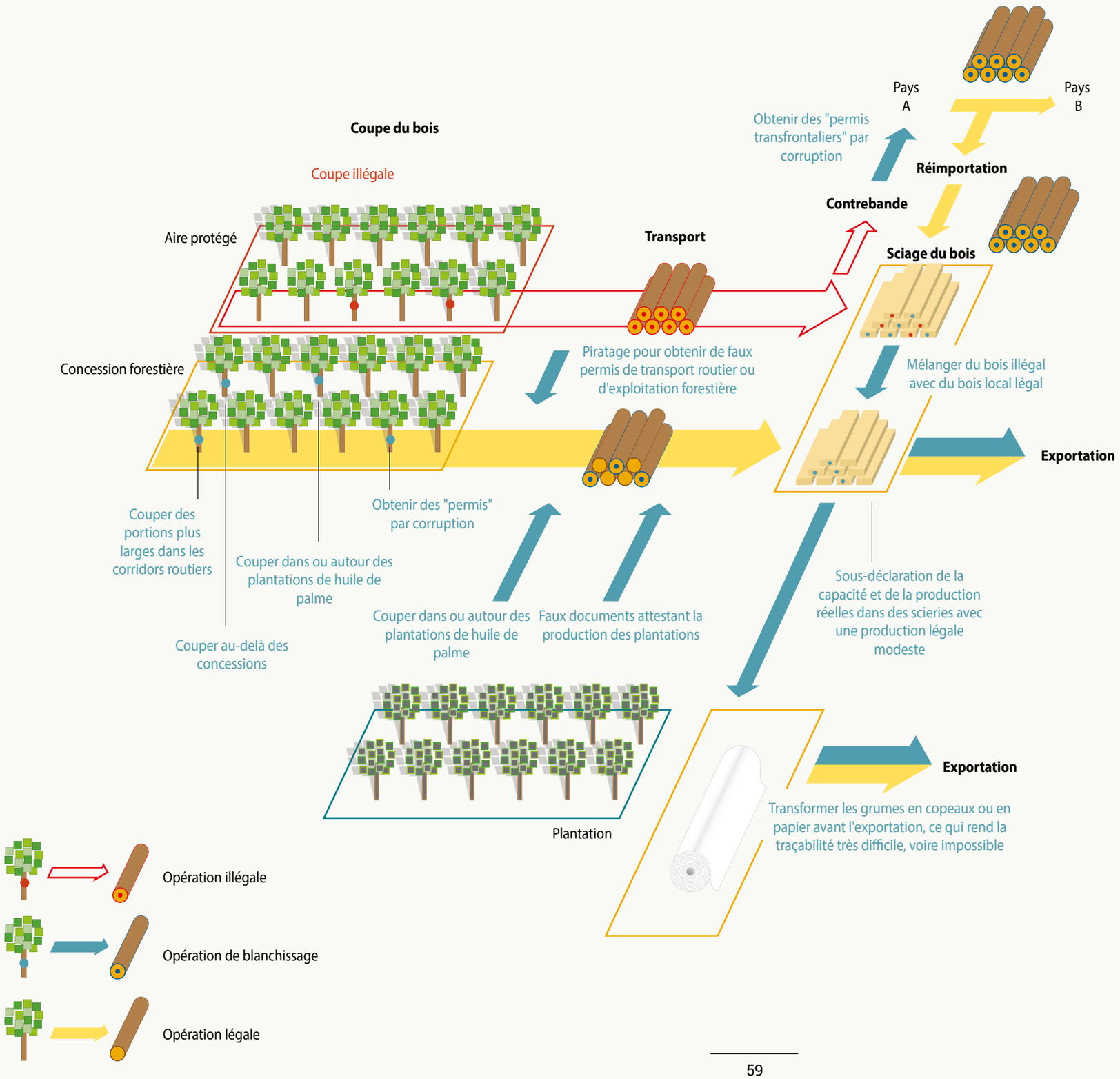
Au cours des dernières années, le bois exotique illicite a vu son prix chuter de plus de 30% sur le marché — INTERPOL estime que 50 à 90% du bois abattu dans les pays tropicaux fait l'objet d'un trafic illégal —, contribuant probablement ainsi à l'effondrement d'un grand nombre d'industries forestières et papetières européennes ainsi qu'à la disparition de plus de 270 000 emplois entre 2000 et 2010[74]. Dans l'ensemble, le secteur forestier européen (qui employait plus de 3,3 millions de personnes en 2016) a perdu environ 560 000 emplois depuis 2000, soit 17% des effectifs.

Dans l'Union européenne des vingt-huit, le taux d'embauche dans l'industrie manufacturière a chuté de 16,8% dans la période allant de 2000 à 2015, mais c'est le secteur de la fabrication de meubles qui a connu la baisse la plus importante (29% d'embauche en moins). La production de pâte à papier, de papier et de produits dérivés du papier a diminué de 22,2% et l'emploi dans le secteur manufacturier du bois a baissé de 26,5%. Les entreprises de papier et de pâte à papier asiatiques représentent aujourd'hui presque la moitié des parts du marché mondial[75].



BRÉSIL – La forêt sur le territoire des Awa est défrichée illégalement par des colons.
© Survival / Fiona Watson

# Foresterie illégale et blanchiment de bois





Rhinocéros en train de paître.
© iStock / 2630ben

# 06 Criminalité liée aux espèces sauvages et au trafic de déchets




Routes primaires du trafic d'ivoire en Tanzanie
Buluko
Bukoba
Lac Victoria
Musoma
Machakos
Konza
Kigali
RWANDA
Cyangugu
Cyangugu
Ngara
Biharamulo
Nyahanga
Mwarza
Namanga
KENYA
Lamu
Witu
BURUNDI
Mwenga
Cankuzo
Geita
Tsavo
Malindi
Bujumbura
Kakonko
Ngorongoro
Arusha
Moshi
Voi
Ruyigi
Oldeani
Kilifi
Bururi
Shinyanga
Kahama
Mbulu
Mombasa
Makamba
Same
Kanyato
Nzega
Babati
Kasulu
Singida
Kigoma
Tanga
Wete
Uvinza
Tabora
Korogwe
Chake Chake
Sikonge
Itigi
Mkokotoni
Nyunzu
Manyoni
Zanzibar
Mpanda
Dodoma
Bagamoyo
Mpwapwa
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Karema
Morogoro
Dar es Salaam
Lac Tanganyika
TANZANIE
Kilosa
Kibaha
Océan Indien
Manono
Mikumi
Kipili
Kibiti
ringa
Kilindoni
Sumbawanga
Ifakara
Luanza
Mbeya
Mbala
Tunduma
Njombe
Nchelenge
Tukuyu
Kawambwa
Chitipa
Lindi
ZAMBIE
Karonga
Mtwara
Kasama
Songea
Masasi
Chinsali
Tunduru
Mbamba Bay
Mocimboa
Mzuzu
Nkhata Bay
Lac Malawi
Mpika
Mzimba
Lundazi
MOZAMBIQUE
Nkhotakota
Pemba
Marrupa
Lichinga
Montepuez
Chipata
MALAWI
Aires protégés
Parc national
Autre aire protégée
Routes de contrebande
Route principale
Autre route
Sources: Norwegian Center for Global Analysis, 2015, UNEP, WCMC, Protected Planet

# Criminalité liée aux espèces sauvages et au trafic de déchets

## Source négligeable du financement des menaces, excepté pour les groupes marginalisés.

### Éléphants et rhinocéros

Le nombre d'éléphants tués en Afrique est de l'ordre de 20 à 25 000 par an (données de 2016) sur une population de 415 428 (+/- 20 111) en plus de l'ajout éventuel de 117 à 135 000 individus. Ce dernier chiffre est basé sur des estimations moins fiables. Au total, on obtient une fourchette assez large de 395 à 570 000 éléphants[76]. On estime que la population des éléphants de forêt a baissé de 62% entre 2002 et 2011[77]. En Asie, l'ivoire braconné en Afrique peut atteindre une valeur pour l'utilisateur final estimée entre 165 et 188 millions de dollars d'ivoire brut par an, à noter que ce chiffre n'inclue pas l'ivoire en provenance d'Asie[78].

Dans le cas des rhinocéros, environ 94% sont victimes du braconnage au Zimbabwe et en Afrique du Sud, là où survivent les plus grandes populations de rhinocéros. Dans ces pays, le braconnage a considérablement augmenté : il est passé de 13 animaux (chiffre de 2007) à 1 215 en 2014, avec une légère baisse en 2017[79] (1 028). Le braconnage des cornes de rhinocéros nécessite des réseaux organisés. Ces animaux ont complètement disparu de plusieurs pays d'Asie et d'Afrique au cours de ces dernières années. La valeur du braconnage de leurs cornes en 2013 était estimée sur les marchés en aval entre 63,8 et 192 millions de dollars, mais celle-ci est bien moindre à l'autre bout de la chaîne, du côté des fournisseurs[80].

Le crime contre la faune et les forêts joue un rôle relativement faible dans le financement des menaces du crime organisé et des groupes armés non étatiques, y compris les groupes terroristes. On estime que moins d'1% du revenu total des groupes armés non étatiques provient du trafic d'ivoire. Celui-ci représente une partie des fonds levés par les milices en RDC et en Centrafrique et se trouve probablement être une source essentielle de revenus pour l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), actuellement active dans le triangle frontalier délimité par le Soudan du Sud, la Centrafrique et la RDC.

D'après les estimations concernant les populations d'éléphants et les prévisions du nombre des éléphants tués dans les zones d'action de ces groupes armés, les milices de l'ensemble de la région subsaharienne disposeraient, grâce à l'ivoire, d'un revenu estimé entre 4 et 12,2 millions de dollars[81].

Le braconnage est également une menace pour le rhinocéros d'Asie. En 2008, plus de 70% de la population de rhinocéros indiens était concentrée dans le parc national de Kaziranga, avec un nombre estimé à 2 401 en 2015. Aujourd'hui, le parc est menacé par le braconnage qui a éliminé 123 rhinocéros entre 2006 et 2015. Ce phénomène a augmenté de façon spectaculaire : 58% de ces rhinocéros ont été tués en l'espace de deux ans seulement, de 2013 à 2015.

Au Népal, les populations de rhinocéros ont diminué de 88%, n'épargnant que 100 individus en 1960 en l'espace de 10 ans à cause du braconnage. Un plan d'action népalais pour la sauvegarde du rhinocéros a été établi en 2017. Quelques années plus tôt, un programme de protection intensif fut mis en place, incluant notamment le déploiement de l'armée, la participation du département des parcs nationaux et de la conservation de la faune sauvage (DNPWC), ainsi que le transfert de 87 rhinocéros entre 1986 et 2003 (à un coût moyen de 4 000 dollars par animal).

Lorsque la guerre civile népalaise éclate en 1996, le tourisme diminue de 41% en l'espace de deux ans et le nombre de rhinocéros chute d'un tiers en cinq ans, ne laissant qu'une population totale de 408 individus en 2005, alors que les groupes armés se livraient au braconnage pour se financer. Des rangers et des unités spéciales de lutte contre le braconnage dans les parcs nationaux de Bardia et Chitwan ont durement combattu pour sauver les rhinocéros survivants alors que le conflit était à son paroxysme. La guerre terminée, la campagne s'est poursuivie, cette fois dirigée contre les réseaux de criminels organisés exportant illégalement de la corne de rhinocéros en Chine via Pokhara et Katmandou. Alors que les populations de rhinocéros étaient au plus bas, il était devenu vital de protéger les individus restants. Grâce à des efforts considérables, l'année 2015 n'aura enregistré la perte d'aucun rhinocéros pour cause de braconnage (de même qu'en 2011 et 2013).



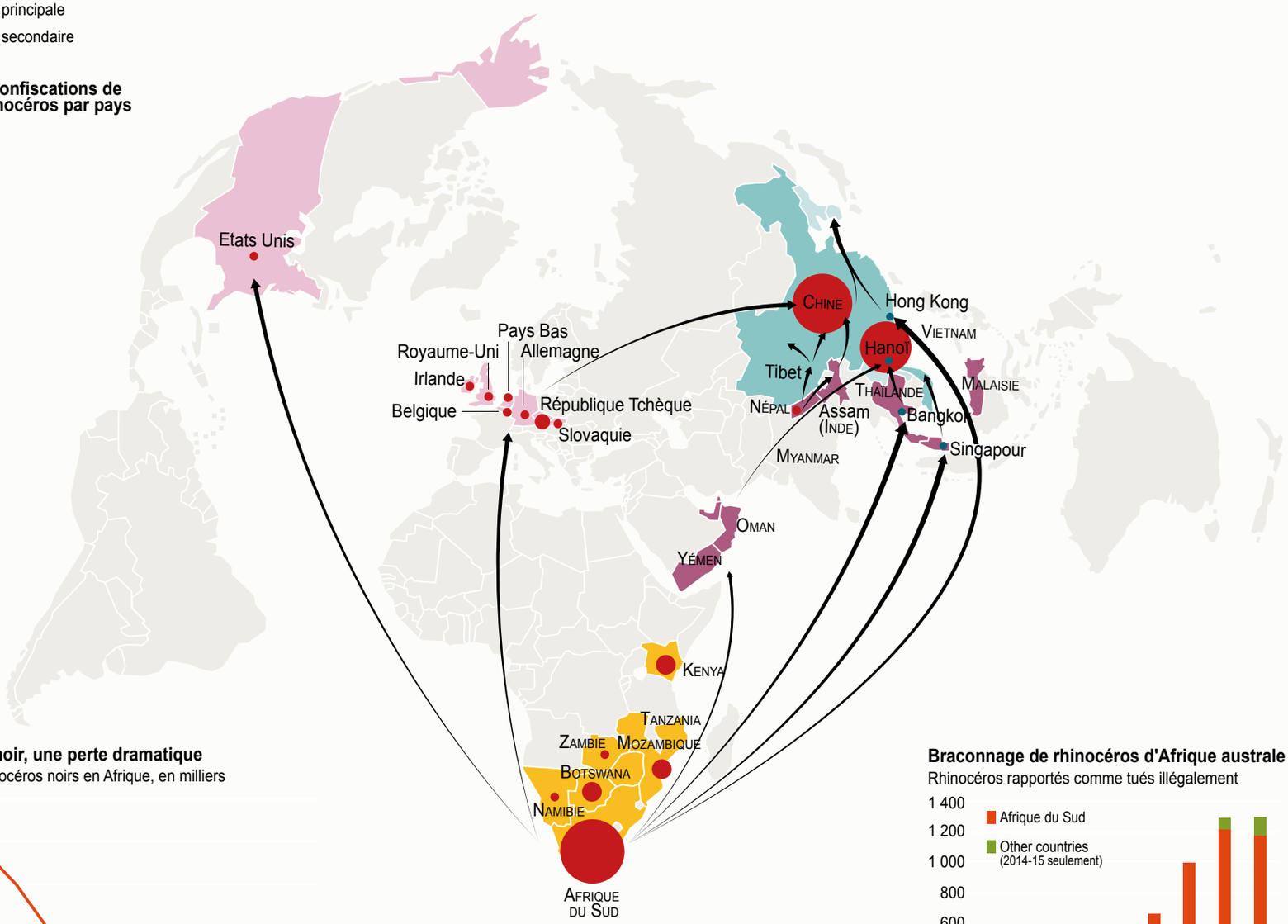
ZAMBIE – Parc national de Lower Zambezi, 2011.
© Photographe inconnu

# Contrebande de rhinocéros africains

- Principaux centres de trafic
- Route principale
- Pays principal d'origine
- Pays principalt de transit
- Pays de transit secondaire
- Destination principale
- Destination secondaire

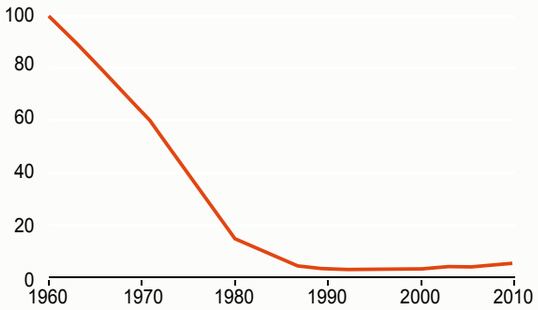
**Nombre de confiscations de corne de rhinocéros par pays**

53
1



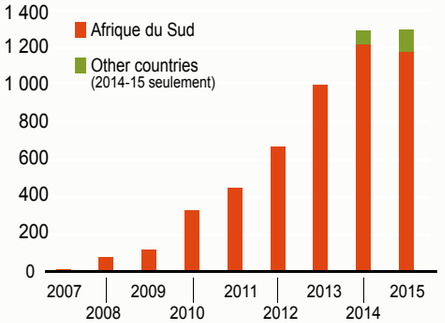

**Rhinocéros noir, une perte dramatique**

Nombre de rhinocéros noirs en Afrique, en milliers

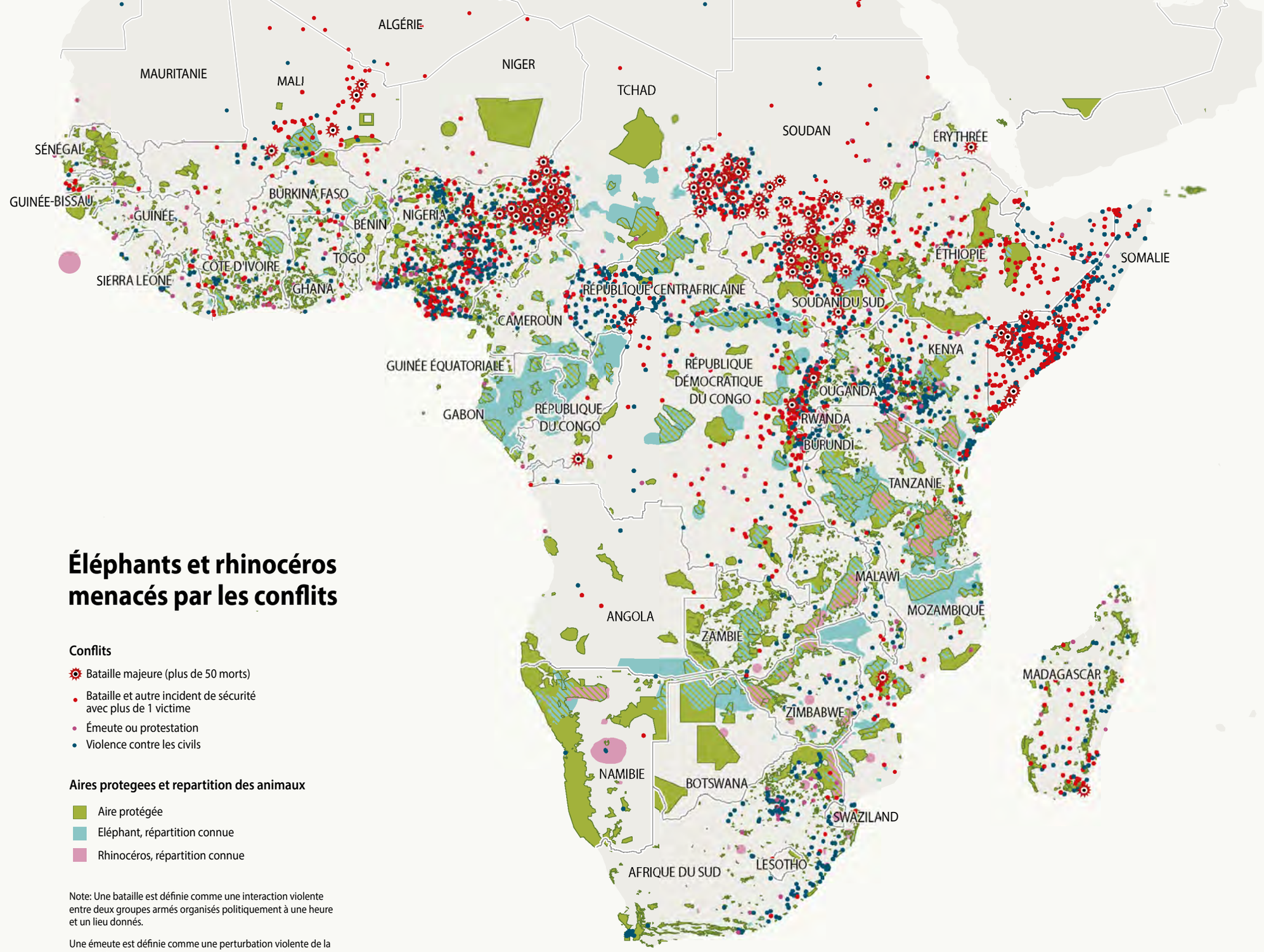



**Braconnage de rhinocéros d'Afrique australe**

Rhinocéros rapportés comme tués illégalement




Source: TRAFFIC, The South Africa – Viet Nam Rhino Horn Trade Nexus, 2012; TRAFFIC data, 2015




# Éléphants et rhinocéros menacés par les conflits

### Conflits

- Bataille majeure (plus de 50 morts)
- Bataille et autre incident de sécurité avec plus de 1 victime
- Émeute ou protestation
- Violence contre les civils

### Aires protegees et repartition des animaux

- Aire protégée
- Eléphant, répartition connue
- Rhinocéros, répartition connue

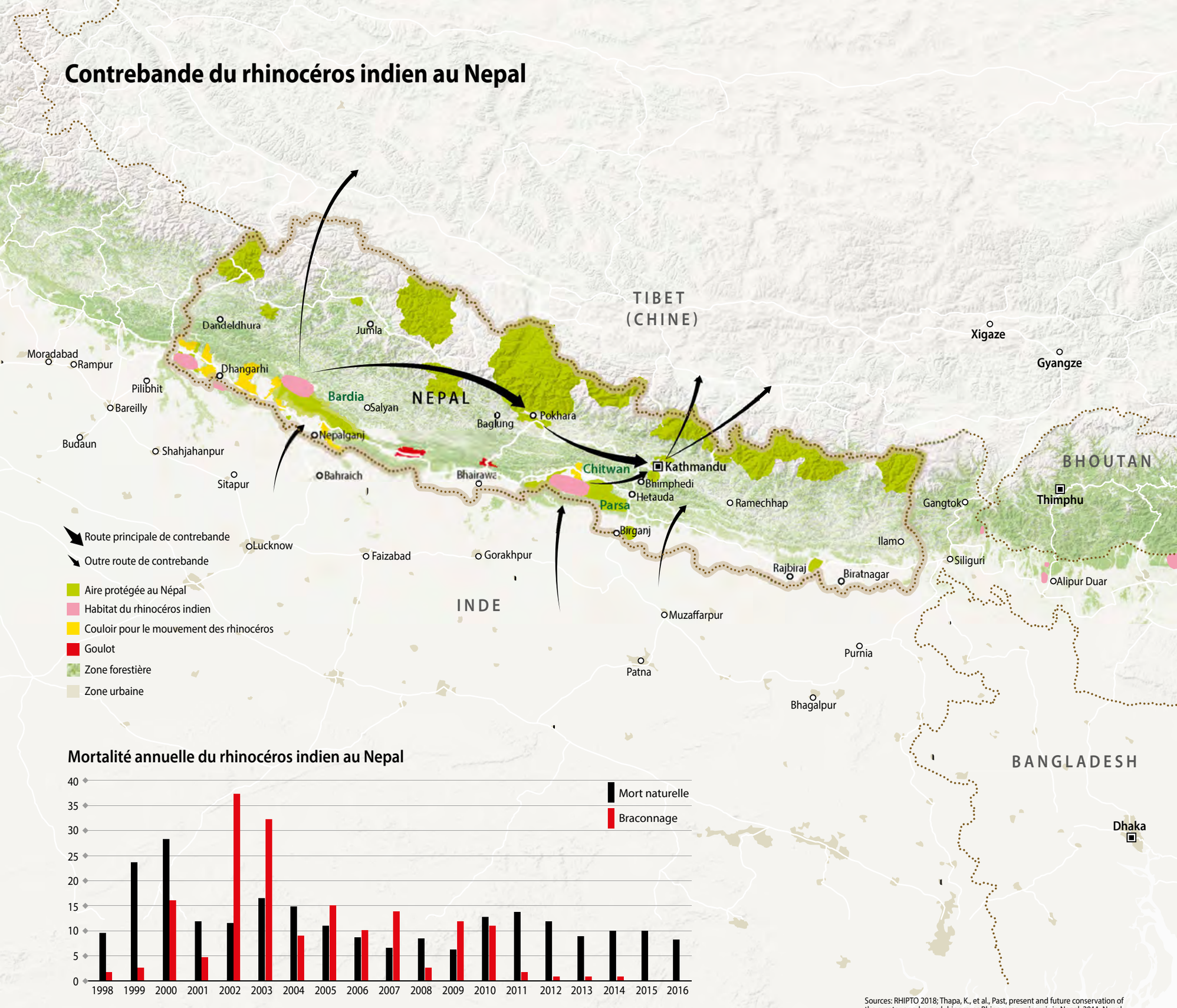
Note: Une bataille est définie comme une interaction violente entre deux groupes armés organisés politiquement à une heure et un lieu donnés.

Une émeute est définie comme une perturbation violente de la paix publique par trois personnes ou plus rassemblées dans un but commun.

Une protestetion est définie comme un rassemblement spontané et non violent de civils à des fins politiques.

Source: Armed Conflict Location and Events Dataset (ACLED); African Elephant Database (AED)/IUCN/SSC African Elephant Specialist Group (AfESG)

# Contrebande du rhinocéros indien au Nepal




## Mortalité annuelle du rhinocéros indien au Nepal

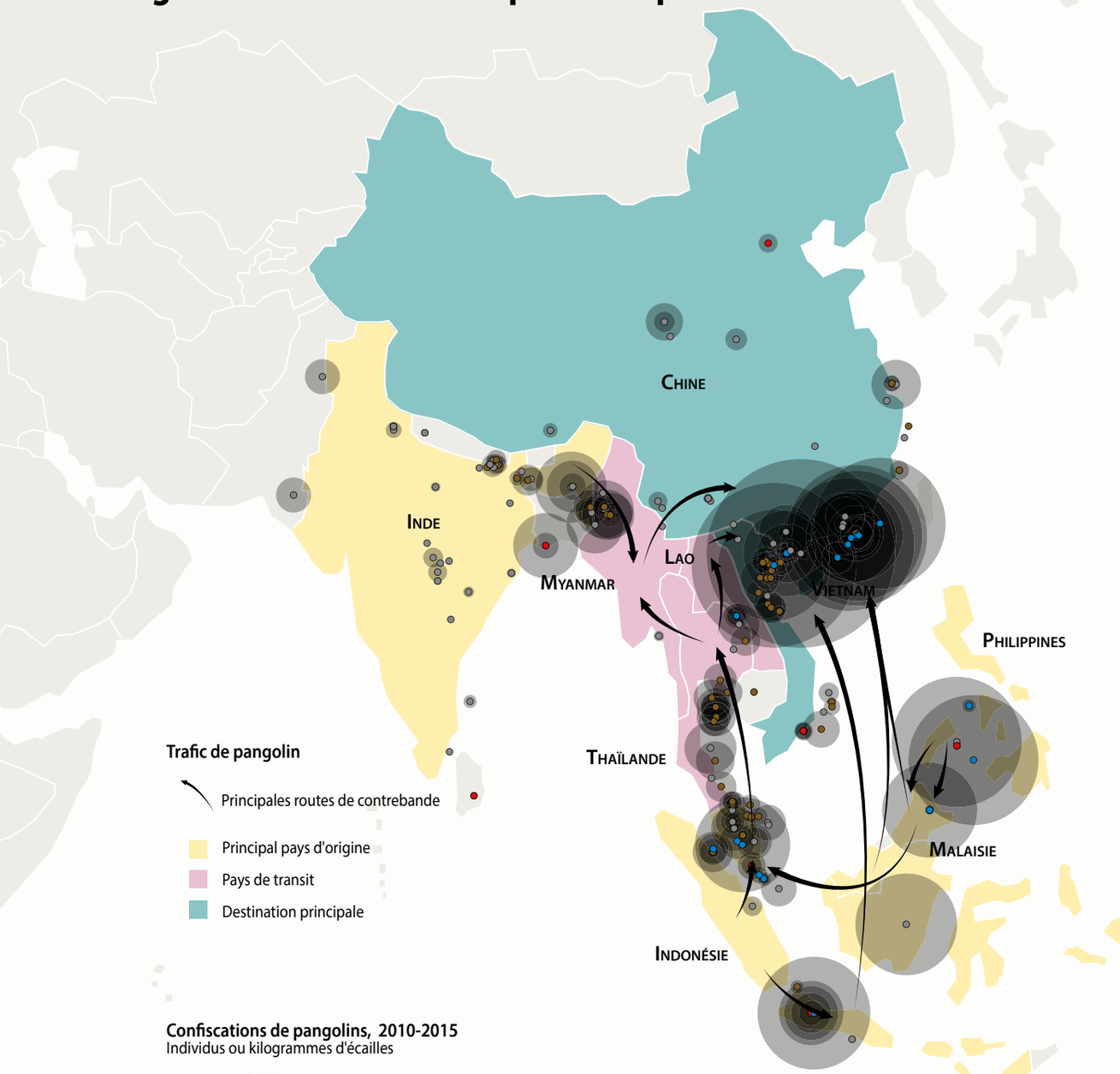



Sources: RHIPTO 2018; Thapa, K., et al., Past, present and future conservation of the greater one-horned rhinoceros Rhinoceros unicornis in Nepal, 2011; Nepal Department of National Parks and Wildlife Conservation, 2017



NÉPAL – Un rhinocéros relocalisé charge une équipe forestière et technique népalaise après avoir été relâché dans le cadre d'un projet de réhabilitation dans le parc national de Shukla Phanta, à environ 510 kilomètres de Katmandou, le 4 avril 2017. La veille, au Népal, des équipes de défense de l'environnement avaient capturé un rhinocéros indien, spécimen rare, dans le but d'augmenter le nombre de ces animaux vulnérables tant convoitées par les braconniers.
© AFP PHOTO / Prakash Mathema

# Pangolin : le mammifère le plus trafiqué au monde









Sources: Environmental investigation Agency, 2015; Nijman, V., et al., Pangolin trade in the Mong La wildlife market and the role of Myanmar in the smuggling of pangolins into China, 2016

## Pangolins

Entre 400 000 et 2,7 millions de pangolins sont chassés dans les forêts de la Centrafrique chaque année. La chasse au pangolin a augmenté de plus de 150% depuis 2000[82], faisant de cette espèce l'un des animaux sauvages les plus touchés par le braconnage. On estime qu'au moins un million de pangolins ont été vendus en Asie ces dix dernières années[83]. En 2015, des douaniers vietnamiens formés dans le cadre du programme de contrôle des conteneurs de l'ONUDC et de l'OMD ont saisi environ 4 000 kg d'écailles de pangolin (ainsi que 1 023 kg d'ivoire[84]). En janvier 2017, les autorités tanzaniennes ont saisi 6 000 kg d'écailles destinées à alimenter le marché asiatique[85].



Un pangolin.
© iStock / Daniel Haesslich

## Tigres

Le commerce des animaux de compagnie exotiques et leur élevage en captivité alimentent le commerce du tigre à l'échelle mondiale, en exploitant les failles du commerce légal. Ce commerce, largement non réglementé y compris dans l'UE, est exploité par certains acteurs pour élever en captivité des tigres et d'autres félins sauvages en arguant une finalité d'utilisation dans des cirques, des zoos privés ou comme animaux domestiques.

Participer au commerce légal n'implique pas nécessairement une complicité avec le trafic illicite, mais l'ampleur du commerce légal illustre l'ampleur de l'élevage et des transactions, et donc les risques d'abus. La police et les médias ont signalé un certain nombre de cas de groupes criminels exploitant l'élevage en captivité pour alimenter le commerce illicite de tigres, y compris des groupes de trafiquants de drogue. Des individus influents de divers groupes du crime organisé, dont des barons du trafic de drogue, se présentent souvent avec de grands félins comme un symbole de férocité et de pouvoir.



Un tigre.
© iStock / THEPALMER

# L'Europe joue un rôle important dans le commerce mondial du tigre




Sources: CITES, 2019; RHIPTO



INDONÉSIE – Un navire de la marine fait exploser un bateau étranger pris à pêcher illégalement dans les eaux proches de Bitung, dans la province de Sulawesi du Nord, le 20 mai 2015. D'après les rapports des médias, l'Indonésie a coulé 41 bateaux étrangers à travers le pays, dans un effort permanent de lutte contre la pêche illégale dans ses eaux.
© EPA



## Trafic de déchets : l'essor des décharges à l'échelle planétaire

Environ 41,8 millions de tonnes métriques de déchets d'équipements électroniques et électriques (DEEE) ont été produits en 2014, et ce nombre devrait atteindre 50 millions de tonnes métriques d'ici 2018[86]. D'après plusieurs estimations, la quantité de DEEE recyclée et éliminée convenablement n'est que de l'ordre de 10 à 40% au total. La présence d'une économie souterraine rend la précision des estimations de la valeur de ce secteur difficiles à établir. Cependant, en utilisant une estimation d'INTERPOL qui attribue une valeur moyenne de 500 dollars par tonne de DEEE, on peut évaluer que le volume de déchets d'équipements électroniques et électriques traité de manière informelle, ou non déclarée, et illégale se situe dans une fourchette comprise entre 12,5 et 18,8 dollars milliards par an[87]. On ne saurait quantifier la part de ces DEEE qui s'inscrit dans le trafic illicite, ou qui est simplement abandonnée. Son rôle dans le financement des menaces de conflits est marginal, voire insignifiant. Néanmoins, cela fait des décennies que les groupes criminels organisés, dont la mafia italienne, prennent part à ce trafic.

## Pêche illégale : fraude et impunité sur les mers du monde

Près de 10% des prises mondiales sont rejetées en mer si elles ne correspondent pas aux normes réglementaires exigées[88]. La pêche illégale le long des côtes de l'Afrique de l'Ouest fait l'objet d'une grande inquiétude quant à son impact sur les moyens de subsistance des pêcheurs locaux. La pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) au large de l'Afrique de l'Ouest (soit entre un tiers et la moitié des prises totales) atteignait une valeur de 2,3 milliards de dollars en 2015[89].

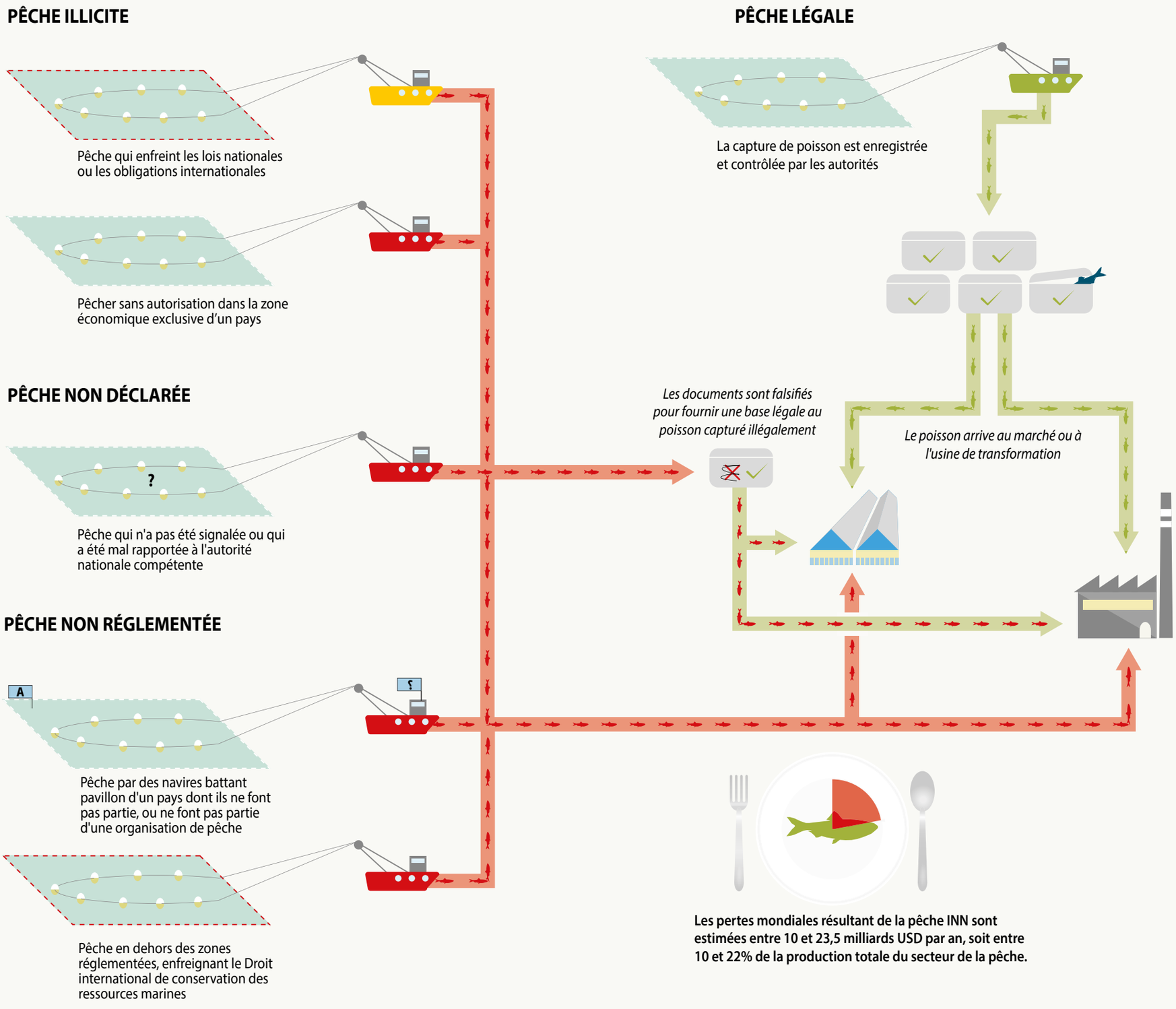
En Somalie, la pêche illégale a été invoquée comme une cause de la recrudescence de la piraterie, faute de moyens de subsistance. Les pertes occasionnées par les navires de pêche illégale étrangers au large de la Somalie ont été estimées entre 100 et 300 millions de dollars[90]. La pêche INN le long des côtes du Sénégal, qui représente une prise de 261 000 tonnes par an, a provoqué la perte d'environ 300 millions de dollars en 2012, soit 2% du PIB[91]. Beaucoup de navires déchargent leurs prises illégales sur d'autres bateaux en mer.

Le rôle de la pêche INN dans le financement des menaces est secondaire, bien que certaines zones de pêche soient utilisées pour le paiement de taxes illégales. Le rôle des navires de pêche et des embarcations de plaisance dans le transport de drogue (depuis la Colombie ou bien le long des côtes Ouest et Est de l'Afrique) est néanmoins conséquent. Qui plus est, ces navires de pêche sont un outil clé pour le transport de combattants étrangers, notamment sur la mer Caspienne, la Méditerranée, et au large de la Corne de l'Afrique et du Yémen.



Banc de poissons tourbillonnants.
© iStock / Tammy616

# Pêche Illicite, Non déclarée et Non réglementée (INN)




Sources: NOAA; IEEP, an independent review of the eu illegal, unreported and unregulated regulations, 2011.



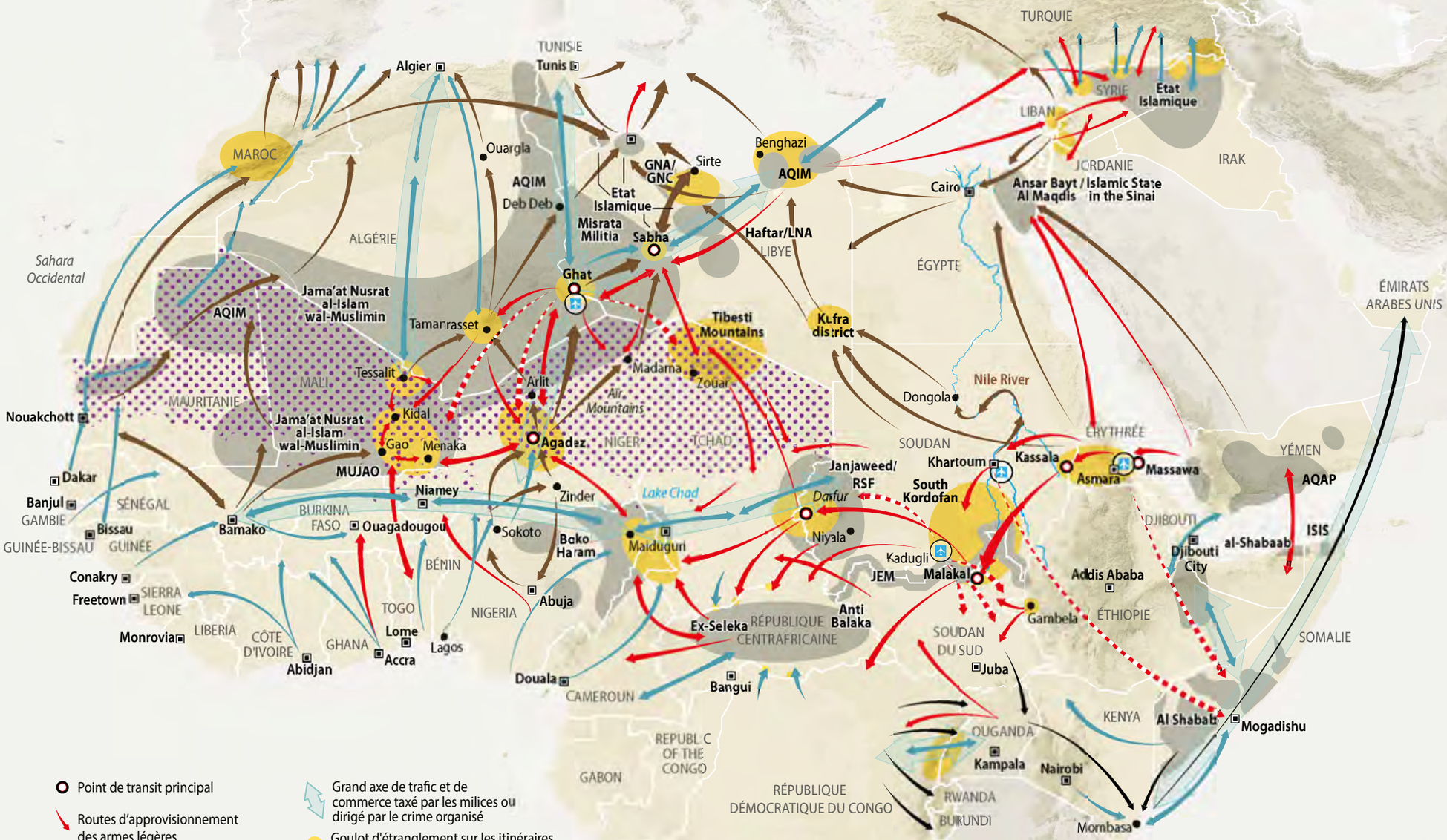
TCHAD – Cette photo a été prise dans le désert tchadien. Un groupe de migrants voyageait dans un camion qui est tombé en panne à Moundou, au Tchad. 8 décembre 2012.
© iStock / yoh4nn

# 07 Région transsaharienne
## migrants, drogues et armes



# Trafic transsaharien et "threat finance"

## Octobre 2017




- Point de transit principal
- Routes d'approvisionnement des armes légères
- Itinéraires d'approvisionnement d'armes légères par voie aérienne
- Route pour le trafic de marchandises, contrefaçons, êtres humains et drogue
- Trafic d'êtres humains
- Charbon de bois et autres ressources naturelles
- Grand axe de trafic et de commerce taxé par les milices ou dirigé par le crime organisé
- Goulot d'étranglement sur les itinéraires de trafic d'importance stratégique
- **AQIM** Milice qui se bat pour le contrôle des goulots stratégiques
- Principaux conflits régionaux et zones d'opérations des milices
- Zone* caractérisée par un grave déficit de ressources alimentaires pour le bétail, pour la période 2011-2030.

*Information disponible pour la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad uniquement

Source: RHIPTO - Norwegian Centre for Global Analyses, 2016

# Région transsaharienne : migrants, drogues et armes

Les groupes armés transsahariens prennent part à de nombreuses formes de contrebande, y compris le trafic de cigarettes, de drogue et d'armes. Leur source principale de revenus, elle, provient de l'extorsion et de leur participation au trafic d'êtres humains, notamment en fournissant des véhicules 4x4[92]. Les taxes extorquées sont comprises entre 10 et 30% du prix en fonction du produit, et de sa place dans la chaîne d'approvisionnement. Par ailleurs, les groupes armés investissent les revenus tirés de la contrebande de cigarette et d'armes, de rançons et du financement expatrié dans l'amélioration de la logistique des contrebandiers, qu'ils taxent ensuite à hauteur de 30 à 50% de la valeur des revenus qu'ils tirent du trafic traditionnel.

Les drogues transitent par bateau et par avion depuis le Brésil et le Venezuela, pour atterrir en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement en Guinée-Bissau. Celles qui sont transportées dans des navires-mères sont réparties dans des cargaisons plus petites et chargées à bord d'embarcations ou de voiliers en pleine mer, pour faire route vers le Cap Vert ou les Îles Canaries et ensuite jusqu'au continent européen. Les drogues qui parviennent au continent africain sont alors acheminées en utilisant les moyens de transports les plus divers, mais le plus souvent des 4x4 conduits par des groupes hautement organisés. Une grande part de ces flux transite par le Maroc et l'Algérie, de même que la Lybie. La cocaïne arrive également en Afrique de l'Ouest et de l'Est dans des conteneurs, par voie aérienne, via Addis Abeba en Éthiopie.

Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), ainsi que ses groupes dissidents Al-Mourabitoune (qui s'est aujourd'hui reformé après une scission interne de deux ans) et Ansar Dine, modifient de plus en plus leur système de financement, s'éloignant des enlèvements contre rançon et de la contrebande de cigarette pour se tourner vers le racket de protection et le trafic de drogue, plus particulièrement de cocaïne en provenance d'Amérique latine, activité bien plus lucrative. Pour AQMI, les taxations liées au racket de protection s'élèvent à un taux de 10 à 30%. Le groupe s'est vu sensiblement renforcé par l'accès à un approvisionnement régulier d'armes en provenance de la Libye depuis 2011, venant ainsi accroître leur capacité à offrir une « protection ». AQMI a également investi les profits issus de la contrebande de cigarettes dans des infrastructures pour les trafiquants depuis le milieu des années 2000, en échange d'une partie des bénéfices générés par la contrebande. Ceci leur permet d'adopter une approche discrète, non interventionniste pour générer du profit, en gagnant certainement autour de 5% de la valeur des drogues circulant illégalement dans les centres clés du trafic.

Le volume du trafic de cocaïne dans la région est estimé à environ 18 tonnes par an, son prix s'élevant de 1 600-2 500 dollars/kg en Colombie à environ 20 000-30 000 dollars/kg au fur en franchissant les postes de contrôle successifs. En partant de l'hypothèse où AQMI et Al-Mourabitoune ne pourraient taxer qu'une portion sur trois des itinéraires existants, et seulement deux des quatre principales routes de la drogue de la région, on pourrait probablement estimer les revenus tirés de ces flux autour de 7,5 à 22,5 millions de dollars par an, ou de 2,5 à 7,5 millions de dollars.

Les groupes armés sont également impliqués dans le trafic et la contrebande de migrants. Par exemple, le groupe État Islamique aurait supposément établi un poste de contrôle routier dans la région de Syrte en Libye, près d'Al Nuwfayah, où des autorisations de passage étaient délivrées aux migrants. Avec environ 150 000 à 170 000 migrants, et un prix fixé entre 3 000 et 4 500 dollars par migrant pour le passage de la frontière et la suite du voyage, la valeur globale de la traite de migrants dans la région transsaharienne, y compris en Libye, est aujourd'hui estimée entre 450 et 765 millions de dollars.

En partant du principe que les groupes armés taxent les entrepreneurs criminels ou qu'ils récupèrent le taux habituel de taxation illégale de 10 à 30%, et que moins de 5% vont aux organisations terroristes, il est probable que les revenus des groupes armés de la région s'élèvent autour de 45 à 229 millions de dollars par an[93]. Parallèlement, les groupes terroristes tels que le GSIM, Ansar al-Sharia et, pendant un temps, l'État Islamique, reçoivent probablement un revenu estimé entre 22 et 38 millions de dollars[94].

On considère que la contrebande de drogue et de cigarette continue d'être une source de revenu non négligeable pour les groupes terroristes présents dans la région, mais il est également évident que la traite des migrants et le fait d'investir dans les entrepreneurs et les trafiquants, quelle que soit la marchandise transportée, sont en train de devenir des sources de financement plus sûres et plus fréquentes pour les organisations terroristes comme le GSIM. Ceci pourrait également expliquer les violentes attaques menées par le groupe en 2017 à l'encontre des forces des Nations unies au nord et à l'est de Bamako, au Mali, perçues comme une tentative leur permettant d'imposer une taxation sur les routes entre l'ouest et « l'autoroute de la contrebande », autrement dit l'axe Gao-Kidal-Menaka-Tessalit, jusqu'en Algérie et en Libye[95].



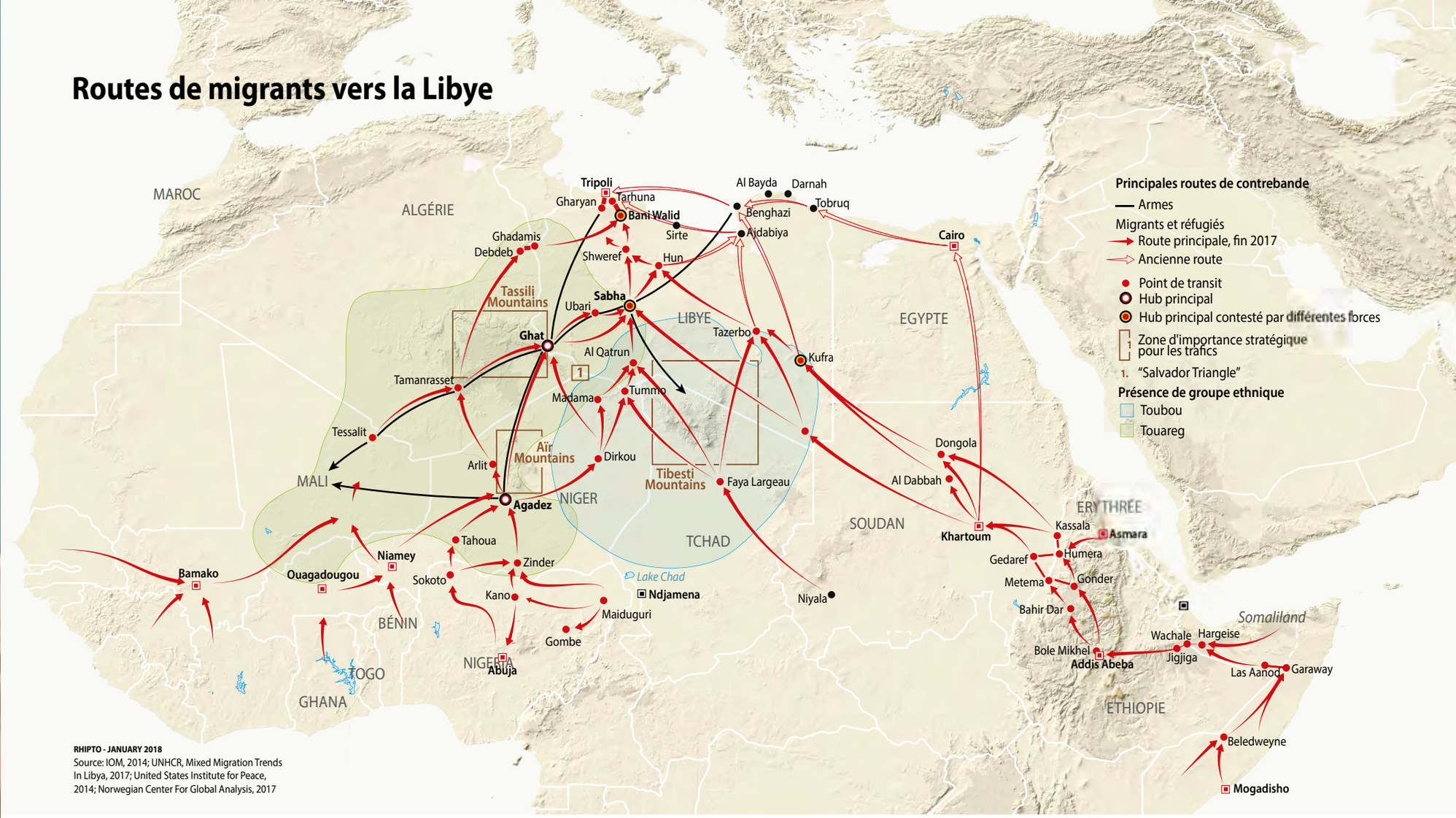
LIBYE – Des Touaregs dans les montagnes du Tadrart Acacus.
© iStock / Cinoby





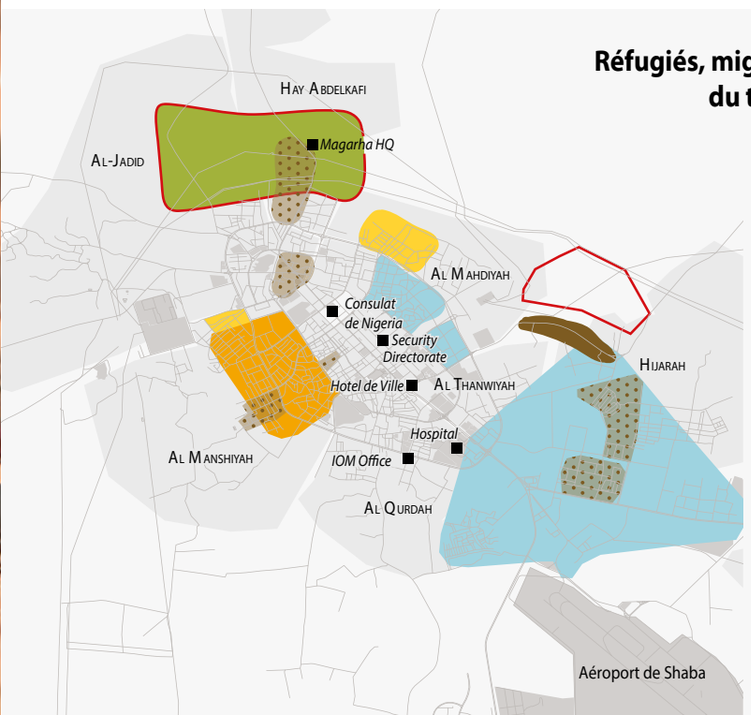
LYBIE – 10 Mars 2011, des rebelles anti-Kadhafi assis en proximité d'une installation pétrolière en Ras Lanuf.
© Reuters / Asmaa Waguih

# Routes de migrants vers la Libye




**RHIPTO - JANUARY 2018**
Source: IOM, 2014; UNHCR, Mixed Migration Trends In Libya, 2017; United States Institute for Peace, 2014; Norwegian Center For Global Analysis, 2017

## Réfugiés, migrants et contrôle du territoire à Sabha

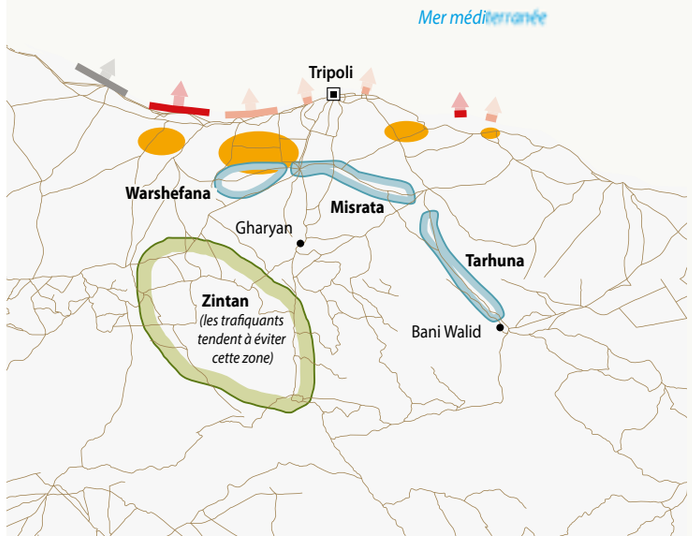



**Zones sensibles pour les migrants**
- Zone de rassemblement
- Zone de residence
- Zone de travail

**Contrôle du territoire**
- Tebu
- Gaddifa
- Magarha
- Awlad Suleyman

**RHIPTO - JANUARY 2018**
Source: UNHCR, Mixed Migration Trends In Libya, 2017

## Zones de détention des migrants et points de départ en Libye



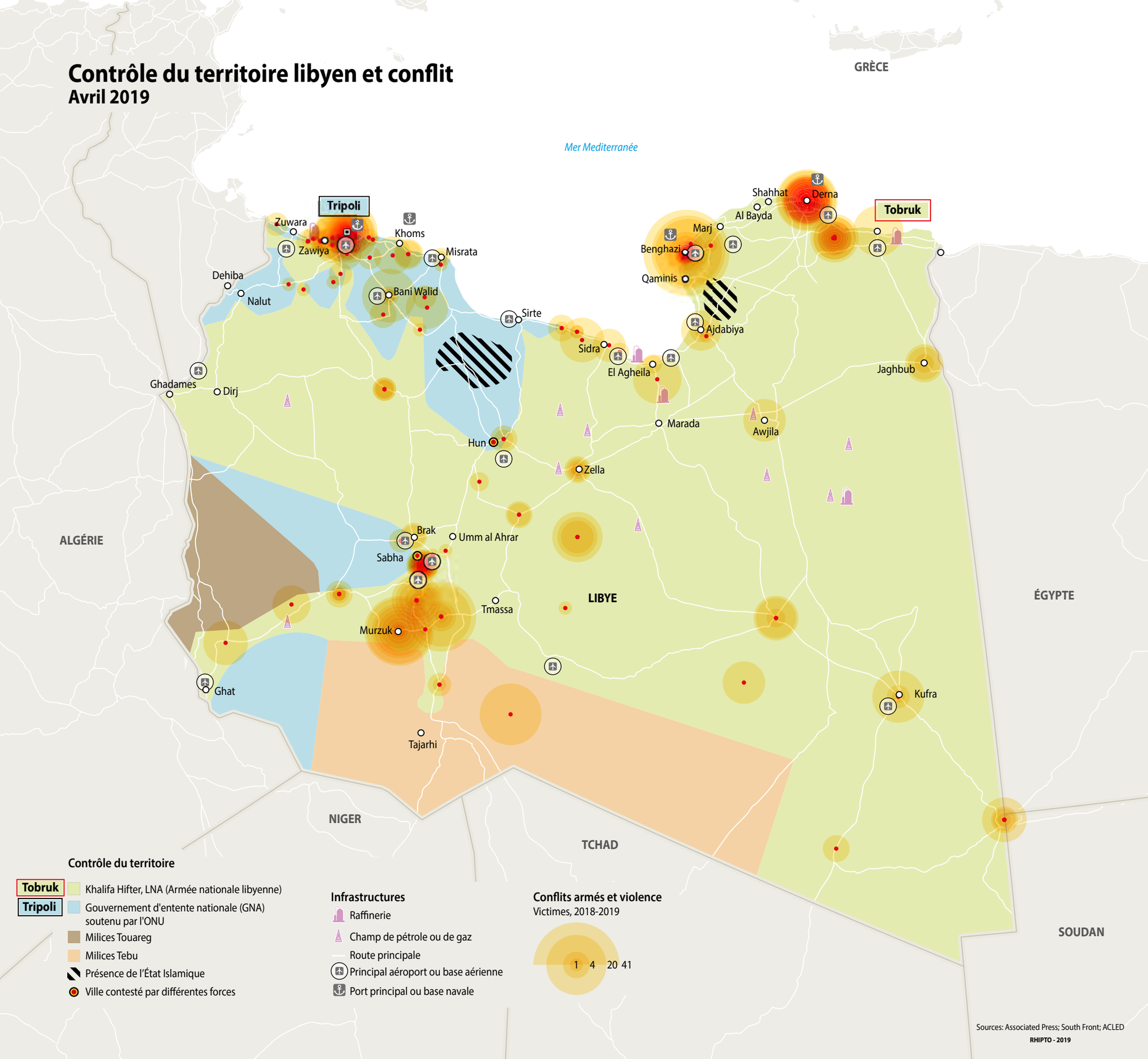

**Points de depart**
- Aire principale
- Aire secondaire
- Ancien départ principal, inutilisé

**Zones de detention**
- Zone de rassemblement des migrants par les trafiquants avant le départ

**Contrôle du territoire**
- Portion de route utilisée par les trafiquants, contrôlée par le clan indiqué
- Zone contrôlée par le clan indiqué

**RHIPTO - JANUARY 2018**
Source: UNHCR, Mixed Migration Trends In Libya, 2017

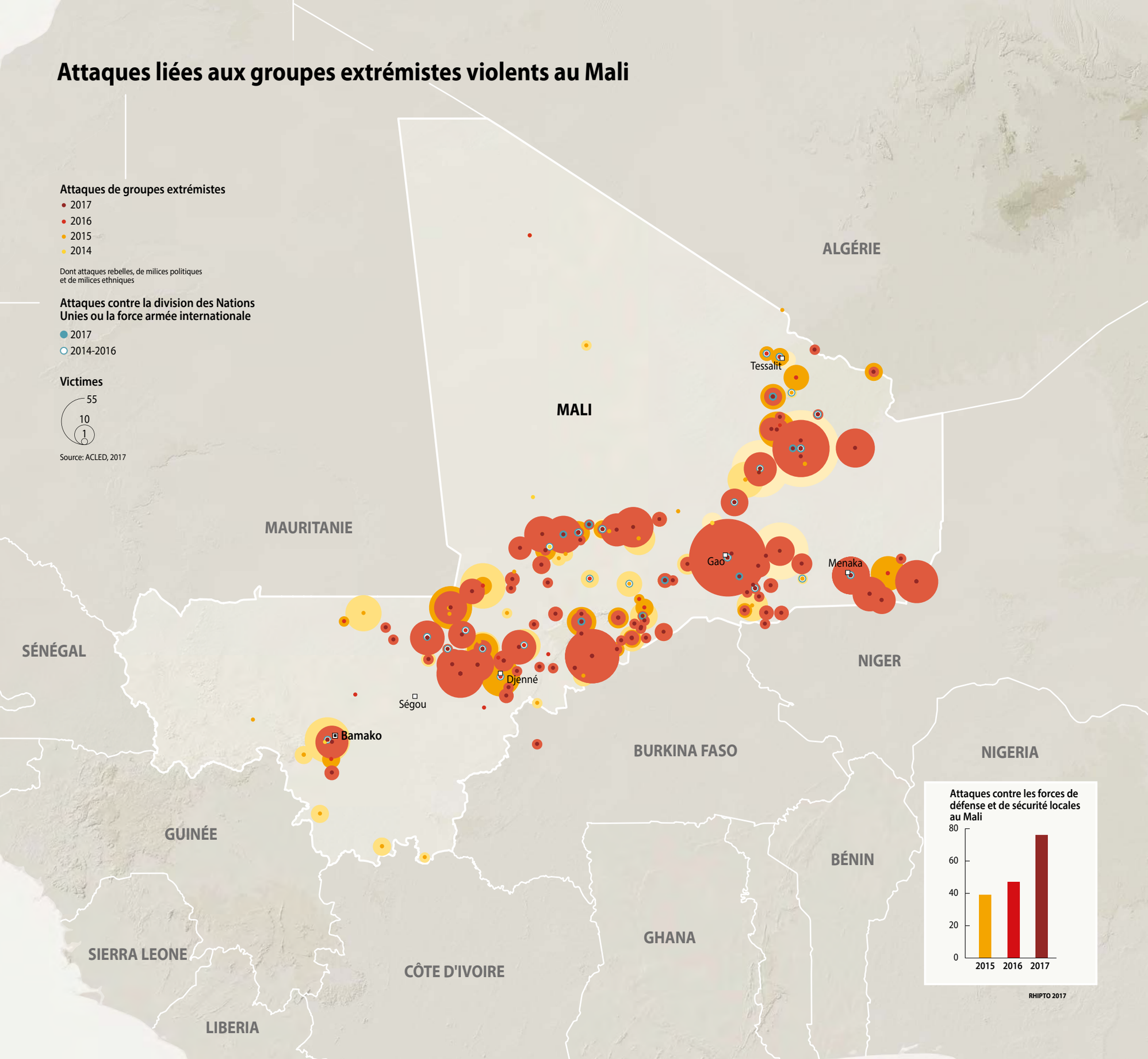
# Contrôle du territoire libyen et conflit
## Avril 2019




Sources: Associated Press; South Front; ACLED

RHIPTO - 2019

# Attaques liées aux groupes extrémistes violents au Mali





MALI – Des soldats maliens effectuent des patrouilles sur les routes à l'occasion de la visite du Premier Ministre malien à Ménaka, au Mali, le 9 mai 2018.
© AFP PHOTO / Sebastien Rieussec


MALI
FRANCE



SAHARA – Un jeune Touareg et son dromadaire dans le désert du Sahara occidental, en Afrique.
© iStock / Hadynyah

# Routes migratoires et menaces politiques au Niger




Sources: RHIPTO; Reuters press review 2018

**RHIPTO - Février 2018**



GRÈCE – Des migrants arrivent à Lesbos en canots pneumatiques, pour ensuite rester dans des camps de réfugiés dans l'attente du ferry qui les emmènera en Grèce continentale. 12 octobre 2015.
© Shutterstock / Anjo Kan

# 08 Le trafic illégal de migrants et la traite d'êtres humains



# Le trafic illégal de migrants et la traite d'êtres humains

Le trafic illégal et la traite de migrants sont deux activités qui se positionnent aujourd'hui, d'un point de vue économique, à la quatrième place des crimes les plus importants au monde, avec une valeur marchande estimée à au moins 157 milliards de dollars[96]. La mondialisation ainsi qu'un meilleur accès aux transports aux quatre coins du monde ont permis aux réseaux criminels d'organiser le déplacement de victimes réduites en esclavage, de réfugiés et de migrants à un niveau jusqu'ici jamais atteint, même pour des mouvements de masse.

EUROPOL et INTERPOL ont estimé que la valeur annuelle du trafic de migrants de l'extérieur vers l'intérieur de l'Europe en 2015 se situait autour de 5 à 6 milliards de dollars[97]. D'après plusieurs autres estimations, les passeurs d'êtres humains auraient touché en 2015 des revenus d'une valeur de 4,2 milliards de dollars environ en s'adonnant au trafic de personnes vers l'Europe et 672 millions de dollars pour la poursuite du voyage à l'intérieur du continent, ce qui donne un revenu total de 4,9 milliards de dollars en 2015. Les marges de profit pour les passeurs d'êtres humains (dans un écart de 10 à 50%) se situent entre 42 millions et 2,1 milliards de dollars pour les entrées en Europe, et entre 67 et 301 millions de dollars pour la suite du périple. Total des bénéfices pour l'année 2015 : de 489 millions à 2,3 milliards de dollars[98].

## Népal : recrudescence des réseaux de trafiquants pendant la guerre civile et l'après-guerre prolongée

Durant la guerre civile au Népal, un grand nombre de réseaux de contrebande se sont développés, comme il arrive souvent lors de conflits. Cependant, à la différence du braconnage de corne de rhinocéros dont l'incidence a été réduite voire même stoppée des suites d'efforts ciblés après la guerre, la traite de femmes et d'enfants destinés au travail forcé et à la prostitution au Népal a continué et alimente aujourd'hui le crime organisé.

## Libye : le trafic de migrants en période de conflits

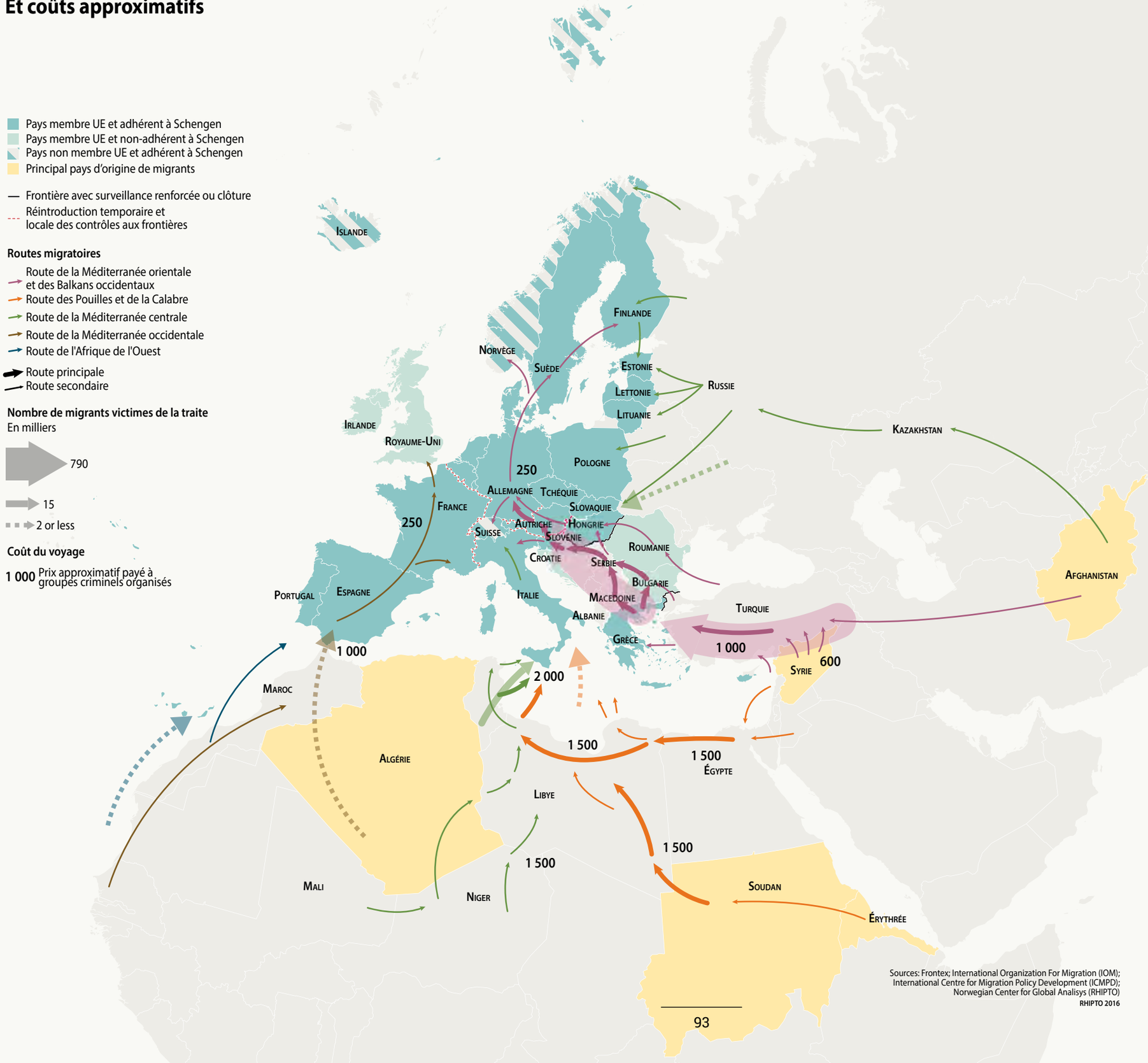
En se basant sur le nombre de migrants arrivés en Italie en 2016, combiné aux catégories de tarifs à payer pour les différentes étapes du voyage, on peut calculer les revenus et les profits générés par les groupes armés pour chaque étape. Environ 43 000 migrants ont emprunté la route est, tandis que 143 000 à 300 000 d'entre eux sont passés par la route ouest, avant que les deux flux migratoires ne se rejoignent à Sebha. Le prix à payer en moyenne sur la côte nord-ouest libyenne varie de 300 à 500 dollars, ce à quoi il faut ajouter entre 200 et 250 dollars pour le départ en bateau. Les contrebandiers et les trafiquants récupèreraient entre 15 et 30% de la somme totale. Le nombre de migrants ayant traversé la Libye en 2016, soit 186 000 à 343 000 individus, et l'absence d'indication signalant une diminution significative du flux migratoire, permettent d'affirmer que les revenus annuels de tous les groupes armés confondus se situent entre 93 et 244 millions de dollars, avec un profit net de 13 à 71 millions de dollars[99].

## Mali et Niger : migrants, cigarettes et conflits

En 2017, le GSIM a mené une attaque vers l'est envers les forces de la mission des Nations unies au Mali, la MINUSMA. Le GSIM opère également depuis le sud-est de la Mauritanie, d'où il progresse jusqu'au sud de Bamako en utilisant des caches d'armes sur leur passage. Ansar Dine, la Katiba Macina et Al-Mourabitoune, auparavant membres de la branche saharienne d'AQMI, ont fusionné avec le GSIM au début de l'année 2017. Le groupe est basé dans le Sahel, et sa zone de ralliement se trouve au Nord Mali. Il est responsable d'un grand nombre d'attaques contre les forces de maintien de la paix de l'ONU, depuis la Mauritanie et le Mali, le sud-ouest de la Libye et l'Algérie. Il est probable que le groupe se déplace de plus en plus vers le Niger afin de prendre le contrôle des réseaux de contrebande, qui représentent de nouvelles opportunités de revenus. Les sources exactes de son financement sont inconnues, mais elles sont principalement liées aux enlèvements contre rançon, au trafic de cigarettes et de drogue, aux taxations illégales, au racket de protection et au retour sur les investissements auprès des passeurs de migrants (par ex. les camions et le financement).

Les revenus du GSIM doivent être autour de 7 à 20 millions de dollars pour le trafic de drogue et les rançons, et de 11 à 15 millions pour les retours sur investissements dans le commerce de migrants, qui a lieu bien au-delà des territoires contrôlés par le groupe, à l'exception d'une partie de la traite localisée dans le sud-ouest. Le GSIM est le grand gagnant potentiel au sein des groupes salafistes/djihadistes. On soupçonne qu'il aie également fait appel au financement expatrié. Le groupe dispose probablement de 3 500 à 4 500 combattants.

# Trafic de migrants à destination et au sein de l'Union européenne en 2015
## Et coûts approximatifs

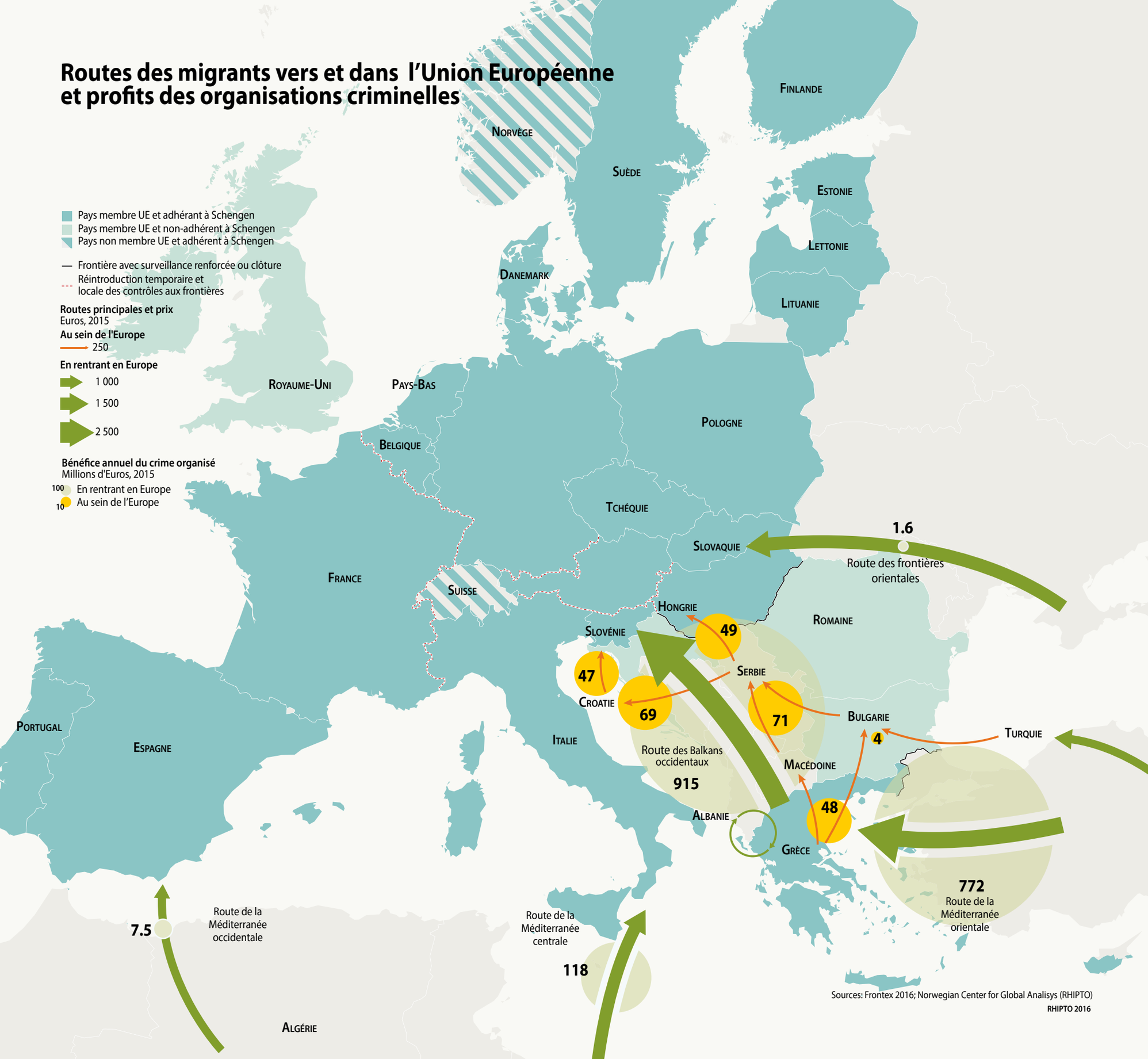




NIGER – Des réfugiés d'Afrique de l'Ouest traversent le Sahara, mettant le cap au nord vers la Lybie pour ensuite gagner l'Europe. Niger, 2005.
© Nature Picture Library / Steve O. Taylor



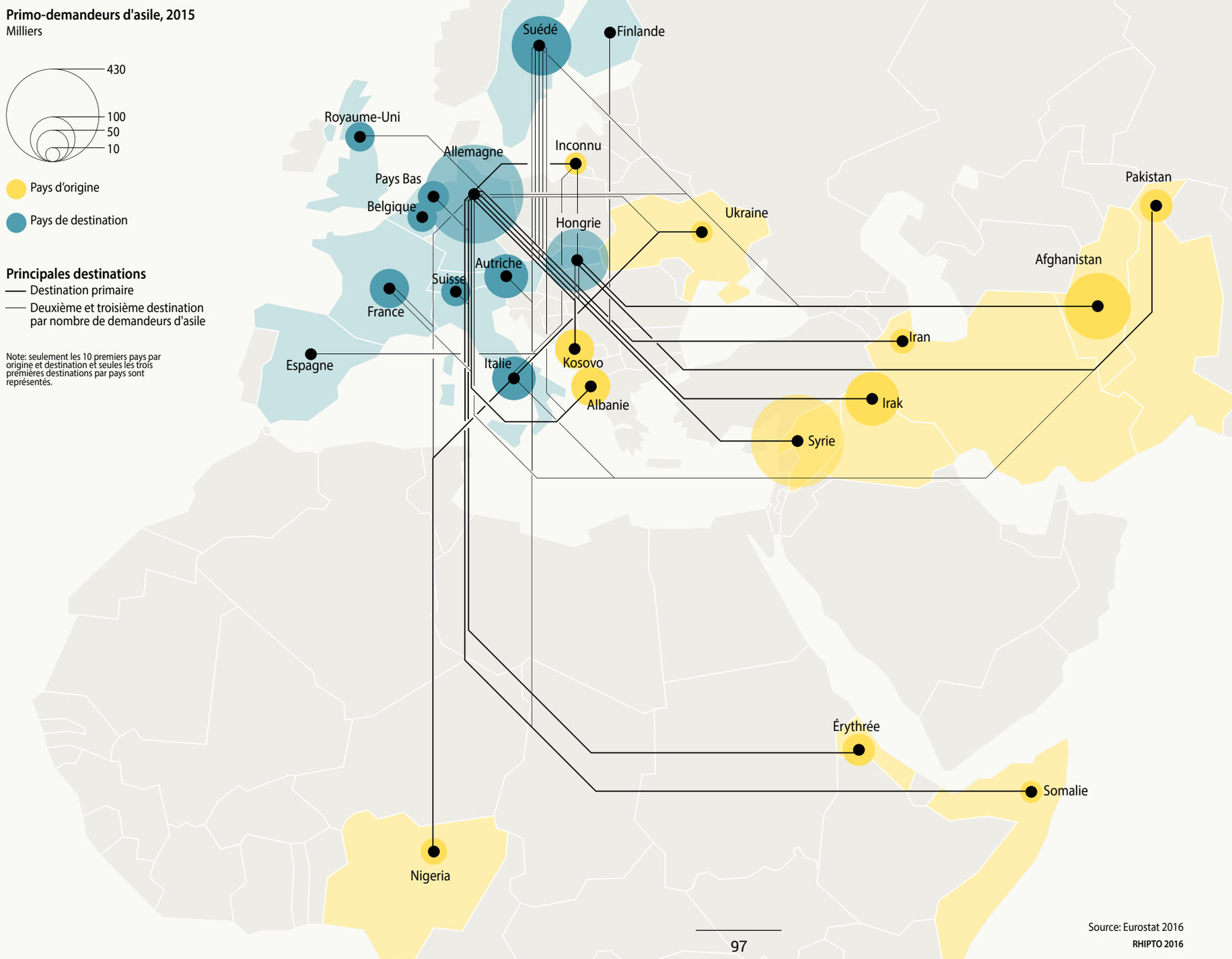
# Routes des migrants vers et dans l'Union Européenne et profits des organisations criminelles




Sources: Frontex 2016; Norwegian Center for Global Analisys (RHIPTO)

RHIPTO 2016

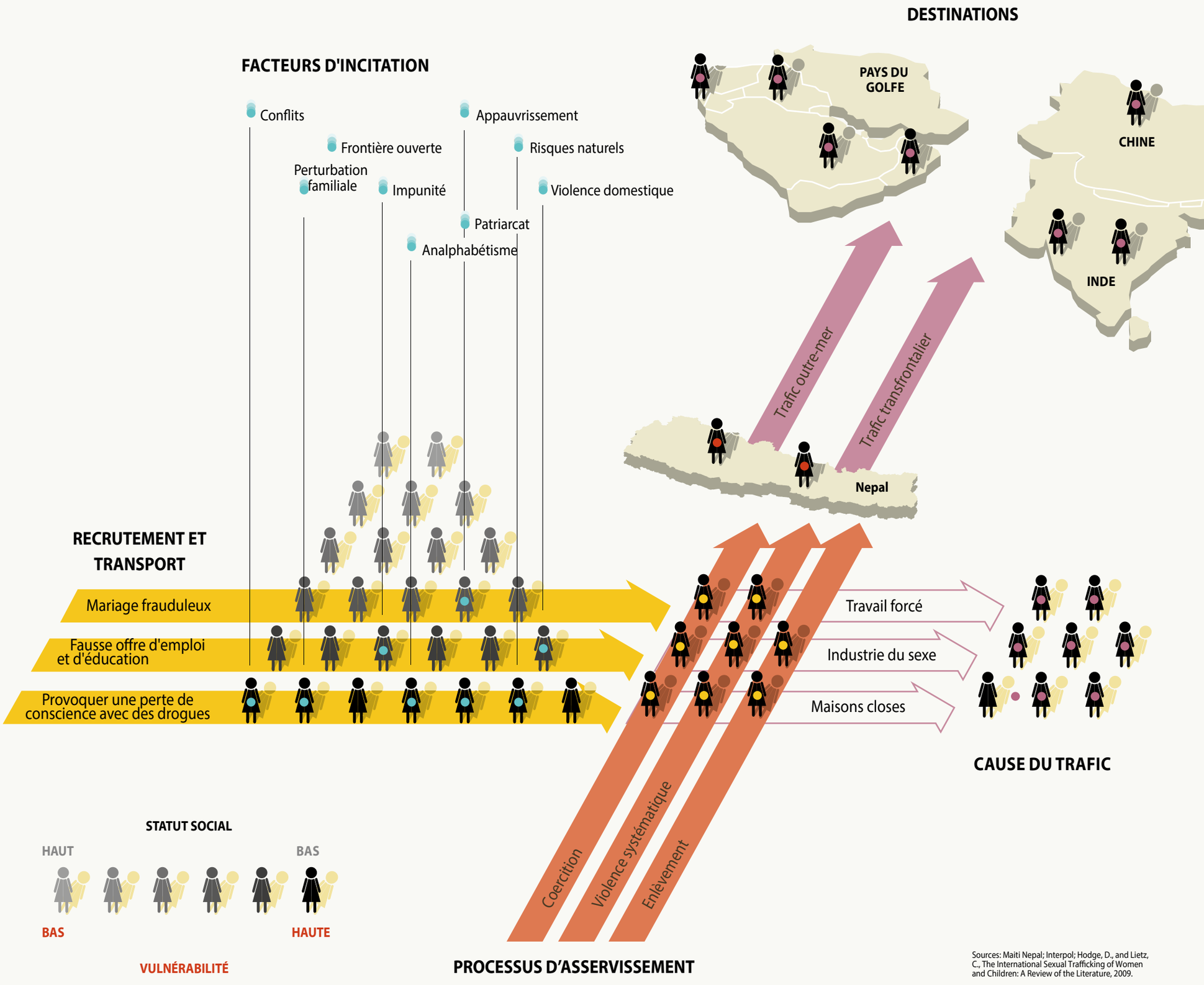
# Migrants dans l'UE: principaux pays d'origine et de destination




Source: Eurostat 2016

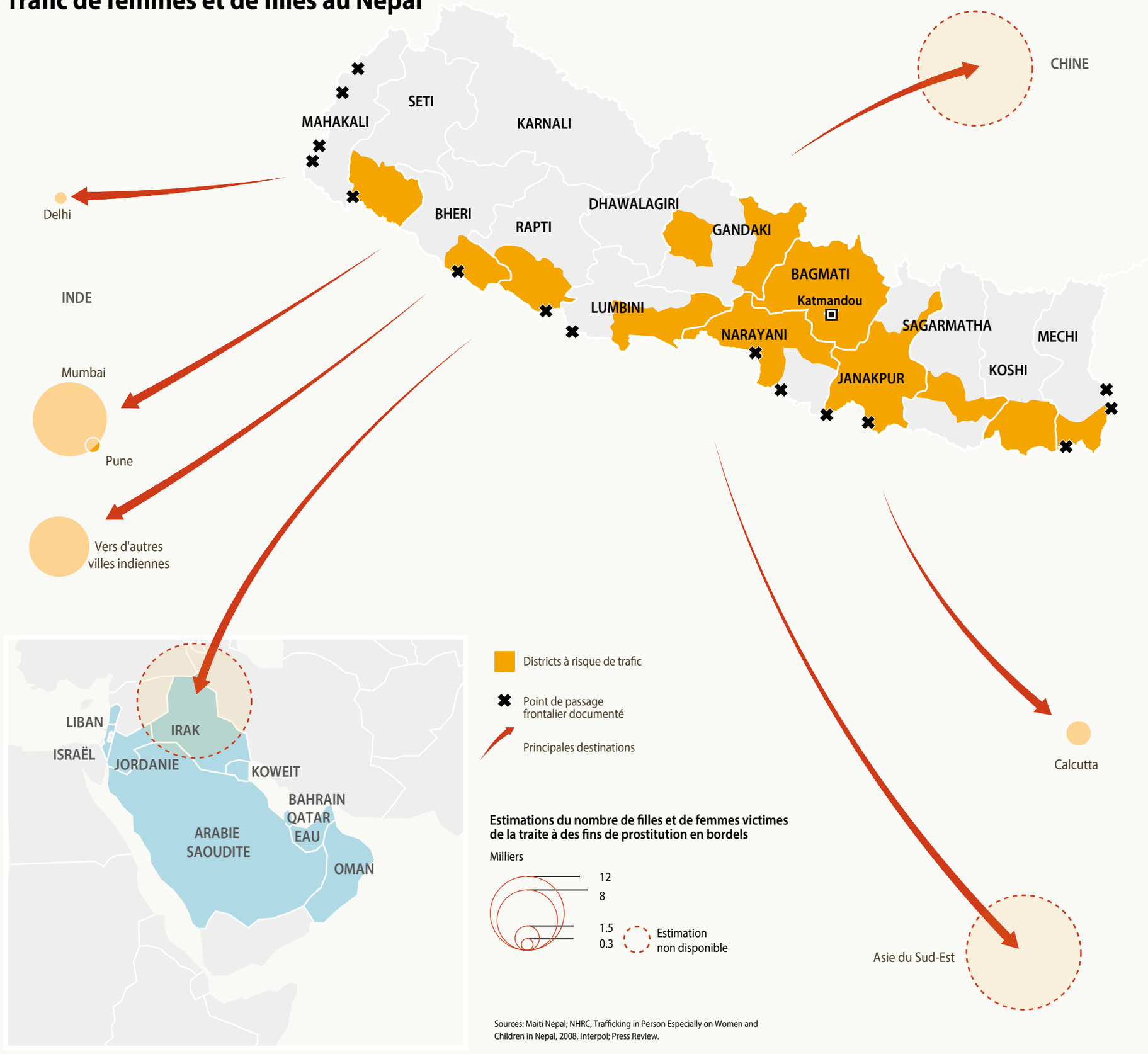
**RHIPTO 2016**

# Trafic d'êtres humains au Népal




Sources: Maiti Nepal; Interpol; Hodge, D., and Lietz, C., The International Sexual Trafficking of Women and Children: A Review of the Literature, 2009.

# Trafic de femmes et de filles au Népal




Sources: Maiti Nepal; NHRC, Trafficking in Person Especially on Women and Children in Nepal, 2008, Interpol; Press Review.

## USA : des points d'entrée multiples utilisés par les passeurs de migrants pour contourner la frontière mexicaine

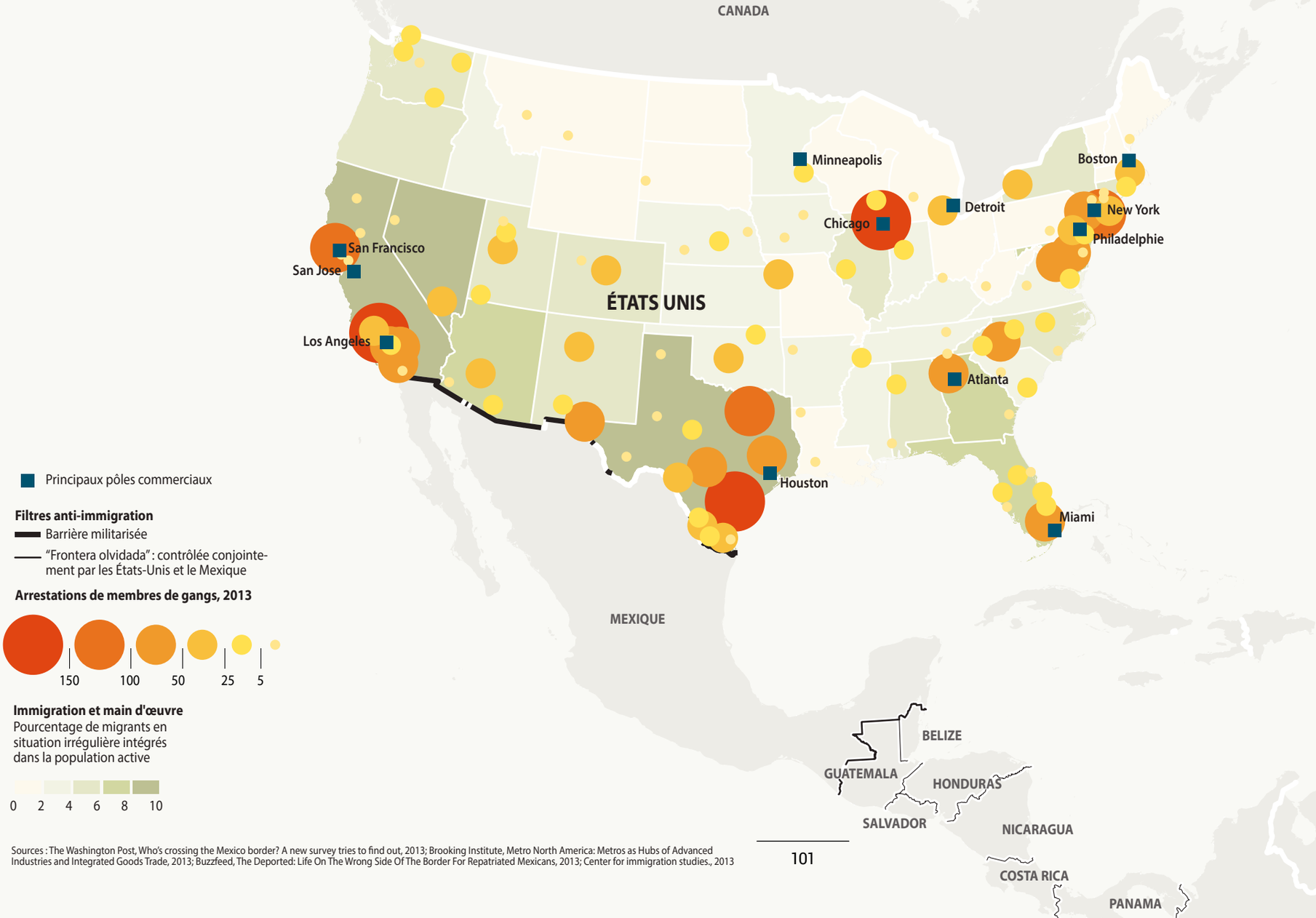
En Amérique, l'ONUDC a évalué qu'en 2010, 3 millions d'entrées illégales ont été recensées chaque année aux USA, dont 60 à 75% ont eu lieu clandestinement, et plus de 90% grâce aux services d'un passeur. Parmi ces personnes entrées illégalement sur le territoire, entre 14 500 et 17 500 sont des victimes du trafic d'êtres humains[100]. On estime que la facilitation de la traite à la frontière entre le Mexique et les États-Unis génère un revenu de 6,6 milliards de dollars par an[101], et on lui a souvent prêté des liens avec certains cartels de la drogue. En parallèle, les efforts des États-Unis pour contrer cette menace ont abouti à la création d'une patrouille frontalière de type paramilitaire, comptant plus de 60 000 gardes-frontière. Toutefois, les plaques tournantes de la contrebande faisant entrer des migrants aux États-Unis ne se cantonnent pas uniquement à la frontière mexicaine. Des stratégies plus sophistiquées sont nécessaires pour s'attaquer aux réseaux de contrebande.




ÉTATS-UNIS – Un garde-frontière observe les alentours depuis son petit navire patrouilleur momentanément arrêté le long de la rive texane, alors qu'il surveille le Rio Grande à l'affût d'étrangers clandestins qui tenteraient de traverser la frontière pour pénétrer aux États-Unis. De telles rencontres se produisent quotidiennement dans le secteur des opérations de patrouilles à la frontière de la vallée du Rio Grande.
© iStock / Vic Hinterlang

# Arrestations de gangs de trafiquants et centres de contrebande de migrants d'Amérique Latine aux États-Unis




Sources : The Washington Post, Who's crossing the Mexico border? A new survey tries to find out, 2013; Brooking Institute, Metro North America: Metros as Hubs of Advanced Industries and Integrated Goods Trade, 2013; Buzzfeed, The Deported: Life On The Wrong Side Of The Border For Repatriated Mexicans, 2013; Center for immigration studies., 2013



SYRIE – Explosion à la suite d'une frappe aérienne selon toute apparence effectuée par la coalition menée par les États-Unis sur Kobane, en Syrie, vue du côté turc de la frontière près du district de Suruc. 24 octobre 2014, Sanliurfa, Turquie.
© Shutterstock / Orlok



# 09 Combattants étrangers

## des itinéraires recoupant ceux des réseaux de passeurs

# Combattants étrangers : des itinéraires recoupant ceux des réseaux de passeurs

On compte au moins 5 600 combattants étrangers associés au groupe État Islamique[102]. Ces combattants se déplacent en suivant différents itinéraires : de la Libye vers l'Égypte, le Mali et la Mauritanie en direction du Sénégal puis hors du continent africain ; de la Turquie vers le Caucase, et notamment l'Azerbaïdjan pour traverser la mer Caspienne puis l'Iran ou le Turkménistan et rejoindre l'Asie Centrale (Ouzbékistan, Pakistan, Afghanistan, Kirghizistan, Tadjikistan), ou encore depuis la Turquie jusqu'aux Balkans, et notamment la Bosnie Herzégovine. Beaucoup sont également revenus en Europe de l'Ouest, en Tunisie et au Maroc. Les affirmations selon lesquelles un grand nombre des combattants étrangers du groupe État Islamique seraient originaires de la région des Grands Lacs en Afrique sont fausses.

Environ 14 900 combattants étrangers quittant les zones de conflits ont emprunté ces routes, tout du moins en partie, pour leur voyage de retour vers leur pays natal. Parmi eux, quelque 5 395 sont emprisonnés, 6 837 sont rentrés chez eux sans avoir comparu devant le système de justice pénale. Plus de 2 600 d'entre eux sont donc disparus, en plus des 7 000 qui ont péri, principalement en Syrie et en Irak[103].

Les groupes criminels organisés ont recours aux réseaux de contrebande qui permettent de plus en plus aux combattants étrangers de traverser les frontières vers des zones de refuges, et de réunir ou de transporter des ressources via des réseaux licites et illicites de flux financiers. Les plus de 2 600 combattants étrangers disparus sont partis de Syrie et d'Irak, et un nombre inconnu d'entre eux a fait le voyage jusqu'en Libye grâce à ces réseaux illicites de contrebande afin d'avoir accès à des ressources comme par exemple des faux papiers d'identité, et des itinéraires conduisant à des zones plus sûres.

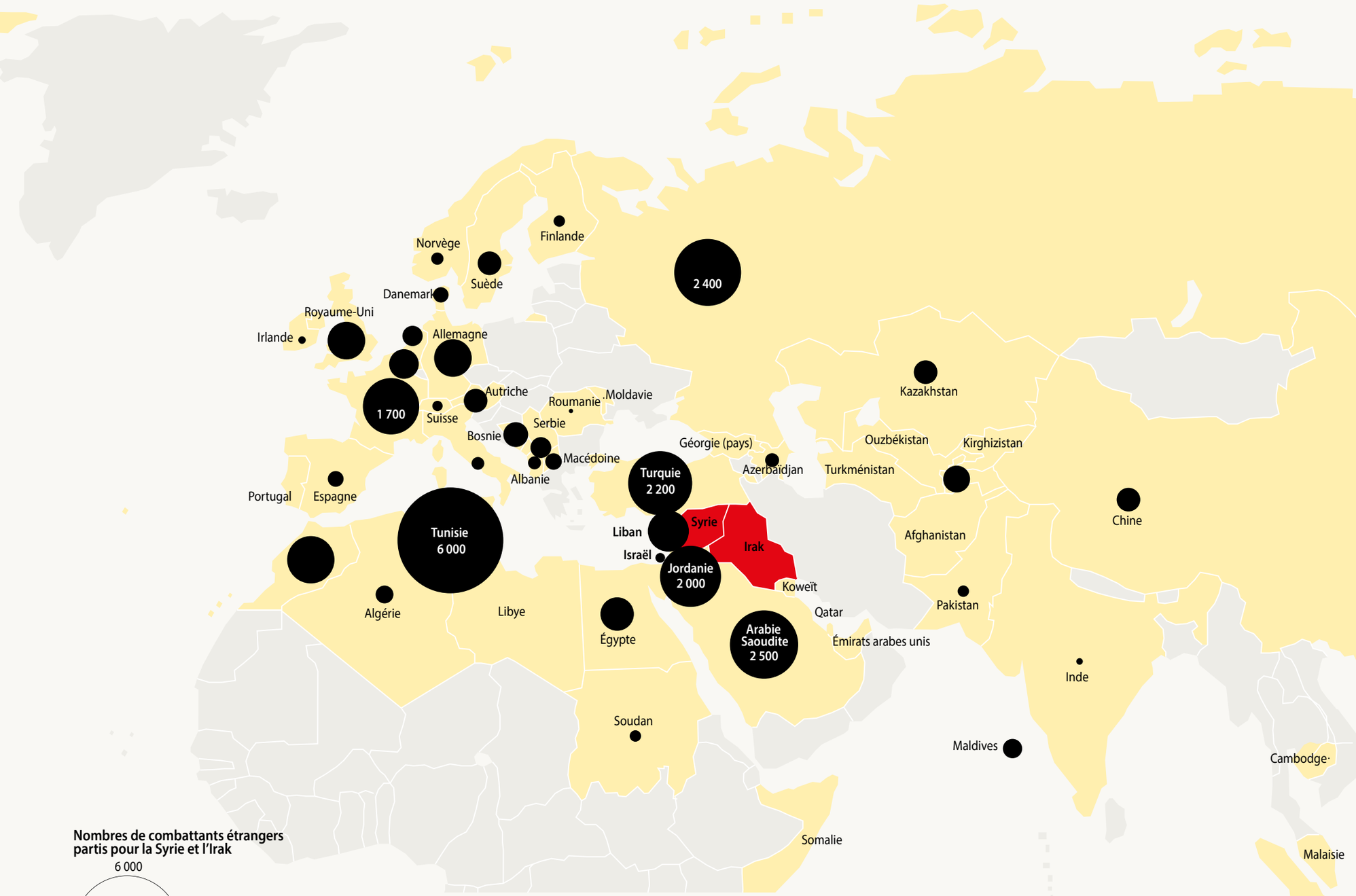


RUSSIE – Tchétchénie.
© Photographe inconnu



RUSSIE – Tchétchénie.
© Photographe inconnu

# Flux de combattants étrangers en Syrie et en Irak




**Nombres de combattants étrangers partis pour la Syrie et l'Irak**

6 000
2 000
500
10 or less

Pays d'origine
Pays de destination

Source: The Soufan Group, December 2015

Les combattants étrangers qui rejoignent les compats en Syrie, en Iraq et en Lybie viennent d'une large palette de pays - parmi lesquels la Tunisie et l'Arabie Saoudite, les plus importants en termes de nombres absolus, mais également les anciennes républiques soviétiques, la Jordanie et la France qui font partie des 5 principaux pays d'origine, et encore l'Asie Centrale et du Sud-Est. Au total, ils proviennent d'une centaine de pays.

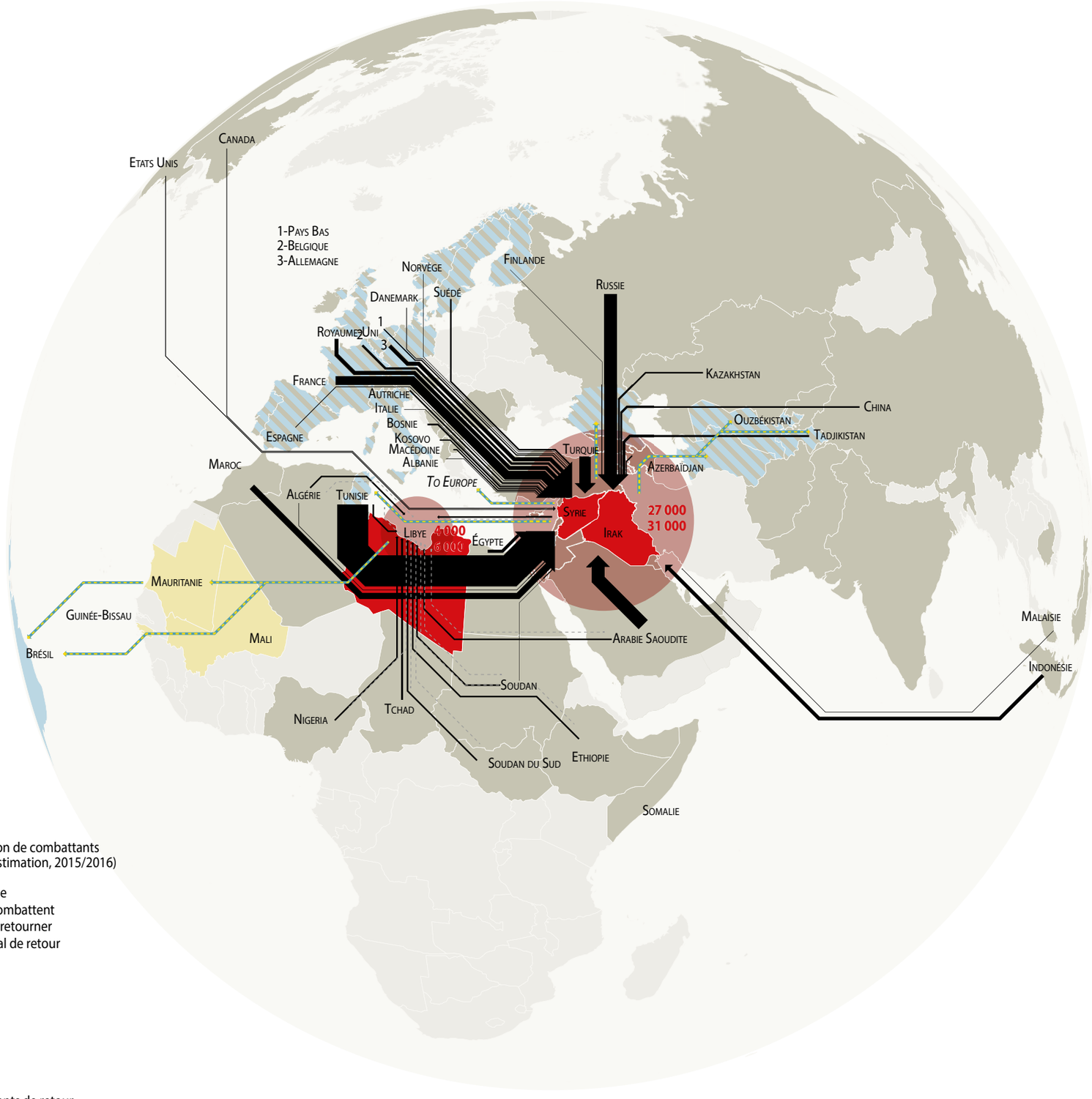
Les combattants étrangersnent souvent dans leur pays après des périodes de combat en Syrie et en Iraq. Les terroristes présumés ne peuvent donc pas être identifiés sur base de la race, de la nationalité ou de la religion. Le renforcement de l'information, de l'analyse et des capacités d'investigation, conjugué à l'accélération de mécanismes partagés de renseignements, sont vitaux pour la prévention et l'intervention rapide. Cependant, les migrations massives et les flux de réfugiés vers l'Europe, qui impliquent l'expansion des réseaux de trafiquants, de passeurs, et de fournisseurs de faux documents, facilitent également les mouvements d'individus criminels - dont des terroristes présumés.



RHIPTO 2017

# Combattants étrangers vers la Syrie, l'Irak et la Libye

## Et leur routes de retour




Concentration de combattants étrangers (estimation, 2015/2016)

Pays d'origine
Pays où ils combattent
Transit pour retourner
Pays principal de retour

**Routes et flux**

6 000
2 400
750
150

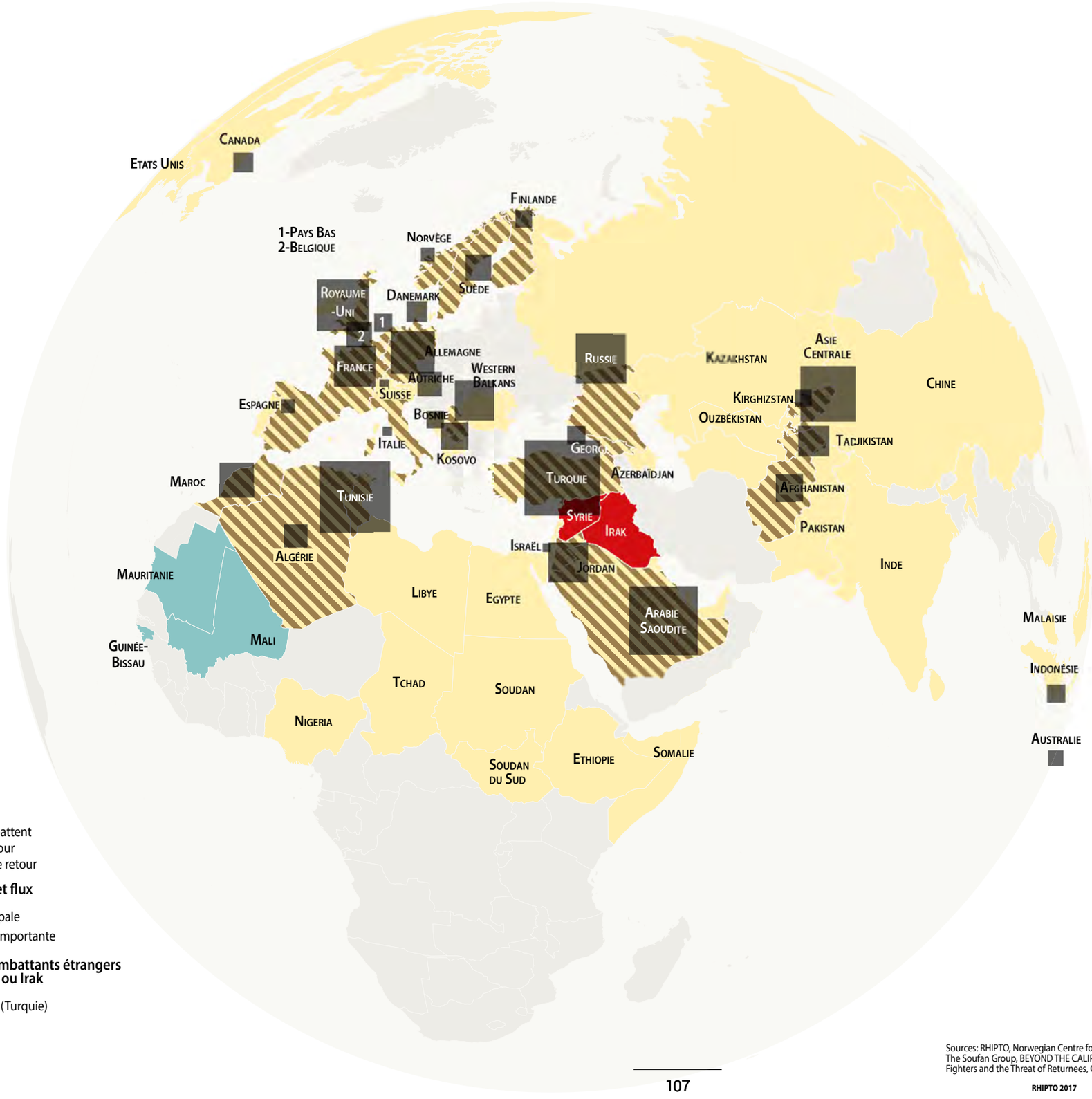
Combattants de retour des combats
Chiffres inconnus



Sources: RHIPTO, Norwegian Centre for Global Analyses; The Soufan Group, FOREIGN FIGHTERS - An Updated Assessment of the Flow of Foreign Fighters into Syria and Iraq, 2015; CNN and The Independent press review; Global Security.org

RHIPTO 2017

# Les combattants étrangers de retour de Syria et Iraq




Pays d'origine
Pays où ils combattent
Transit sur le retour
Pays principal de retour

**Routes de retour et flux**

Route principale
Autre route importante

**Estimation des combattants étrangers de retour de Syrie ou Irak**

900 (Turquie)
250
50
10

Sources: RHIPTO, Norwegian Centre for Global Analyses; The Soufan Group, BEYOND THE CALIPHATE: Foreign Fighters and the Threat of Returnees, October 2017

RHIPTO 2017




COLOMBIE – Un agent de la brigade des stupéfiants se met à l'abri tandis qu'un hélicoptère se pose sur un champ de coca à Tumaco, au sud de la Colombie. Mercredi 18 avril 2018.
© Photo par AP / Fernando Vergara

# 10 Drogues et financement des menaces

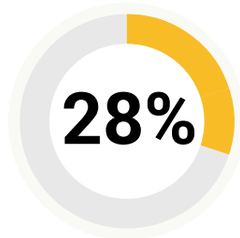




AFGHANISTAN – 27 mai 2016, des membres d'une faction dissidente des Talibans lors d'un rassemblement dans le district de Shindand dans la province d'Hérat, en Afghanistan.
© Photo par AFP / Allauddin Khan



# Drogues et financement des menaces




**des revenus des groupes armés les plus importants provient de la production, de la contrebande et de la taxation des drogues**

## Talibans : opium et héroïne

D'après l'armée américaine et le gouvernement afghan, les insurgés avaient le « contrôle » sur 2,2% de la population et exerçaient leur « influence » sur 9,2% d'entre eux vers la fin de l'année 2017, ce qui correspond à environ 3,7 millions d'Afghans, à quoi il faut ajouter 24,9% de la population, soit 8,1 millions de personnes, vivant dans des zones contestées. Au mois d'août 2017, 13% des districts municipaux de l'Afghanistan étaient sous le contrôle ou l'influence d'insurgés, le taux le plus élevé depuis au moins deux ans.

Fin 2017, les Talibans prétendaient avoir le contrôle de 34 des 400 districts du pays et disputer l'autorité sur 167 autres (affirmant y avoir un taux de présence de 40 à 97%). En pratique, les Talibans disputent la moitié du pays. Le groupe affirme contrôler la moitié des provinces de Helmand, Nimrôz, l'Orozgân, Ghazni et Zâbol, ainsi que la moitié de Kandahar.

On estime que le nombre des Talibans est de plus de 200 000 et qu'ils disposent d'une force d'intervention de 150 000 combattants, dont 60 000 sont opérationnels à plein temps. En tenant compte des roulements dus aux congés et aux autres motifs d'absence, la force d'intervention présente en Afghanistan ne dépasserait à aucun moment 40 000 hommes[104]. Les combattants permanents sont particulièrement mobiles et peuvent compter sur des zones de refuge, notamment au Pakistan, mais aussi en Iran, lorsqu'ils ne sont pas en mission en Afghanistan (ce qui représente un tiers du temps passé en dehors du pays pour le repos ou la détente). Par comparaison, les troupes américaines alignent 11 000 soldats en Afghanistan, tandis que le nombre des forces de sécurité du gouvernement afghan s'élève à 300 000 hommes (selon des données récemment répertoriées[105]).

Des combats ont récemment eu lieu entre les Talibans et le groupe État Islamique au nord-ouest de l'Afghanistan dans les provinces de Djôzdjân et de Fâryâb mais l'on sait que les deux groupes ont collaboré au moins une fois ensemble lors des attaques qui ont fait plus de 50 morts parmi les shiites du district de Sayyad, dans la province de Sar-é Pol, en août 2017. Une coopération probablement due à des affiliations familiales ou tribales plutôt qu'à des considérations stratégiques.

Les Talibans ont mené huit attaques de grande envergure en 2017, tuant non seulement des membres des forces de sécurité afghanes mais également des civils, faisant ainsi entre 15 et 150 victimes par attaque. L'ampleur de ces offensives et l'accroissement du contrôle exercé par les insurgés sur la population affaiblissent la crédibilité des forces de sécurité du gouvernement.

En 2017, la production d'opium en Afghanistan était de 9 000 tonnes métriques (soit 87% de plus qu'en 2016), cultivées sur une surface de 328 000 hectares (en hausse de 63% par rapport à 2016), l'équivalent d'une valeur à la sortie d'exploitation de 1,4 milliard de dollars selon l'ONUDC. La plus forte croissance a été observée dans la province d'Helmand, suivie par Kandahar, Bâdghîs et Fâryâb.

L'ONUDC estime que les groupes armés non étatiques d'Afghanistan ont levé environ 150 millions de dollars en 2016 grâce à la taxation de la production d'opium. En 2011/2012, le Comité du Conseil de sécurité de l'ONU a cité une estimation du gouvernement afghan selon laquelle un quart des revenus des Talibans proviendrait d'activités liées à l'opium, l'équivalent de 100 millions de dollars sur un revenu total de 400 millions de dollars. En 2010, la CIA a estimé que le groupe était principalement financé par des taxes non liées au trafic de drogue, et par des donations du Pakistan ainsi que de certains pays du Golfe Persique. Comme le démontrent ces exemples, des organismes ayant des perspectives et des priorités différentes se sont penchées sur la question tout au long de la guerre en Afghanistan[106].

En 2017, l'ensemble de la récolte de pavot était de 9 000 tonnes métriques. Le prix de l'opium frais varie selon les régions, dans une fourchette allant de 52[107] à 155[108] dollars par kilogramme et 182 dollars pour l'opium cuit[109]. En partant du prix à la sortie d'exploitation de l'opium frais on aboutit par conséquent à une récolte d'un montant compris entre 468 millions et 1,4 milliard de dollars. En admettant que les Talibans taxent les trois quarts de la zone qu'ils contrôlent (et il est prouvé qu'ils taxent effectivement les parties rurales de districts censés être sous l'autorité du gouvernement, soit environ un quart des districts du pays), cela revient à une taxation de 100% à l'échelle de 60% des terres. Les prix varient selon la saison, l'année et même le district, sans compter la région. Les données empiriques dont on dispose actuellement ne permettent pas d'analyser ces variations, et ne le permettront sans doute jamais. Pour le moment, en extrapolant à partir de la taxe de 1,125 kg par hectare[110] que les Talibans imposent dans l'Helmand, en se basant sur une perception à 60% de l'ensemble, on arrive à près de 221,4 tonnes d'opium pour la récolte entière, soit une valeur totale comprise entre 11,5 et 34,3 millions de dollars[111]. À cela, il faut ajouter la taxation des véhicules aux postes de contrôle, mais ceci est extrêmement difficile à quantifier sans informations spécifiques, étant donné que les biens transportés ne transitent pas uniquement via quelques ports, comme c'est le cas du charbon de bois en Somalie par exemple (voir Chapitre 3).

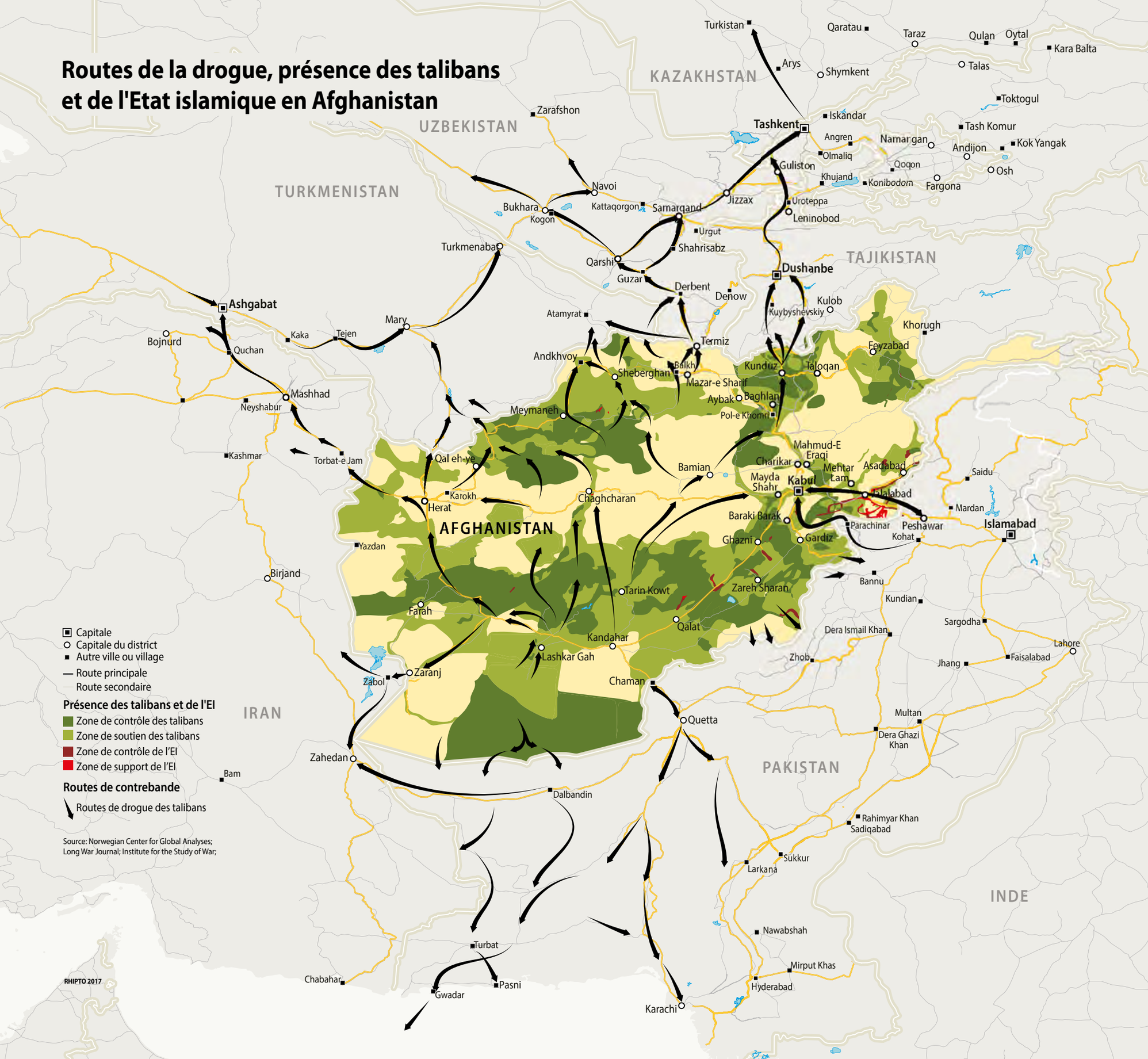
Dans les deux districts de Nad Ali et de Marjah, que David Mansfield a étudié de près en 2016, 66% du revenu des Talibans provenait d'une taxe sur l'opium (2,46 millions de dollars) ; 8,2% (soit 305 000 dollars) correspondait à une taxe sur les terres, et 25% (935 000 dollars) à une taxe sur le blé[112]. Également 2016, dans le cas du district de Bakwa, situé dans la province de Fârâh, la taxation était basée sur un modèle complètement différent : le nombre de puits tubés, pour un total compris entre 287 000 et 766 000 dollars[113].

Dans les deux districts d'Helmand cités plus haut, les deux tiers du financement des Talibans provenaient de l'opium, alors qu'à Fârâh, le district qui vient d'être mentionné, l'opium est au contraire totalement absent. Leur financement au Pakistan est également bien connu, même s'il est difficile d'obtenir des chiffres précis[114]. Au vu des dépenses que représente le maintien d'une force permanente de 40 000 combattants, et de 20 000 autres hors du pays, ainsi que ses ambitions d'épargner des fonds destinés aux futures dépenses de gouvernance, le financement annuel du groupe doit se situer dans une fourchette de 50 à 100 millions de dollars (et probablement plus près des 100 millions), avec un tiers venant de l'opium, soit un budget annuel de 75 à 95 millions de dollars, toutes sources confondues.



Champ de pavots à opium.
© Shutterstock / Zoran Orcik

# Routes de la drogue, présence des talibans et de l'Etat islamique en Afghanistan





AFGHANISTAN – Des fermiers récoltent de l'opium brut dans un champ de pavots, dans le district de Zhari dans la province de Kandahar, en Afghanistan.
© Photo par AP / Allauddin Khan





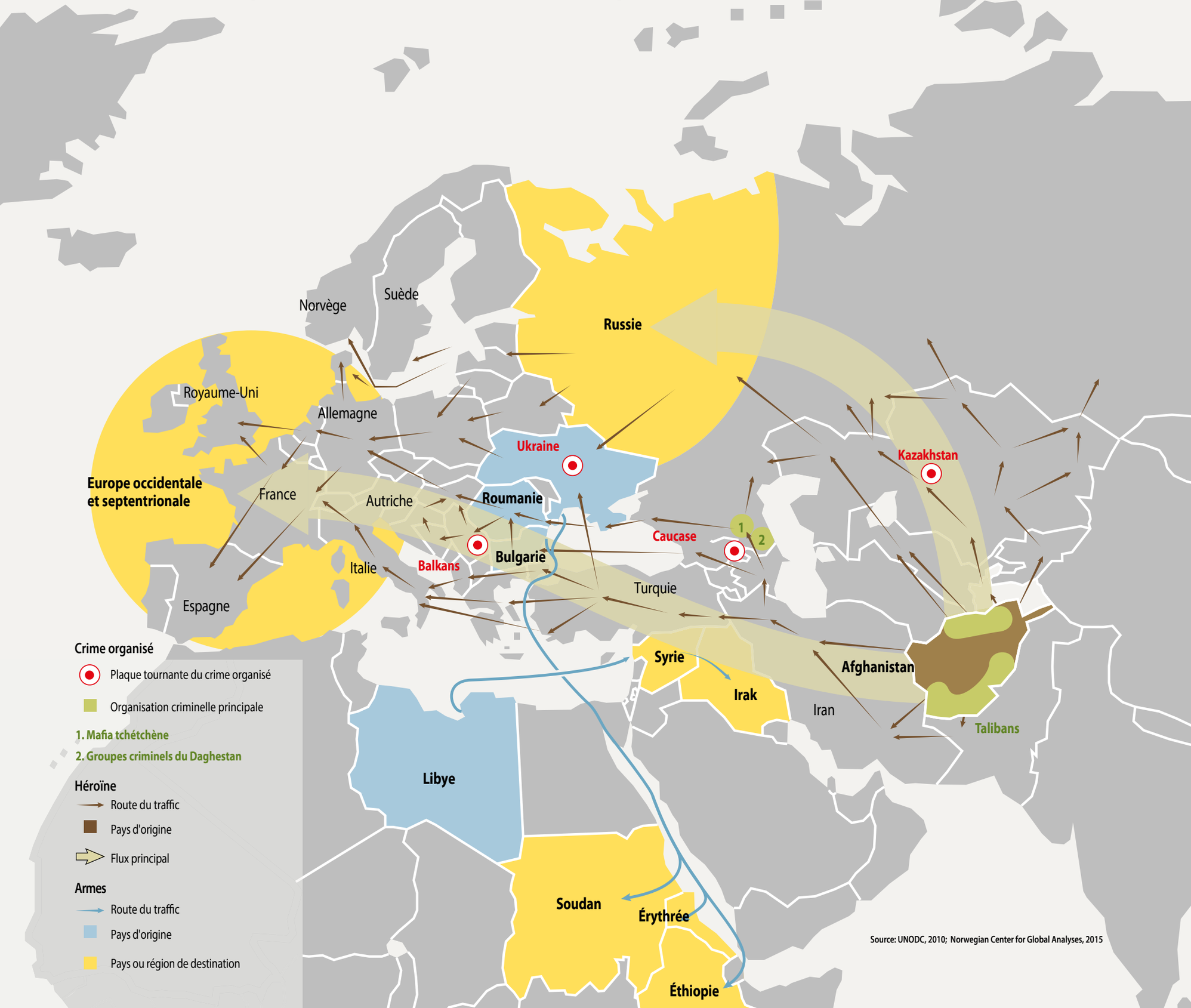
AFGHANISTAN – 1 Mai 2014, Des hélicoptères militaires volent pendant que des enfants marchent à la périphérie de Kaboul.
© Reuter / Mohammad Ismail





AFGHANISTAN – Des véhicules des forces spéciales en mission.
© iStock / Analisa Hegyesi

# Routes de la drogue et “threat finance” du crime organisé d'Europe de l'Est




Source: UNODC, 2010; Norwegian Center for Global Analyses, 2015



COLOMBIE – Des forces militaires colombiennes surveillent les territoires où les guérillas des FARC sont toujours actives. Des soldats font des patrouilles sur la rivière de montagne, 6 novembre 2012, La Macarenia, Colombie.
© Shutterstock





COLOMBIE – Des soldats veillent sur des ouvriers qui arrachent des plantations de coca, dans le cadre d'un programme gouvernemental de lutte contre les stupéfiants dans la province de San Francisco, municipalité située dans le département d'Antioquia. 11 mai 2009.
© Reuters / Fredy Amariles



## FARC : cocaïne et activités minières illicites

Le mouvement révolutionnaire d'insurgés colombiens, les FARC, en guerre contre le gouvernement depuis 1964, a procédé à son propre désarmement pour s'intégrer à la vie politique en tant que parti en juin 2017. Dans les années 1980, les FARC trouvaient leur financement dans des denrées primaires tels que le bétail et d'autres produits agricoles, ainsi que dans le pétrole et l'or. Ils ont également participé aux activités de contrebande frontalière(s)[115]. Jusqu'à 1981, ils considéraient que la cocaïne et la marijuana étaient contre-révolutionnaires, mais de peur de s'aliéner des fermiers locaux et bien conscients des avantages financiers, les FARC changèrent de stratégie vis-à-vis de la drogue. La première taxe qu'ils imposèrent, la « gramaje » s'appliquait aux fermes. Celle-ci fut ultérieurement étendue à la fois à la taxation systématique de la culture du coca ainsi qu'à toute infrastructure ou itinéraire liés au transport logistique de ce produit.

En 1998, le gouvernement colombien a évalué que les groupes paramilitaires illégaux, et notamment les mouvements de guérilla comme les FARC, gagnaient 551 millions de dollars par an grâce au trafic de drogue, 311 millions de dollars grâce à l'extorsion et 236 millions de dollars grâce aux enlèvements contre rançon[116].

Lors des dernières années de leur insurrection, les guérillas des FARC ont quitté les zones montagneuses pour installer plusieurs campements en Amazonie colombienne, y compris dans des territoires au nord de la frontière brésilienne jusqu'à l'extrémité est du pays, en-dehors des zones de production de drogue. Ces dernières années, les FARC ont tiré environ 20% de leurs revenus de l'extraction illégale d'or. Le Front 34 de l'organisation aurait gagné plus d'1 million de dollars par mois en rackettant les ouvriers des mines[117].

Lors du processus de paix, les FARC ont déclaré dans un inventaire que leur fortune s'élevait à 332 millions de dollars, y compris des actifs à hauteur de 147 millions de dollars de biens immobiliers, 10,5 millions de dollars de bétail, 70 millions de dollars en armements et l'équivalent de 10,7 millions de dollars en or. InSight Crime a calculé en 2015/2016 que les FARC disposaient d'actifs d'une valeur de 580 millions de dollars à l'époque, qui provenait en réalité pour l'essentiel de la drogue et d'activités minières illicites[118]. Le processus de paix a été honoré par environ 10 000 membres des FARC, mais plusieurs milliers d'entre eux, guidés par le groupe de dissidents du Front 1, le rejetèrent ou n'y participèrent pas. On pense qu'environ 2 500 d'entre eux auraient formé une mafia d'ex-FARC, certains membres se faisaient appeler le Bloc de l'est et seraient devenus des acteurs majeurs dans le trafic de cocaïne. Ils opèrent à partir d'une structure entrepreneuriale relativement peu hiérarchisée et ont pris le contrôle de points d'étranglements stratégiques frontaliers du Venezuela et du Brésil[119].

La présence d'un degré de corruption élevé dans la chaîne de commandement, et le fait que des milliers de membres des FARC ou des cadres de leurs militants de soutien temporaire soient partis ou ne respectent le processus de paix, ou bien qu'ils se soient rebellés pour rejoindre des groupes criminels, pourraient expliquer ces divergences. Enfin, les actifs détenus à l'étranger ne figurent pas dans l'inventaire[120].

Les FARC contrôlaient environ 60 à 70% des zones de production de feuilles de coca et se positionnaient comme le principal acteur de cette activité. Leurs revenus provenaient majoritairement de la taxation, variant de 35 à 150 dollars par kilogramme de cocaïne base[121], et le groupe montrait un certain degré d'implication dans la production et plus largement la taxation des laboratoires et des transports de la cocaïne base[122]. En 2016, les cultures de coca (qui s'étendent sur plus de 188 000 hectares et offrent une production moyenne de 7 kg de cocaïne par hectare) auraient produit une récolte maximale de 1 200 tonnes, d'après InSight Crime. La production de cocaïne pour l'année 2015 était d'environ 646 000 kg d'après l'ONUDC[123]. Le prix de la cocaïne base était de 621 dollars par kilogramme en 2016, contre 1 633 dollars pour la cocaïne[124]. La valeur totale de la cocaïne pour la récolte entière serait d'1,05 milliard de dollars, d'après les chiffres de production donnés par l'ONUDC. InSight Crime a calculé que les bénéfices qu'on fait les FARC uniquement grâce au trafic de cocaïne se situeraient autour des 267 millions de dollars, dont 67,9 millions seraient associés à la taxation de la cocaïne base, 169,5 millions à la production de cocaïne et 30 millions à d'autres types de taxes illégales. Une autre partie des bénéfices viendrait de l'héroïne (5 millions de dollars), de la marijuana (30 millions de dollars), de la taxation sur le bétail (4,5 millions), de l'extorsion d'entreprises (76,8 millions de dollars par an) et de l'extraction minière illégale (200 millions de dollars), totalisant 580 millions de dollars en 2015 dont environ 200 millions ont été accaparés par des commandants corrompus[125].



COLOMBIE – Les guérillas des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) écoutent un « cours » sur le processus de paix entre le gouvernement colombien et leur mouvement, dans un camp situé dans les montagnes colombiennes. 18 février 2016.
© Photo par AP / Luis Acosta


FARC-EP

# Les routes du trafic de drogue en provenance de Colombie




Sources: STRATFOR, UNODC, European Monitoring Center for Drugs and Drugs Addiction; Colombia Reports




COLOMBIE – Un soldat monte la garde près de paquets contenant de la marijuana dans une base militaire à Cali, en Colombie, vendredi 22 août 2008. D'après l'armée colombienne, 6,7 tonnes de marijuana furent confisquées aux rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie, les FARC, près de Cali.
© Photo par AP / Christian Escobar Mora




LIBYE – Ajdabiya, 7 Avril 2011, rebelles libyens se rendent sur une ligne de bataille où ils affronteront l'armée du colonel Mouammar Kadhafi.
© Shutterstock / Rosen Ivanov Iliev




## Les nouvelles « drogues des djihadistes »

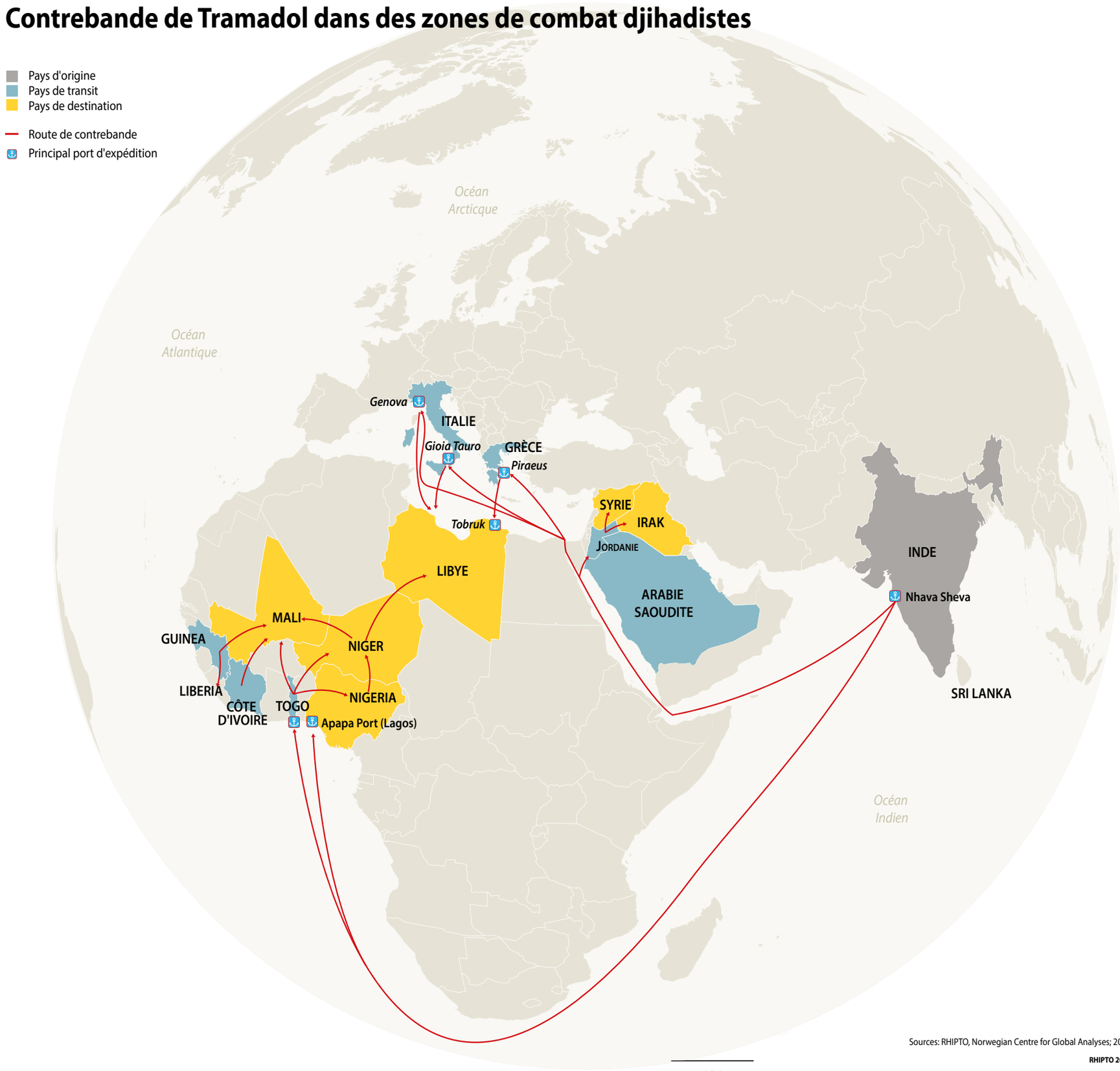
Depuis 2015, on observe un accroissement du nombre de rapports sur la contrebande et l'utilisation intensive de tramadol (un analgésique opioïde) et de Captagon (un psychostimulant qui accroît la vigilance) par les combattants djihadistes, plus spécialement ceux du groupe État Islamique. Ces deux substances, souvent surnommées « drogue des djihadistes » ou « pilule du courage ». Captagon est la marque sous laquelle est commercialisée la fénétylline, un composé d'amphétamines et de théophylline, qui augmente le niveau d'alerte. Le tramadol soulage la douleur et permettrait soi-disant d'atténuer la peur et le stress lors de combats en libérant, dans certains cas, des sérotonines procurant ainsi un sentiment de bien-être ou de joie. Le Captagon stimule l'attention et diminue l'épuisement et le besoin de sommeil.

On trouve ce type de consommation de drogue au Moyen Orient dans la majorité des cas, et elle est également très présente en Syrie et en Irak, y compris chez les combattants tchétchènes, mais elle devient de plus en plus courante dans la région transsaharienne, notamment au Mali, au Niger, au Nigéria, au Tchad et en Libye. Le groupe État Islamique s'est trouvé directement impliqué dans la contrebande et la vente de drogues des djihadistes, et pas uniquement auprès de leurs propres soldats. Les comprimés pénètrent la région depuis la Grèce et le port de Tobrouk, en Libye, mais également depuis Lomé (au Togo), Cotonou (au Bénin) et le Nigéria. La plupart de ces cachets partent d'Inde. L'utilisation croissante de cette drogue par les combattants djihadistes dans la région transsaharienne, la Libye et le Nigéria dénote vraisemblablement une augmentation des activités de contrebande par le groupe État Islamique et les groupes djihadistes associés.



LIBYE – Des rebelles libyens à Tripoli. 21 août 2011.
© Lightroom Photos / Fyson Lathbury

# Contrebande de Tramadol dans des zones de combat djihadistes




Sources: RHIPTO, Norwegian Centre for Global Analyses; 2018

RHIPTO 2018



RDC – Nouvelles recrues des FDLR, un groupe rebelle, commencent l'entraînement dans les régions montagneuses de la République démocratique du Congo, dans la province du Nord-Kivu. Chai, Nord-Kivu, RDC. 29 mars 2014.
© iStock / Jon Brown



# 11 Financement du terrorisme et des groupes rebelles

## taxations illégales, drogues, contrefaçons, ressources naturelles et migrants



RDC – Exploitation aurifère artisanale dans une rivière de Mwenga, au Sud-Kivu, en République démocratique du Congo.
© Riccardo Pravettoni



# Terrorist and rebel finance: Taxation, drugs, counterfeits, natural resources and migrants

| | Incomes to seven armed groups + groups in DRC US$ millions | % |
|---|---|---|
| **Drogue** | 330 | 28 |
| **Charbon** | 15 | 1 |
| **Antiquités** | 15 | 1 |
| **Enlèvement contre rançon** | 36 | 3 |
| **Financement externe et dons** | 36 | 3 |
| **Confiscations et pillages** | 99 | 9 |
| **Taxation et extortion (hors drogue)** | 197 | 17 |
| **Exploitation minière illégale** | 203 | 17 |
| **Pétrole et gaz** | 230 | 20 |
| **Total** | **1 160** | **100** |

Le financement cumulé des sept principaux groupes terroristes/rebelles, qui combinent insurgés et terroristes (Al-Chabab, Boko Haram, les FARC, HTS, le GSIM, le groupe État Islamique et les Talibans) ainsi que plusieurs groupes qui opèrent dans l'est de la RDC, est compris approximativement entre 1 et 1,39 milliards de dollars par an. La taxation des ressources naturelles et des drogues est la source de revenus la plus importante et généralement la plus disponible et facile d'accès. Cela va de la taxation des véhicules aux postes de contrôles frontaliers, aux produits agricoles, en passant par le racket de protection visant les activités commerciales et les taxes religieuses.

Les chiffres présentés ici sont la mise à jour d'un ensemble de travaux accumulés au cours de ces dernières années, montrant les meilleures estimations basées sur des rapports officiels, des évaluations universitaires et le renseignement criminel[126]. Les groupes d'insurgés financent principalement leurs activités grâce à la taxation illégale de la population, une activité commerciale illicite (que ce soit au niveau des drogues, des minerais, de l'or, du charbon ou du bois) ou bien grâce à des taxes imposées aux migrants. Lorsqu'ils n'exercent pas un contrôle territorial, ce qui est typique des groupes terroristes, les financements impliquent plus fréquemment une certaine mobilité, telle que les enlèvements contre rançon ou la contrebande de produits de grande valeur comme les drogues.

Les sept groupes armés non étatiques principaux dont il est question dans cette étude comportent des marques d'insurrection et de terrorisme. Aucun d'entre eux ne peut être qualifié de groupe purement terroriste ou insurrectionnel, mais on peut situer les caractéristiques qui motivent la tendance au terrorisme ou à l'insurrection les unes par rapport aux autres sur un continuum. Ils sont insurgés[127], en ce sens où cherchent à imposer un changement politique à un régime en place, et possèdent ou aspirent à posséder des territoires. Ces dimensions s'appliquent particulièrement aux FARC et aux Talibans, mais également à Al-Chabab et au groupe État Islamique dans une très large mesure. Ils sont tous également des terroristes[128], du fait qu'ils sèment la terreur en se livrent sur des civils à des violences et à des exactions hors de toutes contraintes légales ou morales, pour l'effet produit sur les différents publics visés. Ceci s'applique particulièrement au GSIM, à HTS, à Boko Haram et au groupe État Islamique, mais également aux Talibans et, dans une certaine mesure, aux FARC.



SUDAN – Des hommes travaillent dans une mine d'or au Soudan du Nord. 1er décembre 2007.
© iStock / Maciej Jawornicki

**Le groupe État Islamique** reste la menace la plus sérieuse de par son rayonnement international et les réserves financières dont on soupçonne l'existence. Depuis le mois de mai 2017, le groupe générait jusqu'à 10 millions de dollars par mois en revenus. À la mi-2018, ses financements en Irak et en Syrie représentent probablement un dixième de cette somme, soit un total de 6 à 24 millions de dollars par an. Une somme considérable, dont on ignore le montant exact mais qui dépasserait les 100 millions de dollars, a été acheminée hors d'Irak et de Syrie, et une partie a été blanchie dans des investissements dans ces deux pays ainsi que dans des pays voisins. La capacité actuelle du groupe est estimée autour de 15 600 hommes, dont 5 600 combattants étrangers de retour chez eux, et une force d'attaque de 5 000 combattants actifs subsiste en Syrie et en Irak (et probablement un nombre au moins similaire à celui-là qui se fait discret).

**HTS** est une fusion de ce qui était autrefois les groupes d'Al-Qaïda, qui opéraient sous le nom de « Jabhat al Nusra », pendant un temps en Syrie. Leur relation avec la structure centrale de commandement d'Al-Qaïda fait actuellement débat, mais ne devrait cependant pas être sous-estimée. Ils disposent d'environ 10 000 hommes, sont financés par la taxation illégale, par des donations et des enlèvements contre rançon, mais leur financement manque de ressources à hauteur d'environ 8 millions de dollars par an. Avec des dépenses s'élevant à 19 millions de dollars, le groupe reste dépendant des finances expatriées de la part d'organisations à hauteur de 11 millions de dollars environ.

**Le GSIM** est le cœur de la fusion d'Al-Qaïda au Sahel, qui regroupe l'ancienne branche d'AQMI au Sahara (la Katibat Macina), Ansar Dine et Al-Mourabitoune. Le groupe a été très actif récemment, lançant des attaques sur les forces de l'ONU au

Mali depuis des pays voisins. Le GSIM est financé par le trafic de cigarettes, de drogues et d'autres formes de taxation, d'extorsion et probablement aussi de taxations de migrants et d'enlèvements contre rançon. L'étendue de leurs revenus se situerait entre 18 et 35 millions de dollars. Les enlèvements contre rançon représentent la plus grande partie de leurs recettes : 8 millions de dollars rien qu'en 2017. Leur force de frappe est estimée entre 3 500 et 4 500 hommes.

Les quelque 40 000 membres permanents des **Talibans** contrôlent ou exercent une influence sur au moins 13% des districts d'Afghanistan (voir Chapitre 10). Leurs sources de financement sont très controversées mais on estime qu'elles incluent la taxation de la plus grande culture rémunératrice du pays : l'opium. En 2017, la récolte de pavot s'est élevée à 9 000 tonnes métriques. Les Talibans sont capables de taxer 60% de cette récolte à un taux de 1,125 kg par hectare et entre 52 et 155 dollars par kilogramme pour environ 221,4 tonnes d'opium sur toute la récolte, d'une valeur totale de 11,5 à 34,3 millions de dollars. De plus, le groupe se finance grâce à la taxation des moyens de transport aux frontières, mais ceci est extrêmement difficile à quantifier sans informations spécifiques. Leur financement pakistanais est également bien connu, bien que l'on peine à produire des chiffres précis[129]. Au vu des dépenses engendrées par le maintien d'une force permanente de 40 000 combattants, et de 20 000 autres hors du pays, ainsi que des ambitions de canaliser l'épargne pour de futures dépenses de gouvernance, il est probable que le financement annuel du groupe se place dans une fourchette allant de 50 à 100 millions de dollars (probablement plus proche des 100 millions). Un tiers de ce financement viendrait de l'opium, qui apporte un budget annuel entre 75 et 95 millions de dollars pour toutes les provenances.

**Boko Haram** a essuyé d'importants échecs à la suite d'offensives militaires du Nigéria, soutenues par une force opérationnelle conjointe des pays voisins. Sa capacité d'attaque est descendue à 4 000 hommes environ, et s'est encore affaiblie lors de la séparation du groupe en deux factions en 2016, l'une dirigée par Abubakar Shekau et l'autre par Abu Musab al-Barnawi. Shekau est en fuite et s'attaque à des cibles civiles en utilisant des kamikazes, dont un nombre grandissant d'enfants. Barnawi est basé autour du lac Tchad et semble construire peu à peu une armée tout en menant des attaques sur des cibles militaires. Barnawi reste fidèle à l'allégeance qu'a prêté Boko Haram au groupe État Islamique. On pense que les revenus du groupe (qui reposent principalement sur l'extorsion, les donations individuelles, d'organismes de bienfaisance et de groupes comme AQMI, les enlèvements contre rançon et les braquages de banques, ainsi que la taxation de passeurs de migrants et de trafiquants d'êtres humains) ne dépassent pas les 5 à 10 millions de dollars par an.

**Al-Chabab** représente toujours une menace conséquente en Somalie, son attaque la plus violente jusqu'à aujourd'hui étant celle de Mogadiscio en octobre 2017, qui a tué plus de 300 personnes. Al-Chabab a été impliqué dans plus de 4 500 décès en 2017. Depuis 2018, le groupe dispose d'une force d'attaque de 5 000 combattants. En comparaison, le groupe État Islamique dispose approximativement de 250 combattants en Somalie. À l'heure actuelle, les revenus des Chabab grâce au charbon de bois sont estimés à environ 10 millions de dollars par an, une baisse considérable comparée à 2012 où le groupe gagnait entre 38 et 56 millions de dollars par an grâce à ce type de ressource[130]. Pour diverses raisons, Al-Chabab a imposé son propre embargo sur le commerce du charbon de bois dans sa propre zone, mais après environ une année le groupe est revenu au charbon de bois comme source de financement principal. Ce retour à la taxation illégale du charbon de bois est probablement dû au fait que les sources de revenus alternatives nécessitaient au préalable des ressources considérables, tout en étant moins rentables. En plus des revenus du charbon, le groupe gagne environ 10 millions de dollars supplémentaires grâce à d'autres formes de taxation illicite. Un peu plus de 40% des bénéfices sont dépensés en salaires, et le reste est utilisé afin de couvrir d'autres dépenses comme le transport, les munitions, la nourriture, les camps d'entraînement, l'éducation religieuse et les pots-de-vin.

**Les FARC**, aujourd'hui officiellement dissouts, comptaient environ 8 000 membres à l'époque où ils ont rendu les armes pour devenir un mouvement politique, mais ils disposaient également d'un grand nombre de personnes qui les soutenaient temporairement en occupant diverses fonctions. Aujourd'hui, environ 10 000 d'entre eux ont accepté le processus de paix, alors que 2 500 l'ont rejeté ou se sont rebellés en s'impliquant dans diverses activités criminelles, y compris un réseau mafieux de trafic de drogue composé d'ex-membres des FARC. Leurs revenus, calculés en 2015, mais qui sont restés sensiblement les mêmes au moment de leur dissolution en 2017, se décomposaient comme suit : 267 millions de dollars par an grâce au trafic de cocaïne, d'héroïne (5 millions de dollars) et de marijuana (30 millions de dollars), à la taxation sur le bétail (4,5 millions), l'extorsion d'entreprises (76,8 millions de dollars par an) et l'extraction minière illégale (200 millions de dollars), totalisant 580 millions de dollars en 2015 dont environ 200 millions ont été accaparés par des commandants corrompus. Au moment de leur dissolution, le groupe a déclaré posséder des actifs d'un montant total de 332 millions de dollars, bien que certains pensent que le montant réel soit plus proche des 580 millions de dollars en incluant les drogues et l'extraction minière illégale. Ce chiffre n'inclut pas les actifs du groupe à l'étranger.



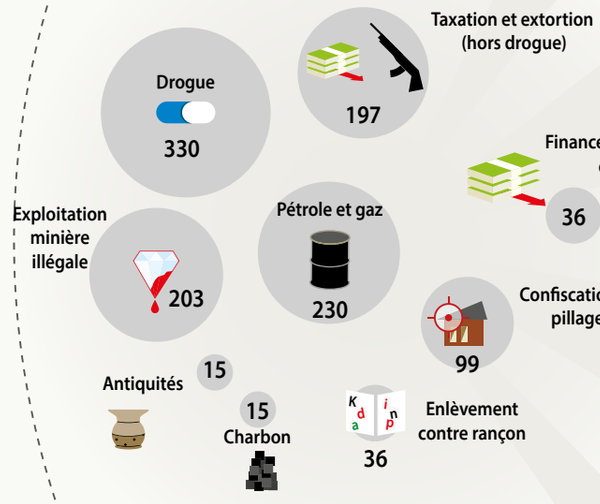
SOMALIE – Les troupes d'AMISOM se préparent au combat.
© Nations Unies / Flickr

# Finances de la criminalité organisée et des groupes d'insurgés

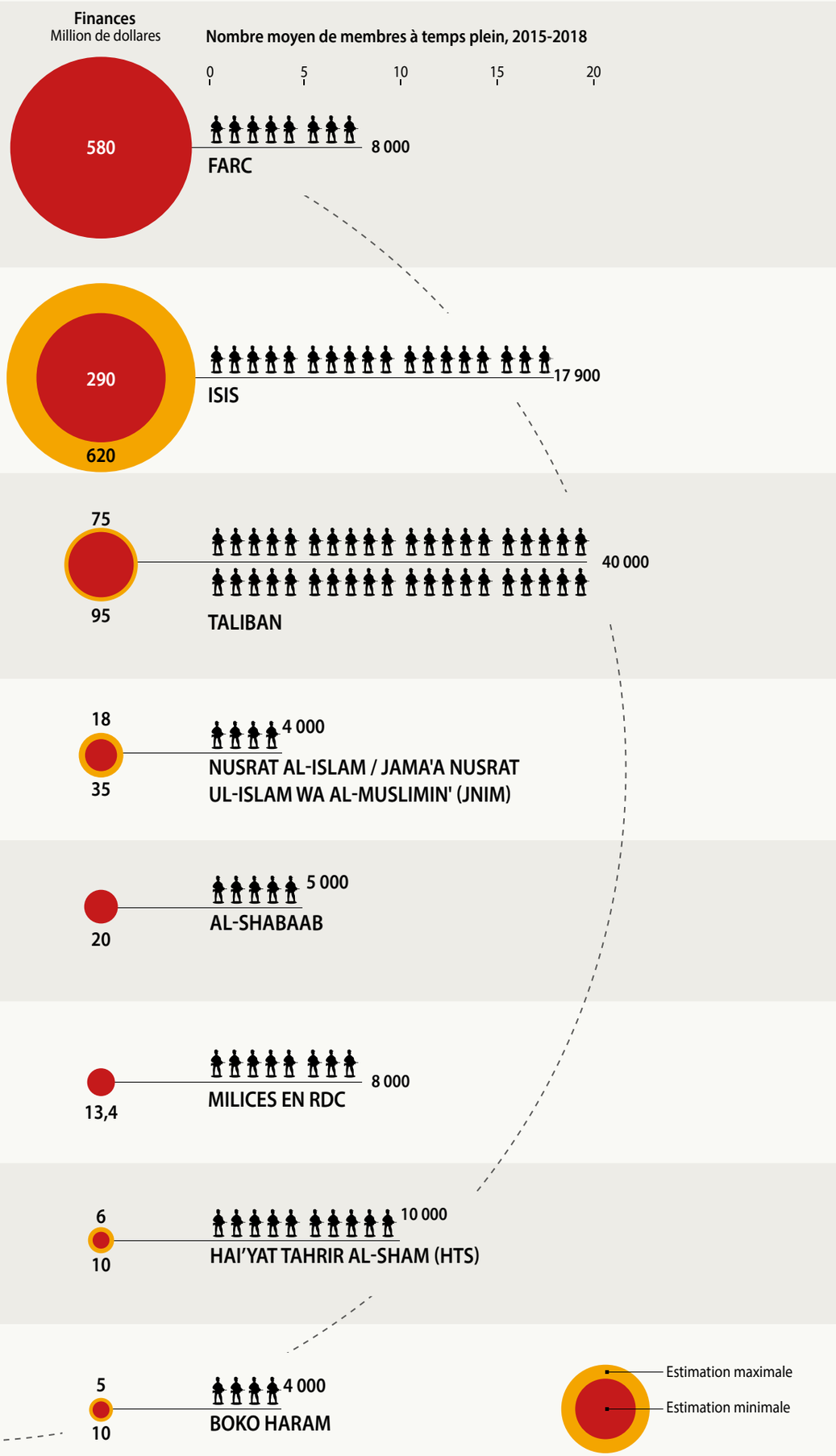
**Revenu total du crime organisé dans et autour des zones de conflit**
Million de dollars
**31 539**

**1 160**

**4%** Partie des revenus qui vont aux groupes insurgés et terroristes




**Origine des revenus des groupes insurgés et terroristes**
Million de dollars




RHIPTO 2018



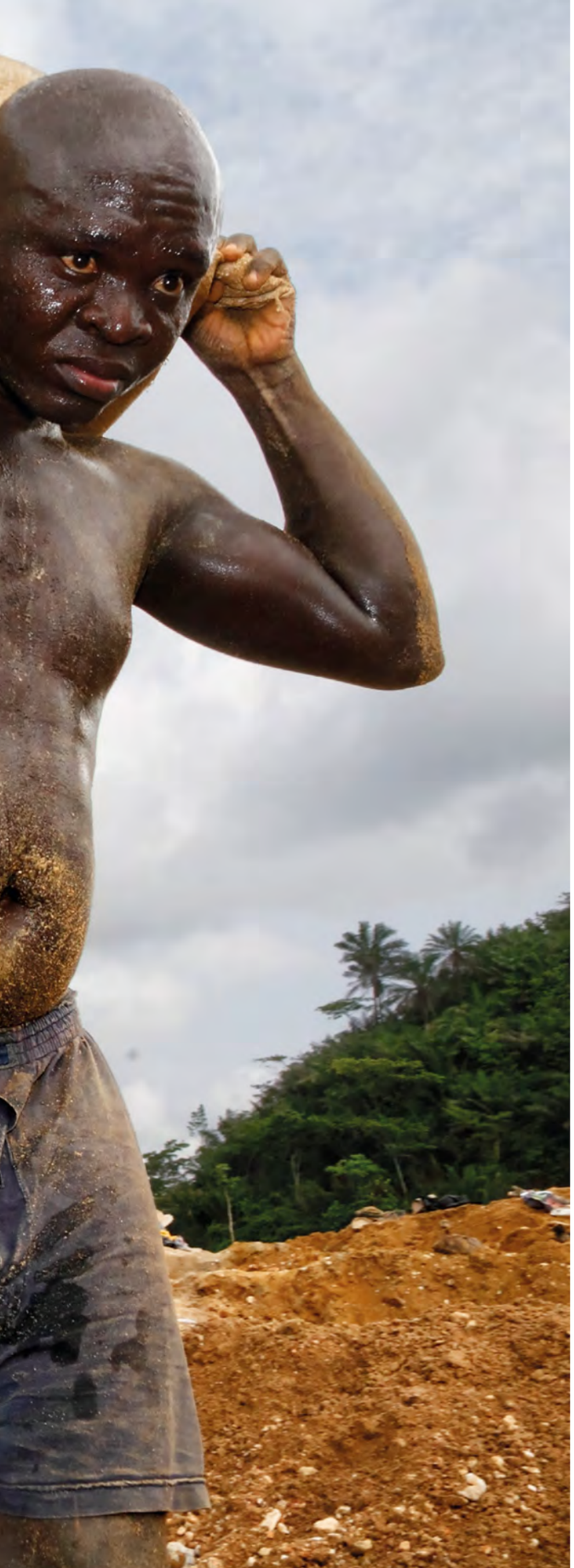
JORDAN – A syrian refugee child in front of his tent in Zaatari refugee camp.
© Shutterstock / Melih Cevdet Teksen



# 12 Conclusion
# le coût de la guerre
## le crime environnemental, menace financière en expansion pour les profiteurs de guerre



GHANA – Enfiévrés par leurs espoirs de faire fortune, des mineurs clandestins agrippent des sacs de « pierre à fric » (du minerai d'or) dans le fleuve Pra, au Ghana. Leur dur labeur alimente la soif d'or mondiale, et laisse un paysage dévasté sur son sillage.
© National Geographic / Randy Olson



# Conclusion : le coût de la guerre – le crime environnemental, menace financière en expansion pour les profiteurs de guerre

Si l'on regarde au-delà des groupes désignés comme organisations terroristes, en incluant le crime organisé traditionnel présent dans les zones de conflits et dans leur périphérie, les économies criminelles se placent dans une fourchette de 24 à 39 milliards de dollars de chiffre d'affaire, bien que les bénéfices soient bien moins importants. Les revenus du financement des menaces pour le terrorisme et les principales insurrections ne représentent que 4% des recettes illicites dans les zones de (ou à proximité de) conflits[131]. Malgré leur notoriété, de tels groupes armés opèrent dans un environnement où des revenus exponentiellement supérieurs vont au crime transnational organisé. Les groupes armés prennent part à ces activités et profitent de ces flux de recettes, mais ils ne sont pas des acteurs financiers majeurs.

De puissantes élites se sont lancés dans le profit lié à la criminalité organisée en perpétuant des conflits et en finançant des groupes armés non étatiques, ce qui affaiblit l'État de droit et la bonne gouvernance. En retour, les élites criminelles profitent de l'instabilité, de la violence et du manque d'application de la loi et, par conséquent, de l'exploitation des flux illicites lors de conflits.

Il est essentiel de renforcer les capacités d'information et d'analyse afin d'empêcher de nuire, désorganiser et vaincre, avant qu'il ne soit trop tard, aussi bien les groupes armés violents que les acteurs d'organisations criminelles qui fournissent à ces groupes armés (et à eux-mêmes) l'environnement d'impunité et d'instabilité qui leur est propice.

Dans un souci de prévention et d'intervention rapides lors de conflits, il est impératif de se pencher plus rigoureusement sur le rôle joué par le crime organisé et les flux illicites qui profitent aux groupes armés non étatiques et aux puissantes élites impliquées dans des activités criminelles.



BRÉSIL – Un garçon joue avec un cerf-volant devant des troncs d'arbres abattus illégalement dans la forêt Amazonienne, devant la scierie de la ville de Morais Almeida, État de Para. 27 juin 2013.
© Reuters / Nacho Doce

# Enfants dans le conflit




**Nombre d'enfants vivant dans des zones de conflit**

Milliers, par pays, 2016

- 50 000
- 10 000
- 3 000
- 1 000
- 500

**Les conflits et les catastrophes touchent 535 millions d'enfants et plus de 2 milliards de personnes**



Un enfant sur quatre vivt dans des pays touchés par des conflits ou des catastrophes. Ils sont souvent privés de soins médicaux, d'une éducation de qualité et d'une nutrition et d'une protection adéquates

Sources : PRIO, The War on Children: Time to End Grave Violations against Children in Conflict, 2018, UNICEF, World Bank, 2018

# Notes et références

1 La taxation de la migration est exclue ici car les données empiriques qui permettraient de calculer précisément la part du financement des sept grands groupes qu'elle représente sont insuffisantes. D'autres groupes armés, particulièrement en Libye, en tirent des profits très importants, mais cela se produit bien au-delà de la sphère des sept.

2 EUROPOL/SOCTA (2017). European Union Serious and Organised Crime Threat Assessment 2017. Disponible sur : https://www.europol.europa.eu/activities-services/main-reports/european-union-serious-and-organised-crime-threat-assessment-2017 (consulté le 25 juin 2018).

3 RHIPTO (2017). Threat Network Assessment, Update on Islamic State financial situation in Syria-Iraq (27 mai 2017).

4 RHIPTO (2014). Threat Network Assessment, Islamic State funding and implications (18 septembre 2014).

5 Groupe de contrôle des Nations unies pour la Somalie et l'Érythrée, S/2017/924 Rapport final sur la Somalie (2 novembre 2017) paragr. 200.

6 PNUE, MONUSCO, OSESG (2015). Rapport sur le trafic de ressources naturelles dans le financement des conflits en RDC (15 avril 2015), p.4. Disponible sur : https://postconflict.unep.ch/publications/UNEP_DRCongo_MONUSCO_OSESG_final_report.pdf (consulté le 25 juin 2018).

7 Ibid.

8 RHIPTO (2018). Threat Network Assessment, 'Strategic value, routes and incomes to armed groups in Libya from 143,000 – 343,000 migrants (18 janvier 2018).

9 Pourcentage moyen de 993-1 372 millions de dollars, comparé à 38-51 milliards de dollars.

10 UNICEF (2016). Communiqué de presse : « Près d'un quart des enfants dans le monde vit dans des pays touchés par des conflits ou des catastrophes. » (9 décembre 2016). Disponible sur : https://www.unicef.org/fr/communiqués-de-presse/près-d'un-quart-des-enfants-dans-le-monde-vit-dans-des-pays-touchés-par-des (consulté le 25 juin 2018).

11 UNHCR (2018). Aperçu statistque. (19 juin 2018). Disponible sur : http://www.unhcr.org/fr/apercu-statistique.html (consulté le 25 juin 2018).

12 Estimation de RHIPTO basée sur de nombreuses sources d'informations, notamment ACLED, rapports des médias, estimations et autres données officielles (Afghanistan, Irak, Mexique, Syrie, Myanmar, Philippines, Ethiopie, RDC, Somalie, Nigéria, Algérie, Burkina Faso, Libye, Mali, Niger, Tunise, Soudan, Cameroun, Tchad, Yémen, Egypte, Soudan du Sud, Mozambique et Centrafrique).

13 Banque Mondiale (2018). Fragilité, conflits et violences. (2 avril 2018). Disponible sur : http://www.banquemondiale.org/fr/topic/fragilityconflictviolence/overview (consulté le 25 juin 2018).

14 Roser, M., et Ortiz-Ospina, E., (2013) Global Extreme Poverty, (révision le 27 mars 2017). Disponible sur : https://ourworldindata.org/extreme-poverty consulté le 25 juin 2018.

15 Banque Mondiale (2018). Fragilité, conflits et violences.

16 PNUE, INTERPOL (2016). The Rise of Environmental Crime – A Growing Threat to Natural Resources Peace, Development and Security. A UNEP-INTERPOL Rapid Response Assessment. Disponible sur : http://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/7662 (consulté le 25 juin 2018).

17 ONUDC (2009). Criminalité Transnationale Organisée en Afrique de l'Ouest : Une Évaluation des Menaces, pp 19-26. Disponible (en anglais) sur : https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/West_Africa_Report_2009.pdf (consulté le 25 juin 2018).

18 Katsouris, C., et Sayne, A., (2013). Nigeria's Criminal Crude: International Options to Combat the Export of Stolen Oil, Chatham House (septembre 2013), p 18. Disponible sur : https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Africa/0913pr_nigeriaoil.pdf (consulté le 25 juin 2018).

19 Ralby, I., (2017). Downstream Oil Theft: Global modalities, Trends, and Remedies. Atlantic Council: Global Energy Center, (janvier 2017), p 15. Disponible sur : http://www.atlanticcouncil.org/images/publications/Downstream_Oil_Theft_web_0327.pdf (consulté le 25 juin 2018).

20 The Economist (2013). Baobab, Oil theft in Nigeria: A murky business (3 octobre 2013). Disponible sur : https://www.economist.com/baobab/2013/10/03/a-murky-business (consulté le 25 juin 2018).

21 Hallmark, T., (2017). The Murky Underworld of Oil Theft and Diversion, Forbes. (26 mai 2017). Disponible sur : https://www.forbes.com/sites/uhenergy/2017/05/26/the-murky-underworld-of-oil-theft-and-diversion/#d774fa06886e (consulté le 25 juin 2018).

22 Ralby, I., (2017). Downstream Oil Theft: Global modalities, Trends, and Remedies. p.7.

23 Ibid. p 9–10.

24 Ibid. p 30.

25 Ibid. p 38.

26 0.91 USD/litre × (100 ou 130 camions-citernes) × (25 000 ou 40 000 litres) × 365 jours.

27 Reuters (2018). Update 2 – Angola oil production seen steady in 2018 – Sonangol. (28 février 2018) Disponible sur : https://www.reuters.com/article/angola-sonangol/update-2-angola-oil-production-seen-steady-in-2018-sonangol-idUSL8N1QI2W7 (consulté le 25 juin 2018).

28 Selon le prix moyen du brut Brent de 54,25 dollars par baril en 2017.

29 CNN (2012). The billion-dollar question: Where is Angola's oil money? (29 novembre 2012), Disponible sur : http://edition.cnn.com/2012/11/28/business/angola-oil-revenues/index.html (consulté le 25 juin 2018).

30 (1,63mn bl/j × 54,25 dollars par baril en moyenne en 2017 × 365 jours × 0,05 ou × 0,15).

31 Bloomberg (2018). Libya Oil Chief says fuel smuggling costing $750 Million a Year, (18 avril 2018). Disponible sur : https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-04-18/libya-oil-chief-says-fuel-smuggling-costing-750-million-a-year (consulté le 25 juin 2018).

32 The Guardian (2018). Malta 'fuelling Libya instability' by failing to tackle oil smuggling. (9 mai 2018) Disponible sur : https://www.theguardian.com/world/2018/may/09/malta-fuel-oil-smuggling-libya-daphne-project (consulté le 25 juin 2018).

33 Ralby, I., (2017). Downstream Oil Theft: Global modalities, Trends, and Remedies. p 67.

34 The National (2011). As economy booms, demand for black market fuel soars in Turkey (23 septembre 2011). Disponible sur : https://www.thenational.ae/world/europe/as-economy-booms-demand-for-black-market-fuel-soars-in-turkey-1.439347 (consulté le 25 juin 2018). Cité dans Ralby, I., (2017). Downstream Oil Theft: Global modalities, Trends, and Remedies. p 66.

35 Ralby, I., (2017). Downstream Oil Theft: Global modalities, Trends, and Remedies.

36 Voir section relative au groupe État Islamique.

37 The International Centre for the Study of Radicalisation and political violence (2017). Caliphate in Decline: An Estimate of Islamic State's Financial Fortunes. Disponible sur : http://icsr.info/wp-content/uploads/2017/02/ICSR-Report-Caliphate-in-Decline-An-Estimate-of-Islamic-States-Financial-Fortunes.pdf (consulté le 25 juin 2018).

38 RHIPTO (2014). Threat Network Assessment, Islamic State funding and implications (18 septembre 2014).

39 RHIPTO (2014). Threat Network Assessment, Islamic State funding and implications (30 janvier 2015).

40 RHIPTO (2014). Threat Network Assessment, Islamic State funding and implications (27 février 2016).

41 RHIPTO (2014). Threat Network Assessment, Islamic State funding and implications (7 juin 2017).

42 Jihadology.net (2015). The Archivist: Unseen Islamic State Financial Accounts for Deir az-Zor Province (5 octobre 2015). Disponible sur : http://jihadology.net/2015/10/05/the-archivist-unseen-islamic-state-financial-accounts-for-deir-az-zor-province/ (consulté le 25 juin 2018).

[43] Depuis 2018, les groupes terroristes répertoriés, y compris Al-Quaïda, État Islamique ainsi que des dissidents et alliés de ces deux groupes, ont généré bien au-delà de 220 millions de dollars en rançons, soit l'équivalent d'environ 22 millions de dollars distribués entre les trois groupes. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions de l'ONU (2017). Rapport concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes et entités qui leur sont associées S/2017/573. (30 juin 2017), paragr. 85. Disponible sur : http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/573 accessed 25 June 2018.

[44] PNUE, INTERPOL (2014). La crise de la criminalité environnementale – Le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable. Évaluation pour une intervention rapide. Disponible sur : http://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/7662 (consulté le 25 juin 2018).

[45] Groupe de contrôle des Nations unies pour la Somalie et l'Érythrée, S/2013/413. Rapport sur la Somalie du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée présenté conformément à la résolution 2060 (2012) du Conseil de sécurité : Somalie. (12 juillet 2013). Annexe 9.1. Disponible sur : http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2013/413 (consulté le 25 juin 2018).

[46] Groupe de contrôle des Nations unies pour la Somalie et l'Érythrée, S/2017/924 Rapport final sur la Somalie (2 novembre 2017), paragr. 206. Disponible sur : https://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2017/924 (consulté le 25 juin 2018).

[47] S/2017/924, paragr. 209.

[48] Reuters (2017). Islamic State's footprint spreading in northern Somalia: U.N. (8 novembre 2017). Disponible sur : https://www.reuters.com/article/us-somalia-islamic-state/islamic-states-footprint-spreading-in-northern-somalia-u-n-idUSKBN1D828Z (consulté le 25 juin 2018).

[49] Centre d'études stratégiques de l'Afrique (2018). Groupes islamistes militants en Afrique. Disponible sur : https://africacenter.org/fr/spotlight/plus-dactivite-en-2017-mais-moins-de-morts-lies-aux-groupes-islamistes-militants-en-afrique/ (consulté le 25 juin 2018).

[50] RHIPTO Threat network assessment (2017). Major Terrorist finance and risk assessment (30 novembre 2017).

[51] Indermuehle, J., (2017). Al Shabaab Area of Operations in Somalia: October 2017. Criticalthreats.org. Disponible sur : https://www.criticalthreats.org/analysis/al-shabaab-area-of-operations-october-2017 (consulté le 25 juin 2018).

[52] Groupe de contrôle des Nations unies pour la Somalie et l'Érythrée, S/2011/433. Rapport du Groupe de contrôle sur la Somalie, établi en application de la résolution 1916 (2010). (18 juillet 2011). paragr. 63. Disponible sur : https://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2011/433 (consulté le 25 juin 2018).

[53] UPNUE, INTERPOL (2014). La crise de la criminalité environnementale – Le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable. Évaluation pour une intervention rapide. p 8.

[54] Groupe de contrôle des Nations unies pour la Somalie et l'Érythrée. Rapport sur l'Érythrée du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée établi en application de la résolution 2002 (2011) du Conseil de sécurité. (27 juin 2012), pp 147-154. Disponible sur : https://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2012/544 (consulté le 25 juin 2018).

[55] S/2013/413 Annexe 9.1

[56] Dix-sept des 19 navires marchands exportés hors de Kismaayo, les deux autres de Brava. Al-Chabab avait une activité réduite depuis Brava, mais était plus dynamique depuis Kismaayo. Voir Groupe de contrôle des Nations unies pour la Somalie et l'Érythrée, S/2014/726 Rapport sur la Somalie du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée présenté conformément à la résolution 2111 (2013) du Conseil de sécurité, (10 octobre 2014), paragr. 139. Disponible sur : https://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2014/726 (consulté le 25 juin 2018).

[57] Groupe de contrôle des Nations unies pour la Somalie et l'Érythrée, S/2016/919 Rapport sur la Somalie du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée présenté conformément à la résolution 2244 (2015) du Conseil de sécurité, (7 octobre 2016)., pp 40-43. Disponible sur : https://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2016/919 (consulté le 25 juin 2018).

[58] S/2016/919 pp 70, 132.

[59] S/2016/919 p 131.

[60] S/2017/924 p 46.

[61] En 2014, le Groupe de contrôle a évalué le trafic à hauteur de 250 millions de dollars, et seulement 150 millions de dollars en 2017. Voir S/2014/726 et S/2017/924, p 47.

[62] S/2016/919 p 42.

[63] S/2017/924, p 46.

[64] S/2017/924 pp 62, 63.

[65] S/2017/924 p 64.

[66] Maguire, T., et Haenlein, C., (2015). An Illusion of Complicity: Terrorism and Illegal Ivory Trade in East Africa, RUSI (September 2015). Disponible sur : https://rusi.org/sites/default/files/201509_an_illusion_of_complicity_0.pdf (consulté le 25 juin 2018).

[67] Groupe de contrôle des Nations unies pour la Somalie et l'Érythrée, S/2015/801 Rapport sur la Somalie du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée présenté conformément à la résolution 2182 (2014) du Conseil de sécurité, (9 octobre 2014). Disponible sur : https://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2015/801 (consulté le 25 juin 2018).

[68] PNUE,INTERPOL (2014). La crise de la criminalité environnementale – Le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable. Évaluation pour une intervention rapide. p 8.

[69] Ibid.

[70] Avec un bénéfice de 30%.

[71] PNUE, MONUSCO, OSESG (2015). Rapport sur le trafic de ressources naturelles dans le financement des conflits en RDC, pp 3-4.

[72] Ibid.

[73] PNUE, INTERPOL (2014). La crise de la criminalité environnementale – Le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable. Évaluation pour une intervention rapide. p 8.

[74] Blombäck, P., Poschen, P., et Lövgren, M., Employment Trends and Prospects in the European Forest Sector. (2003) FAO. Disponible sur : https://www.unece.org/fileadmin/DAM/timber/docs/efsos/03-sept/dp-29.pdf (consulté le 25 juin 2018).

[75] (£) Statista, Distribution of paper production worldwide in 2016 by region. (2016) Disponible sur : https://www.statista.com/statistics/595787/paper-production-worldwide-distribution-by-region/ (consulté le 25 juin 2018).

[76] Thouless, C.R., et al., African Elephant Status Report 2016 (2016) Base de donnée sur l'éléphant d'Afrique de l'UICN. Disponible sur : https://www.iucn.org/ssc-groups/mammals/african-elephant-specialist-group/african-elephant-database consulté le 25 June 2018.

[77] Maisels, F., et al., Devastating Decline of Forest Elephants in Central Africa. Plos One 8, no. 3 (4 mars 2013). Disponible à l'adresse : http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0059469 (consulté le 25 juin 2018).

[78] ONU Environment, Communiqué de presse : World Marches to Demand an End to Illegal Trade in Wildlife. (4 octobre 2014). Disponible sur : https://www.unenvironment.org/news-and-stories/press-release/world-marches-demand-end-illegal-trade-wildlife (consulté le 25 juin 2018).

[79] National Geographic (2018). Afrique du Sud : plus de 1000 rhinocéros ont été victimes du braconnage en 2017. (29 janvier 2018). Disponible sur : https://www.nationalgeographic.fr/animaux/2018/01/afrique-du-sud-plus-de-1000-rhinoceros-ont-ete-victimes-du-braconnage-en-2017 (consulté le 25 juin 2018).

[80] PNUE, INTERPOL (2014). La crise de la criminalité environnementale – Le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable. Évaluation pour une intervention rapide. p 8.

[81] Ibid.

[82] Ingram, D., et al. (2018). Assessing Africa-Wide Pangolin Exploitation by Scaling Local Data, Conservation Letters (mars/avril 2018). Disponible sur : https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/conl.12389 (consulté le 25 juin 2018).

[83] Environmental Investigation Agency, (non daté). Illegal trade seizures: Pangolins mapping the crimes. Disponible sur : https://eia-international.org/illegal-trade-seizures-pangolins (consulté le 25 juin 2018).

[84] PNUE, INTERPOL (2014). La crise de la criminalité environnementale – Le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable. Évaluation pour une intervention rapide.

[85] Environmental Investigation Agency, (non daté). Illegal trade seizures: Pangolins mapping the crimes.

[86] Baldé, C.P., Wang, F., Kuehr, R., Huisman, J., (2015). The global e-waste monitor – 2014, United Nations University, IAS – SCYCLE. Disponible sur : https://i.unu.edu/media/unu.edu/news/52624/UNU-1stGlobal-E-Waste-Monitor-2014-small.pdf (consulté le 25 juin 2018).

[87] PNUE, (2015). Waste Crime – Waste Risks: Gaps in meeting the global waste challenge: A Rapid Response Assessment. p 7. Disponible sur : http://web.unep.org/ourplanet/september-2015/unep-publications/waste-crime-waste-risks-gaps-meeting-global-waste-challenge-rapid (consulté le 25 juin 2018).

[88] Zeller, D., et. al., (2017). Global marine fisheries discards: A synthesis of reconstructed data. (26 juin 2017). Disponible sur : https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/faf.12233 (consulté le 25 juin 2018).

[89] Doumbouya A., et. al. (2017). Assessing the Effectiveness of Monitoring Control and Surveillance of Illegal Fishing: The Case of West Africa. Front. Mar. Sci. 4:50. Disponible sur : https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fmars.2017.00050/full (consulté le 25 juin 2018).

[90] University of Rhodes Island and Transafrica Consultancy Services/Adeso, (2015). Illegal Unreported and Unregulated Fishing in the Territorial Waters of Somalia. (Avril 2015), p 10. Disponible sur : http://www.crc.uri.edu/download/SOM14_finalreport.pdf (consulté le 25 juin 2018).

[91] Daniels, A., et al., (2016). Western Africa's missing fish: The impacts of illegal, unreported and unregulated fishing and under-reporting catches by foreign fleets. (Juin 2016), p 11. Disponible sur : https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/10665.pdf (consulté le 25 juin 2018).

[92] RHIPTO Threat network assessment, (2018). Rising smuggling of Tramadol and Captagon smuggling for use for fighters as a stimulant in the Trans-Sahara and Nigeria. (6 mars 2018).

[93] Soit 10-30% des 450-765mn cités plus haut.

[94] Soit 5% de ces mêmes chiffres.

[95] RHIPTO Threat Network Assessment, (2018). Strategic value, routes and incomes to armed groups in Libya from 143,000 – 343,000 migrants. (18 janvier 2018).

[96] PNUE, INTERPOL (2014). La crise de la criminalité environnementale – Le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable. Évaluation pour une intervention rapide.

[97] Europol-INTERPOL, (2016). Migrant Smuggling Networks: Executive Summary. (Mai 2016). Disponible sur : https://www.europol.europa.eu/newsroom/news/europol-and-interpol-issue-comprehensive-review-of-migrant-smuggling-networks (consulté le 25 juin 2018).

[98] RHIPTO Briefing note (2016). Migrant trafficking patterns and incomes to organized crime (22 janvier 2016).

[99] RHIPTO Threat Network Assessment, Strategic value, routes and incomes.

[100] ONUDC (2010). The Globalization of Crime: A Transnational Organized Crime Threat Assessment. Disponible sur: http://www.unodc.org/res/cld/bibliography/the-globalization-of-crime-a-transnational-organized-crime-threat-assessment_html/TOCTA_Report_2010_low_res.pdf (consulté le 25 juin 2018).

[101] ibid. p 66.

[102] BBC News (24 octobre 2017). IS foreign fighters: 5,600 fighters have returned home – report. Disponible sur : https://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-41734069 consulté le 25 juin 2018.

[103] Conseil de sécurité des Nations unies (2018). Direction exécutive du Comité contre le terrorisme. The challenge of returning and relocating foreign terrorist fighters: research perspectives. (Mars 2018), p 10. Disponible sur : https://www.un.org/sc/ctc/wp-content/uploads/2018/04/CTED-Trends-Report-March-2018.pdf (consulté le 25 juin 2018).

[104] Antonio Giustozzi pour Landinfo (2017). Afghanistan: Taliban's organization and structure. (23 août 2017), p 12. Disponible sur : https://landinfo.no/asset/3589/1/3589_1.pdf consulté le 25 juin 2018.

[105] RHIPTO Threat network assessment (2017). Major Terrorist finance and risk assessment. (30 novembre 2017).

[106] Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (2018). Counternarcotics: Lessons from the U.S. Experience in Afghanistan. (Juin 2018), pp 34-35. Disponible sur : https://www.sigar.mil/pdf/lessonslearned/SIGAR-18-52-LL.pdf (consulté le 25 juin 2018).

[107] Fourchette moyenne du prix de l'opium frais estimée par David Mansfield à 40-65 dollars. Voir David Mansfield (2018). Bombing Heroin Labs in Afghanistan: The Latest Act in the Theatre of Counternarcotics. (Janvier 2018). LSE International Drug Policy Unit, 49n p 19. Disponible sur : http://www.lse.ac.uk/united-states/Assets/Documents/Heroin-Labs-in-Afghanistan-Mansfield.pdf (consulté le 25 juin 2018).

[108] ONUDC/ Ministère afghan de la lutte contre les stupéfiants (2017). Afghan Opium Survey 2017: Cultivation and Production. (Novembre 2017), p 45. Disponible sur : https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghan_opium_survey_2017_cult_prod_web.pdf (consulté le 25 juin 2018).

[109] Fourchette de prix moyenne de l'opium cuit estimée par David entre 164–200 dollars. Voir David Mansfield (2018). Bombing Heroin Labs in Afghanistan: The Latest Act in the Theatre of Counternarcotics. 50n p 19.

[110] Mansfield, D., (2017). Understanding Control and Influence: What opium poppy and tax reveal about the writ of the Afghan state. (Août 2017), AREU, p 37. Disponible sur : https://areu.org.af/wp-content/uploads/2017/08/1724E-Understanding-Control-and-Influence1.pdf (consulté le 26 juin 2018).

[111] Ceci équivaut à un taux de taxation d'environ 4% %, soit un taux légèrement supérieur à celui invoqué par David Mansfield qui correspond également à la zakat.

[112] Mansfield, D., (2017). Understanding Control and Influence: What opium poppy and tax reveal about the writ of the Afghan state.

[113] ibid. p 40.

[114] Chandrasekaran, R., (2012). Little America: The War within the War for Afghanistan. p. 63. London: Bloomsbury.

[115] Rabasa, A., et Chalk, P., (2001). Colombian Labyrinth: The synergy of Drugs and Insurgency and its Implications for Regional Stability. RAND, pp 25-26. Disponible sur : https://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR1339.html (consulté le 26 juin 2018).

[116] Ibid. p 32.

[117] Global Initiative against Organized Crime (2016). Organized Crime and Illegally Mined Gold in Latin America. (April 2016). Disponible sur : http://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2016/03/Organized-Crime-and-Illegally-Mined-Gold-in-Latin-America.pdf consulté le 26 June 2018 (consulté le 26 juin 2018).

[118] Yagoub, M., (2017). The FARC's Riches: List of Assets Fails to Reveal Guerrillas' Total Wealth. (29 août 2017), InSight Crime. Disponible sur : https://www.insightcrime.org/news/analysis/the-farc-riches-list-assets-fails-reveal-total-wealth/ (consulté le 26 juin 2018).

[119] InSight Crime (2018). Ex-FARC Mafia: The New Player in Colombian Organized Crime. (9 mars 2018). Disponible sur : https://www.insightcrime.org/colombia-organized-crime-news/ex-farc-mafia-new-player-colombian-organized-crime/ (consulté le 26 juin 2018).

[120] Yagoub, M., (2017). The FARC's Riches: List of Assets Fails to Reveal Guerrillas' Total Wealth.

[121] McDermott, J., (2017). The FARC's Riches: Up to $580 Million in Annual Income. (6 septembre 2017). Disponible sur : https://www.insightcrime.org/news/analysis/farc-riches-yearly-income-up-to-580-million/ consulté le 26 juin 2018.

[122] Yagoub, M., (2017). The FARC's Riches: Millions Apparently Lost to Dissidents. (4 septembre 2017) Disponible sur : https://www.insightcrime.org/news/analysis/the-farc-riches-millions-apparently-lost-dissidents/ consulté le 26 june 2018.

[123] ONUDC (2016). Colombia: Monitoreo de territories afectados por cultivos ilicitos 2015. (Juillet 2016). Disponible sur : https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Colombia/Monitoreo_Cultivos_ilicitos_2015.pdf (consulté le 26 juin 2018).

[124] McDermott, J., (2017). Record Cocaine Production in Colombia Fuels new Criminal Generation. InSight Crime. Disponible sur : https://www.insightcrime.org/news/analysis/record-cocaine-production-colombia-fuels-new-criminal-generation/ (consulté le 26 juin 2018).

[125] McDermott, J., (2017). The FARC's Riches: Up to $580 Million in Annual Income.

[126] PNUE, MONUSCO, OSESG (2015). Rapport sur le trafic de ressources naturelles dans le financement des conflits en RDC ; RHIPTO Threat network assessment (2017). Major Terrorist finance and risk assessment. (30 novembre 2017).

[127] D'après l'OTAN, la définition d'une insurrection comprend au moins les trois éléments suivants : (1) actions ou activités menées par un groupe organisé, (2) un but ou la recherche d'une forme de changement politique face au régime en place ; et (3) l'utilisation de la violence ou l'exercice d'une activité subversive. Voir OTAN (non daté). Counterinsurgency: A generic reference curriculum. p 8. Disponible sur : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2017_09/20170904_1709-counterinsurgency-rc.pdf (consulté le 26 juin 2018). La CIA complète cette définition en indiquant que ce qui distingue l'insurrection du terrorisme est « l'objectif de prendre le contrôle d'une population ou d'un territoire particulier et de ses ressources. ». US Government (2012). Guide to the Analysis of Insurgency. p 1. Disponible sur : https://www.hsdl.org/?view&did=713599 (consulté le 26 juin 2018).

[128] Alex Schmid définit le terrorisme comme étant, d'une part, une doctrine portant sur l'efficacité présumée d'une tactique de violence politique coercitive et génératrice de peur et, d'autre part, la pratique d'une violence calculée, démonstrative et directe dénuée de contrainte légale ou morale qui cible principalement des civils et des non-combattants dans des buts de propagande et des buts psychologiques. Cité dans Boeke, S., (2016). Al Qaeda in the Islamic Maghreb: Terrorism, insurgency, or organized crime? Small Wars & Insurgencies 27:5, pp 914-936, p 917, souligné dans l'original.

[129] Chandrasekaran, R., (2012). Little America: The War within the War for Afghanistan. p 63.

[130] S/2017/924 p 46 ; PNUE, INTERPOL (2014). La crise de la criminalité environnementale – Le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable. Évaluation pour une intervention rapide. p 8.

[131] 1,16 milliard de dollars de revenus pour 7 + 1 groupes armés, ce qui revient à 3,7% (que l'on arrondira à 4%) du bénéfice total du crime organisé en zone de conflit, ou à proximité, soit 31,54 milliards de dollars.

# Bibliographie


- Africa Center for Strategic Studies, "Africa's Active Militant Islamists Groups." Available at https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Africas-Active-Militant-Islamist-Groups-Jan-2018.pdf accessed 25 June 2018.
- Juliano Assunção, Clarissa Gandour, Romero Rocha, "DETERing Deforestation in the Brazilian Amazon: Environmental Monitoring and Law Enforcement" (May 2013), Climate Policy Initiative. Available at https://climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2013/05/DETERring-Deforestation-in-the-Brazilian-Amazon-Environmental-Monitoring-and-Law-Enforcement-Technical-Paper.pdf accessed 26 June 2018.
- Baldé, C.P., Wang, F., Kuehr, R., Huisman, J., "The global e-waste monitor – 2014", (2015) United Nations University, IAS – SCYCLE. Available at https://i.unu.edu/media/unu.edu/news/52624/UNU-1stGlobal-E-Waste-Monitor-2014-small.pdf accessed 25 June 2018.
- BBC News, "IS foreign fighters: 5,600 fighters have returned home – report" (24 October 2017) Available at https://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-41734069 accessed 25 June 2018.
- Peter Blombäck, Peter Poschen, Mattias Lövgren, "Employment Trends and Prospects in the European Forest Sector." (2003) UN FAO. Available at https://www.unece.org/fileadmin/DAM/timber/docs/efsos/03-sept/dp-29.pdf accessed 25 June 2018.
- Bloomberg, "Libya Oil Chief says fuel smuggling costing $750 Million a Year", (18 April 2018). Available at https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-04-18/libya-oil-chief-says-fuel-smuggling-costing-750-million-a-year accessed 25 June 2018.
- Sergei Boeke, "Al Qaeda in the Islamic Maghreb: Terrorism, insurgency, or organized crime?" (2016) Small Wars & Insurgencies 27:5, pp 914-936
- Rajiv Chandrasekaran, Little America: The War within the War for Afghanistan (2012), p. 63. London: Bloomsbury.
- CNN, "The billion-dollar question: Where is Angola's oil money?", (29 November 2012), Available at http://edition.cnn.com/2012/11/28/business/angola-oil-revenues/index.html accessed 25 June 2018.
- Alfonso Daniels et al., "Western Africa's missing fish: The impacts of illegal, unreported and unregulated fishing and under-reporting catches by foreign fleets." (June 2016), p 11. Available at https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/10665.pdf accessed 25 June 2018.
- Doumbouya A et. al. "Assessing the Effectiveness of Monitoring Control and Surveillance of Illegal Fishing: The Case of West Africa". (2017) Front. Mar. Sci. 4:50.
- Economist: Baobab, "Oil theft in Nigeria: A murky business" (3 October 2013). Available at https://www.economist.com/baobab/2013/10/03/a-murky-business accessed 25 June 2018
- Environmental Investigation Agency, "Illegal trade seizures: Pangolins mapping the crimes" (no date). Available at https://eia-international.org/illegal-trade-seizures-pangolins accessed 25 June 2018.
- Environmental Investigation Agency, "Vanishing Point: Criminality, Corruption and the Devastation of Tanzania's Elephants" (November 2014). Available at https://eia-international.org/wp-content/uploads/EIA-Vanishing-Point-lo-res.pdf accessed 26 June 2018.

- Europol-INTERPOL, "Migrant Smuggling Networks: Executive Summary" (May 2016). Available at https://www.europol.europa.eu/newsroom/news/europol-and-interpol-issue-comprehensive-review-of-migrant-smuggling-networks accessed 25 June 2018.

- EUROPOL/SOCTA, "European Union Serious and Organised Crime Threat Assessment 2017" (2017). Available at: https://www.europol.europa.eu/activities-services/main-reports/european-union-serious-and-organised-crime-threat-assessment-2017 accessed 25 June 2018

- Antonio Giustozzi for Landinfo, "Afghanistan: Taliban's organization and structure" (23 August 2017), p 12. Available at https://landinfo.no/asset/3589/1/3589_1.pdf accessed 25 June 2018.

- Global Initiative against Organized Crime, "Organized Crime and Illegally Mined Gold in Latin America" (April 2016). Available at http://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2016/03/Organized-Crime-and-Illegally-Mined-Gold-in-Latin-America.pdf accessed 26 June 2018 accessed 26 June 2018. https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fmars.2017.00050/full accessed 25 June 2018.

- The Guardian, "Malta 'fuelling Libya instability' by failing to tackle oil smuggling." (9 May 2018) Available at https://www.theguardian.com/world/2018/may/09/malta-fuel-oil-smuggling-libya-daphne-project accessed 25 June 2018.

- Terry Hallmark, "The Murky Underworld of Oil Theft and Diversion", (26 May 2017). Available at https://www.forbes.com/sites/uhenergy/2017/05/26/the-murky-underworld-of-oil-theft-and-diversion/#d774fa06886e accessed 25 June 2018.

- Daniel Ingram et al. "Assessing Africa-Wide Pangolin Exploitation by Scaling Local Data", Conservation Letters (March/April 2018). Available at https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/conl.12389 accessed 25 June 2018.

- The International Centre for the Study of Radicalisation and political violence, "Caliphate in Decline: An Estimate of Islamic State's Financial Fortunes." (2017). Available at http://icsr.info/wp-content/uploads/2017/02/ICSR-Report-Caliphate-in-Decline-An-Estimate-of-Islamic-States-Financial-Fortunes.pdf accessed 25 June 2018.

- InSight Crime, "Ex-FARC Mafia: The New Player in Colombian Organized Crime" (9 March 2018). Available at https://www.insightcrime.org/colombia-organized-crime-news/ex-farc-mafia-new-player-colombian-organized-crime/ accessed 26 June 2018.

- Jihadology.net, "The Archivist: Unseen Islamic State Financial Accounts for Deir az-Zor Province" (5 October 2015). Available at: http://jihadology.net/2015/10/05/the-archivist-unseen-islamic-state-financial-accounts-for-deir-az-zor-province/ accessed 25 June 2018.

- Jordan Indermuehle, "Al-Shabaab Area of Operations in Somalia: October 2017." Criticalthreats.org. Available at https://www.criticalthreats.org/analysis/al-shabaab-area-of-operations-october-2017 accessed 25 June 2018.

- Christina Katsouris and Aaron Sayne, "Nigeria's Criminal Crude: International Options to Combat the Export of Stolen Oil", Chatham House (September 2013), p 18. Available at https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Africa/0913pr_nigeriaoil.pdf accessed 25 June 2018.

- Tom Maguire and Cathy Haenlein, "An Illusion of Complicity: Terrorism and Illegal Ivory Trade in East Africa," RUSI (September 2015). Available at https://rusi.org/sites/default/files/201509_an_illusion_of_complicity_0.pdf accessed 25 June 2018.

- Fiona Maisels et al., "Devastating Decline of Forest Elephants in Central Africa." Plos One 8, no. 3 (04 March 2013). Available at http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0059469 accessed 25 June 2018.

- David Mansfield, "Bombing Heroin Labs in Afghanistan: The Latest Act in the Theatre of Counternarcotics, (January 2018) LSE International Drug Policy Unit, 49n p 19. Available at http://www.lse.ac.uk/united-states/Assets/Documents/Heroin-Labs-in-Afghanistan-Mansfield.pdf accessed 25 June 2018.

- David Mansfield, "Understanding Control and Influence: What opium poppy and tax reveal about the writ of the Afghan state" (August 2017), AREU, p 37, available at https://areu.org.af/wp-content/uploads/2017/08/1724E-Understanding-Control-and-Influence1.pdf accessed 26 June 2018

- Jeremy McDermott, "Record Cocaine Production in Colombia Fuels new Criminal Generation" (17 July 2017), InSight Crime. Available at https://www.insightcrime.org/news/analysis/record-cocaine-production-colombia-fuels-new-criminal-generation/ accessed 26 June 2018.

- Jeremy McDermott, "The FARC's Riches: Up to $580 Million in Annual Income" (6 September 2017). Available at https://www.insightcrime.org/news/analysis/farc-riches-yearly-income-up-to-580-million/ accessed 26 June 2018.

- Monitoring Group on Somalia and Eritrea, "S/2011/433 Report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea pursuant to Security Council resolution 1916 (2010)," (18 July 2011), para 63. Available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2011/433 accessed 25 June 2018.

- Monitoring Group on Somalia and Eritrea, "S/2012/544 Report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea pursuant to Security Council resolution 2002 (2011)" (27 June 2012), pp 147-154. Available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/544 accessed 25 June 2018.

- Monitoring Group on Somalia and Eritrea, "S/2013/413. Report on the Monitoring Group on Somalia and Eritrea pursuant to Security Council resolution 2060 (2012): Somalia." (12 July 2013), Annex 9.1. Available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/413 accessed 25 June 2018.

- Monitoring Group on Somalia and Eritrea, "S/2014/726 Report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea pursuant to Security Council resolution 2111 (2013)," (10 October 2014), para 139. Available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2014/726 accessed 25 June 2018.

- Monitoring Group on Somalia and Eritrea, "S/2015/801 Report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea pursuant to Security Council resolution 2182 (2014)," (9 October 2014), p 203. Available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2015/801 accessed 25 June 2018.

- Monitoring Group on Somalia and Eritrea, "S/2016/919 Report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea pursuant to Security Council resolution 2244 (2015)" (7 October 2016), pp 40-43. Available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/919 accessed 25 June 2018.

- Monitoring Group on Somalia and Eritrea, "S/2017/924. Report on Somalia of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea". Available at https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7b65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96F-F9%7d/s_2017_924.pdf accessed 25 June 2018.

- The National, "As economy booms, demand for black market fuel soars in Turkey" (23 September 2011). Available at https://www.thenational.ae/world/europe/as-economy-booms-demand-for-black-market-fuel-soars-in-turkey-1.439347 accessed 25 June 2018.

- National Geographic, "More than 1,000 Rhinos Killed by Poachers in South Africa Last Year, (25 January 2018). Available at https://news.nationalgeographic.com/2018/01/wildlife-watch-rhino-poaching-crisis-continues-south-africa/ accessed 25 June 2018.

- NATO, "Counterinsurgency: A generic reference curriculum" (no date), p 8. Available at https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2017_09/20170904_1709-counterinsurgency-rc.pdf accessed 26 June 2018.

- Angel Rabasa, Peter Chalk, "Colombian Labyrinth: The synergy of Drugs and Insurgency and its Implications for Regional Stability," RAND, pp 25-26. Available at https://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR1339.html accessed 26 June 2018.

- Ian M. Ralby, "Downstream Oil Theft: Global modalities, Trends, and Remedies." Atlantic Council: Global Energy Center. (January 2017), p 15. Available at http://www.atlanticcouncil.org/images/publications/Downstream_Oil_Theft_web_0327.pdf accessed 25 June 2018.

- Reuters, "Islamic State's footprint spreading in northern Somalia: U.N." (8 November 2017). Available at https://www.reuters.com/article/us-somalia-islamic-state/islamic-states-footprint-spreading-in-northern-somalia-u-n-idUSKBN1D828Z accessed 25 June 2018.

- Reuters, "Update 2 – Angola oil production seen steady in 2018 – Sonangol" (28 February 2018) Available at https://www.reuters.com/article/angola-sonangol/update-2-angola-oil-production-seen-steady-in-2018-sonangol-idUSL8N1QI2W7 accessed 25 June 2018.

- RHIPTO Briefing note, "Migrant trafficking patterns and incomes to organized crime" (22 January 2016)

- RHIPTO Threat Network Assessment, "IS funding update" (30 January 2015).

- RHIPTO Threat Network Assessment, "Islamic State funding and implications" (18 September 2014)

- RHIPTO Threat Network Assessment, "Islamic State funding and implications" (18 September 2014).

- RHIPTO Threat Network Assessment, "Islamic State in Iraq-Syria financial situation" (27 February 2016).

- RHIPTO Threat network assessment, "Major Terrorist finance and risk assessment" (30 November 2017).

- RHIPTO Threat network assessment, "Rising smuggling of Tramadol and Captagon smuggling for use for fighters as a stimulant in the Trans-Sahara and Nigeria." (06 March 2018)

- RHIPTO Threat Network Assessment, "Strategic value, routes and incomes to armed groups in Libya from 143,000 – 343,000 migrants" (18 January 2018)

- RHIPTO Threat Network Assessment, "Update on Islamic State financial situation in Syria-Iraq" (27 May 2017)

- RHIPTO Threat Network Assessment, "Update on Islamic State financial situation in Syria-Iraq" (07 June 2017).

- Max Roser and Esteban Ortiz-Ospina, Global Extreme Poverty, (2013, revised 27 March 2017). Available at https://ourworldindata.org/extreme-poverty accessed 25 June 2018.

- Frode Smeby et al., «Combating poaching and Illegal logging in Tanzania. Voices of the rangers-hands-on experiences from the field." (2015) GRID Arendal /Rhipto. Available at https://gridarendal-website-live.s3.amazonaws.com/production/documents/:s_document/331/original/Tanzania_draft2.pdf?1491561606 accessed 26 June 2018.

- Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, "Counternarcotics: Lessons from the U.S. Experience in Afghanistan (June 2018), pp 34-35. Available at https://www.sigar.mil/pdf/lessonslearned/SIGAR-18-52-LL.pdf accessed 25 June 2018.

- (£) Statista, "Distribution of paper production worldwide in 2016 by region." (2016) Available at https://www.statista.com/statistics/595787/paper-production-worldwide-distribution-by-region/ accessed 25 June 2018.

- C.R. Thouless, et al., "African Elephant Status Report 2016" (2016) IUCN African Elephant Database Accessible at https://www.iucn.org/ssc-groups/mammals/african-elephant-specialist-group/african-elephant-database accessed 25 June 2018.

- UN Analytical Support and Sanctions Monitoring Team, "Report on ISIL, Al-Qaida and associated individuals, groups, undertakings and entities S/2017/573." (30 June 2017) Available at http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/573 accessed 25 June 2018.

- UN Environment, "Press release: World Marches to Demand an End to Illegal Trade in Wildlife." (4 October 2014). Available at https://www.unenvironment.org/news-and-stories/press-release/world-marches-demand-end-illegal-trade-wildlife accessed 25 June 2018.

- UNEP-INTERPOL, "The Environmental Crime Crisis – Threats to sustainable development from illegal exploitation and trade in wildlife and forest resources. A UNEP-INTERPOL Rapid Response Assessment." (2014), p 8. Available at https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/9120 accessed 25 June 2018.

- UNEP-INTERPOL, "The Rise of Environmental Crime – A Growing Threat to Natural Resources Peace, Development And Security. A UNEP-INTERPOL Rapid Response Assessment." (2016). Available at http://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/7662 accessed 25 June 2018.

- UNEP-MONUSCO-OSESG, "Experts' background report on illegal exploitation and trade in natural resources benefitting organized criminal groups and recommendations on MONUSCO's role in fostering stability and peace in eastern DR Congo", 15 April 2015, p 4. Available at https://postconflict.unep.ch/publications/UNEP_DRCongo_MONUSCO_OSESG_final_report.pdf accessed 25 June 2018.

- UNEP, "Waste Crime – Waste Risks: Gaps in meeting the global waste challenge: A Rapid Response Assessment." (2015), p 7. Available at http://web.unep.org/ourplanet/september-2015/unep-publications/waste-crime-waste-risks-gaps-meeting-global-waste-challenge-rapid accessed 25 June 2018.

- UNESCO World Heritage Centre – IUCN, "Mission Report: Reactive Monitoring Mission Selous Game Reserve (United Republic of Tanzania) 23-30 November 2008", p 17. Available at https://whc.unesco.org/document/102110 accessed 26 June 2018. Accessed 26 June 2018.

- UNICEF, "Press release: Nearly a quarter of the world's children live in conflict or disaster-stricken countries: UNICEF." (9 December 2016). Available at https://www.unicef.org/media/media_93863.html accessed 25 June 2018.

- University of Rhodes Island and Transafrica Consultancy Services/Adeso, "Illegal Unreported and Unregulated Fishing in the Territorial Waters of Somalia" (April 2015), p 10. Available at http://www.crc.uri.edu/download/SOM14_finalreport.pdf accessed 25 June 2018.

- UNODC, "Colombia: Monitoreo de territories afectados por cultivos ilicitos 2015" (July 2016). Available at https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Colombia/Monitoreo_Cultivos_ilicitos_2015.pdf accessed 26 June 2018.

- UNODC, "The Globalization of Crime: A Transnational Organized Crime Threat Assessment", (2010). Available at http://www.unodc.org/res/cld/bibliography/the-globalization-of-crime-a-transnational-organized-crime-threat-assessment_html/TOCTA_Report_2010_low_res.pdf accessed 25 June 2018.

- UNODC, "Transnational Trafficking and the rule of law in West Africa: a threat assessment", (July 2009), pp 19-26. Available at https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/West_Africa_Report_2009.pdf accessed 25 June 2018.

- UNODC/ Islamic Republic of Afghanistan Ministry of Counter Narcotics, "Afghan Opium Survey 2017: Cultivation and Production" (November 2017), p 45. Available at https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghan_opium_survey_2017_cult_prod_web.pdf accessed 25 June 2018.

- UNSC Counter-terrorism committee executive directorate, "The challenge of returning and relocating foreign terrorist fighters: research perspectives," (March 2018), p 10. Available at https://www.un.org/sc/ctc/wp-content/uploads/2018/04/CTED-Trends-Report-March-2018.pdf accessed 25 June 2018.

- US Government, "Guide to the Analysis of Insurgency" (2012), p 1. Available at https://www.hsdl.org/?view&did=713599 accessed 26 June 2018.

- World Bank, "Fragility, Conflict & Violence" (2 April 2018). Available at http://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/overview accessed 25 June 2018

- Mimi Yagoub, "The FARC's Riches: List of Assets Fails to Reveal Guerrillas' Total Wealth" (29 August 2017), InSight Crime. Available at https://www.insightcrime.org/news/analysis/the-farc-riches-list-assets-fails-reveal-total-wealth/ accessed 26 June 2018.

- Mimi Yagoub, "The FARC's Riches: Millions Apparently Lost to Dissidents" (4 September 2017) Available at https://www.insightcrime.org/news/analysis/the-farc-riches-millions-apparently-lost-dissidents/ accessed 26 June 2018.

- Dirk Zeller, et. al., "Global marine fisheries discards: A synthesis of reconstructed data" (26 June 2017). Available at https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/faf.12233 accessed 25 June 2018.

